

La géopolitique

Les relations internationales



Dans la collection Eyrolles Pratique

- *Comprendre l'hindouisme*, Alexandre Astier
- *Petite histoire de l'Inde*, Alexandre Astier
- *Les maîtres spirituels de l'hindouisme*, Alexandre Astier
- *Communiquer en arabe maghrébin*, Yasmina Bassaïne et Dimitri Kijek
- *Le Coran*, Ghaled Bencheikh
- *QCM de culture générale*, Pierre Biélande
- *Marx et le marxisme*, Jean-Yves Calvez
- *Comprendre le catholicisme*, Jean-Yves Calvez, Philippe Lécivain
- *Comprendre l'ésotérisme*, Jean-Marc Font
- *Einstein*, Guy Louis-Gavet
- *Citations de culture générale expliquées*, Jean-François Guédon et Hélène Sorez
- *Psychologie de base*, Ghéorghii Grigorieff
- *QCM Histoire de France*, Nathan Grigorieff
- *Citations latines expliquées*, Nathan Grigorieff
- *Philo de base*, Vladimir Grigorieff
- *Religions du monde entier*, Vladimir Grigorieff
- *La Torah*, Philippe Haddad
- *Comprendre les crises financières*, Olivier Lacoste
- *Citations littéraires expliquées*, Valérie Le Boursicaud-Podetti
- *Comprendre l'islam*, Quentin Ludwig
- *Le judaïsme*, Quentin Ludwig
- *La kabbale*, Quentin Ludwig
- *Histoire du Moyen-Âge*, Madeleine Michaux
- *Histoire de la Renaissance*, Marie-Anne Michaux
- *Les mots-clés de la géographie*, Madeleine Michaux
- *Chopin*, Sylvie Oussenko
- *Schumann*, Sylvie Oussenko
- *La bible*, Christine Pellistrandi et Henry de Villefranche
- *La franc-maçonnerie*, Alain Quérue
- *Citations philosophiques expliquées*, Florence Perrin et Alexis Rosenbaum
- *200 femmes de l'histoire*, Yannick Resch
- *Citations artistiques expliquées*, Michèle Ressi
- *Citations historiques expliquées*, Jean-Paul Roig
- *Histoire du XX^{ème} siècle*, Dominique Sarciaux
- *Luther et la Réforme protestante*, Annick Sibué
- *QCM d'économie*, Marion Stuchlik et Jean-François Guédon
- *QCM Histoire de l'art*, David Thomisse
- *Le protestantisme*, Geoffroy de Turckheim
- *Petite histoire de la Chine*, Xavier Walter

Pascal Boniface

La géopolitique

Les relations internationales



Éditions Eyrolles
61, Bd Saint-Germain
75240 Paris Cedex 05
www.editions-eyrolles.com

Mise en pages : 48 bis Arts Graphiques

L'auteur remercie Chloé Salery, Violaine Durand, David Michel
et Gonzalo Escibano pour leur recherche documentaire
concernant la Partie 1 de cet ouvrage.



Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée notamment dans les établissements d'enseignement, provoquant une baisse brutale des achats de livres, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage, sur quelque support que ce soit, sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.

© Groupe Eyrolles, 2011
ISBN : 978-2-212-54992-8

Sommaire

Introduction : La géopolitique avant la géopolitique.....	7
Partie 1 : Qu'est-ce que la géopolitique ?	9
Chapitre 1 : Les définitions classiques	11
Chapitre 2 : Un déterminisme géographique ?.....	15
Chapitre 3 : Naissance d'une discipline	19
Chapitre 4 : Une discipline diabolisée puis réhabilitée.....	29
Partie 2 : Les 10 défis géopolitiques	37
Chapitre 1 : Le terrorisme.....	39
Chapitre 2 : La prolifération nucléaire	43
Chapitre 3 : La permanence de la guerre	47
Chapitre 4 : Le réchauffement climatique	51
Chapitre 5 : Le choc des civilisations	55
Chapitre 6 : Les États faillis	59
Chapitre 7 : Les guerres de l'espace	61
Chapitre 8 : Les cyberguerres	65
Chapitre 9 : Le retour de la piraterie.....	69
Chapitre 10 : L'islamisme.....	73
Partie 3 : Les 10 principaux conflits et crises	77
Chapitre 1 : Israël – Palestine.....	79
Chapitre 2 : L'Iran	83
Chapitre 3 : L'Afghanistan	87
Chapitre 4 : L'Inde et le Pakistan	91
Chapitre 5 : La Chine et Taïwan.....	95
Chapitre 6 : La Corée	99
Chapitre 7 : La République démocratique du Congo	103

Chapitre 8 : Le Soudan	107
Chapitre 9 : Le Tibet	111
Chapitre 10 : L'ex-Sahara occidental	115
Partie 4 : Les 10 tendances structurelles	119
Chapitre 1 : La fin de l'hyperpuissance américaine	121
Chapitre 2 : La fin du monopole occidental de la puissance	125
Chapitre 3 : Les États-Unis basculent vers le Pacifique	129
Chapitre 4 : La prolifération étatique	133
Chapitre 5 : La Chine, prochaine première puissance mondiale	137
Chapitre 6 : La montée en puissance de l'opinion publique	141
Chapitre 7 : Le <i>soft power</i>	145
Chapitre 8 : La redéfinition de la puissance	149
Chapitre 9 : La justice internationale	153
Chapitre 10 : La démocratie progresse	157
Partie 5 : Les 10 questionnements	161
Chapitre 1 : La fin des frontières	163
Chapitre 2 : La mondialisation universelle	167
Chapitre 3 : L'impuissance de la puissance militaire	171
Chapitre 4 : Les NTIC : transparence démocratique ou nouveau totalitarisme ?	175
Chapitre 5 : L'ingérence	179
Chapitre 6 : L'obsolescence des États	183
Chapitre 7 : La privatisation de la guerre	185
Chapitre 8 : Les matières premières	189
Chapitre 9 : Les compétitions sportives mondialisées	193
Chapitre 10 : Défense anti-missile et sanctuarisation	197
Bibliographie	200

Introduction

La géopolitique envahit les rayons des librairies, des bibliothèques, les écrans de télévision, les pages de journaux et les ondes. Elle semble désormais être partout. Tout devient géopolitique. À côté des rivalités des grandes puissances, terreau traditionnel de la discipline, on débat également sur celles des matières premières, des nouvelles technologies de l'information et de la communication, de l'espace extra-atmosphérique, des zones polaires, des compétitions sportives mondialisées, du tourisme, des émotions, mais aussi des luttes syndicales, des religions, des émeutes, de la faim, de la banlieue ou de la recomposition interne des partis politiques. Le terme de géopolitique, autrefois banni pour cause de trop grande proximité idéologique avec le nazisme, est désormais partout, y compris dans des aspects de la vie quotidienne.

L'inflation du recours au terme « géopolitique » n'est-elle pas excessive ? N'est-elle pas un risque de banalisation de la matière ? N'y a-t-il pas un snobisme consistant à rebaptiser de façon médiatiquement plus présentable et intellectuellement plus noble le terme de « relations internationales » ?

La géopolitique avant la géopolitique

Les premières références de nombreux auteurs ont fait de la géopolitique, avant même que le concept ne soit développé, l'idée que l'environnement géographique pouvait déterminer la nature de l'homme et les politiques à suivre à des racines anciennes.

L'étude de l'impact du milieu géographique de l'environnement sur la politique des peuples et des nations est ancienne.

Aristote, vingt-trois siècles avant que le terme de « géopolitique » n'apparaisse, émettait des théories qui se rattachaient à cette discipline. Il estimait que l'environnement naturel avait un impact sur le caractère humain des citoyens et sur les nécessités militaires et économiques d'un État idéal. Pour lui, le climat et le caractère national étaient très liés, l'hétérogénéité d'un territoire nourrissait l'hétérogénéité parmi la population et empêchait l'unité et la paix dans le pays. L'environnement géographique favorisait les activités humaines et la façon de subsister. Il estimait qu'un État qui pouvait se permettre une autarcie bénéficiait d'une protection non seulement contre une attaque militaire mais également contre des influences indésirables. Les idées révolutionnaires de l'extérieur pouvaient déstabiliser un régime. Jean Bodin développa également des théories climatiques dans son ouvrage *La République*. À l'image des architectes qui essayent d'adapter leur construction aux matériaux disponibles et aux sites sur lesquels ils construisent, les responsables politiques devaient également s'adapter au caractère humain modelé par l'environnement. La faillite des grands États s'expliquait par le fait de ne s'être pas adaptés à ces traits.

Montesquieu estime qu'un climat chaud favorise le despotisme et l'esclavage alors qu'un climat froid privilégie la démocratie et la liberté. Il considère aussi que les paysages ouverts qui sont riches grâce à l'agriculture sont sous la menace des envahisseurs ; la monarchie s'y établit donc pour en protéger la richesse. Les régions de montagne plus pauvres ne suscitent pas l'envie d'envahisseurs, la seule richesse est la démocratie.

À partir de la fin du ^{xix}^e siècle, notamment avec Alexander Von Humboldt et Carl Ritter en Allemagne, la géographie cesse d'être une simple description du monde pour devenir une réflexion sur la façon dont les sociétés s'insèrent dans l'espace.

Après avoir présenté les différentes tentatives de définition de la géopolitique, et ses auteurs classiques, nous étudierons les principales questions géopolitiques contemporaines en quatre parties, les défis géopolitiques, les principaux conflits et crises, les tendances structurelles et dix questionnements.

Partie 1

Qu'est-ce que la géopolitique ?

Quelles en sont
les définitions classiques ?

Commençons par citer
quelques auteurs

1

Les définitions classiques

Pour Johan Rudolf Kjellén, c'est « *la science de l'État en tant qu'organisme géographique tel qu'il se manifeste dans l'espace*¹ ».

Pour Friedrich Ratzel, la géopolitique est « *la science qui établit que les caractéristiques et conditions géographiques, et plus spécialement les grands espaces, jouent un rôle décisif dans la vie des États, et que l'individu et la société humaine dépendent du sol sur lequel ils vivent ayant son destin déterminé par la loi de la géographie* ».

Selon Karl Haushofer, « *la géopolitique est la nouvelle science nationale de l'État, une doctrine sur le déterminisme spatial de tout le processus politique basé sur de larges fondations de la géographie et notamment de la géographie politique* ».

Pour Jacques Ancel, « *la géopolitique est avant tout l'observation et l'analyse des relations humaines avec le territoire sur lequel elles vivent* ».

1. L'État comme forme de vie, 1916.

et se développent militairement, politiquement et commercialement à partir d'invariants géographiques ».

Yves Lacoste développe le concept : *« L'étude des différents types de rivalités de pouvoir sur les territoires, [] la puissance se mesurant en fonction de potentialité territoriale interne et de la capacité à se projeter à l'extérieur de ce territoire et à des distances de plus en plus grandes. »*

Il précise : *« Le terme de géopolitique dont on fait de nos jours de multiples usages désignant de fait tout ce qui concerne les rivalités de pouvoir ou d'influence sur les territoires et les populations qui y vivent : rivalités entre des pouvoirs politiques de toutes sortes – et pas seulement des États mais aussi entre des mouvements politiques ou des groupes armés plus ou moins clandestins –, les vérités pour le contrôle ou la domination du territoire de grande ou de petite taille¹. »* C'est pour lui la combinaison de la science politique et de la géographie.

Pour Pierre-Marie Gallois, c'est *« l'étude des relations qui existent entre la conduite d'une politique de puissance portée sur le plan international et le cadre géographique dans lequel elle s'exerce² ».*

Michel Foucher y voit *« une méthode globale d'analyse géographique des situations socio-politiques concrètes, envisagées en tant qu'elles sont localisées, et des représentations habituelles qui les décrivent. Elle procède à la détermination des coordonnées géographiques d'une situation et d'un processus socio-politique et au décryptage des discours et des images cartographiques qui les accompagnent³ ».*

Desmond Ball la définit comme la relation entre une politique de puissance et le milieu géographique.

La définition la plus concise et qui paraît la plus rapidement opérationnelle reste celle donnée par Yves Lacoste, l'auteur français contemporain de référence en la matière. La géopolitique est selon lui *« l'analyse des rivalités de pouvoirs sur des territoires ».*

1. Géopolitique. *La longue histoire d'aujourd'hui*, Larousse, 2009.

2. Géopolitique. *Les voies de la puissance*, L'âge d'homme, mars 2000.

3. *Fronts et frontières, un tour du monde géopolitique*, Fayard, 1991.

La géopolitique se distingue-t-elle de la géographie politique ? Pour Ladis K.D. Kristof, la géographie politique se concentre sur les phénomènes géographiques et leur donne une interprétation politique. La géopolitique se concentre sur les phénomènes politiques pour en donner une interprétation géographique et étudie les aspects géographiques de ces phénomènes.

On emploie parfois de façon indifférenciée les termes de géopolitique et de géostratégie. Pour Raymond Aron, la stratégie, c'est la conduite d'ensemble des opérations militaires ; la diplomatie, c'est la conduite du commerce avec les autres unités nationales. Stratégie et diplomatie seront toutes deux subordonnées à la politique, c'est-à-dire à la conception que la collectivité ou ceux qui en sont responsables se font de l'intérêt national. Reprenant la définition de Clausewitz pour lequel la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens et estimant que le soldat et le diplomate sont les deux acteurs symboliques des relations internationales, Aron conclut que le choix d'une stratégie dépend à la fois du but de la guerre et des moyens disponibles. Ils seront différents s'il s'agit d'une guerre entre États ou d'une guerre d'indépendance.

La différence entre tactique et stratégie est la différence entre la fin et le moyen. La stratégie fait usage des combats en déterminant le lieu, le moment effectif, dans la mesure où ces termes cités influent sur la fin. La géostratégie est la détermination d'une stratégie à partir des données géographiques.

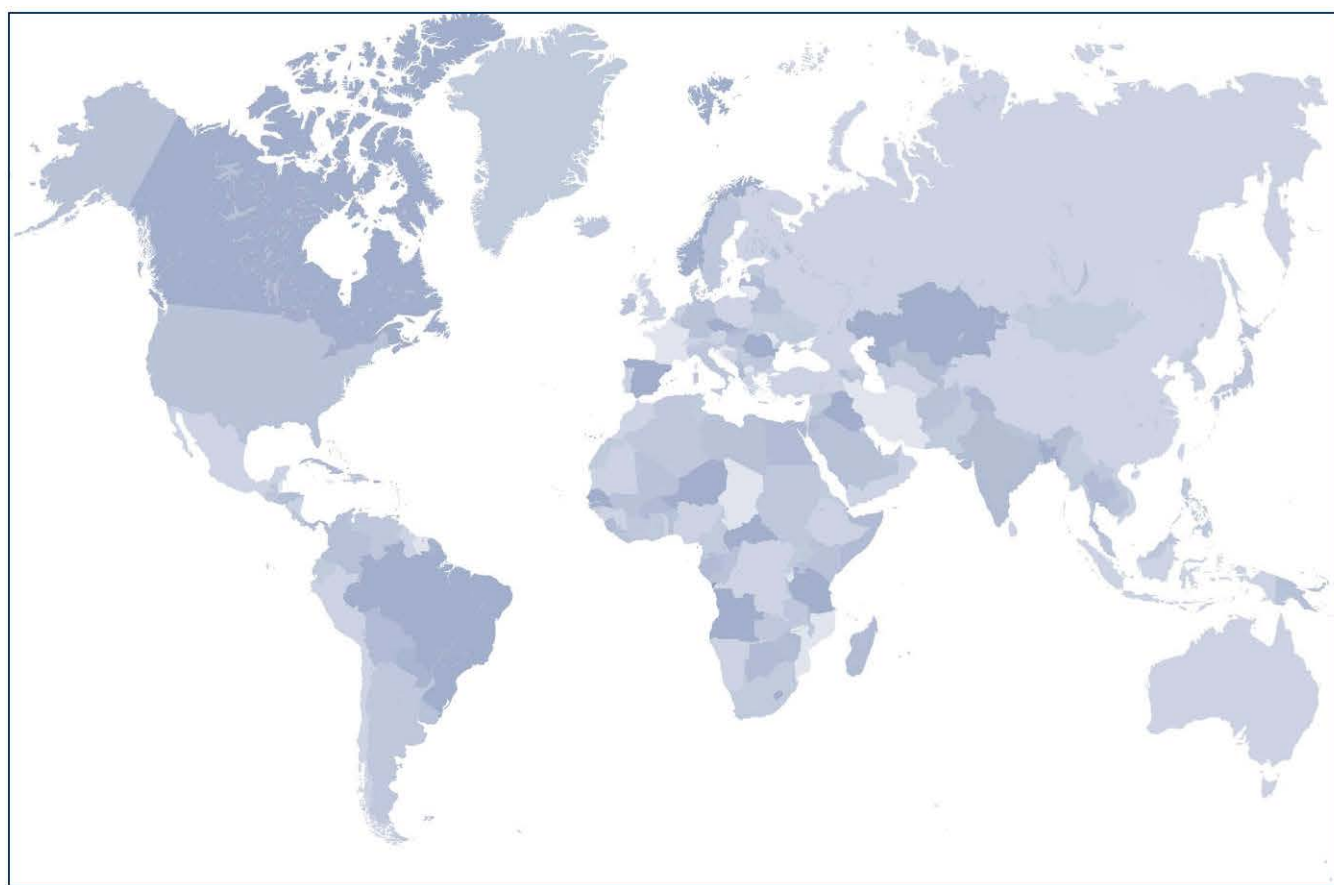
2

Un déterminisme géographique ?

Gérard Chaliand estime que les lignes d'expansion, comme les menaces à la sécurité, sont dessinées à l'avance sur les cartes du globe. Selon lui, la géopolitique combine une schématisation géographique des relations diplomatico-stratégiques avec une analyse géoéconomique des ressources et une interprétation des attitudes diplomatiques en fonction du mode de vie et du milieu, l'opposition sédentaire/nomade, terrien/marin.

Il ne s'agit pas de penser que la politique qui doit être menée est dictée de façon déterministe par la géographie et qu'il n'y a pas d'alternative. L'environnement géographique joue un rôle, il peut offrir des opportunités et des risques, cependant il n'oblige pas le responsable politique à agir comme s'il n'avait pas de choix autre que de se conformer aux éléments. Il ne suffit pas de lire une carte pour savoir ce que l'on doit faire, de façon automatique.

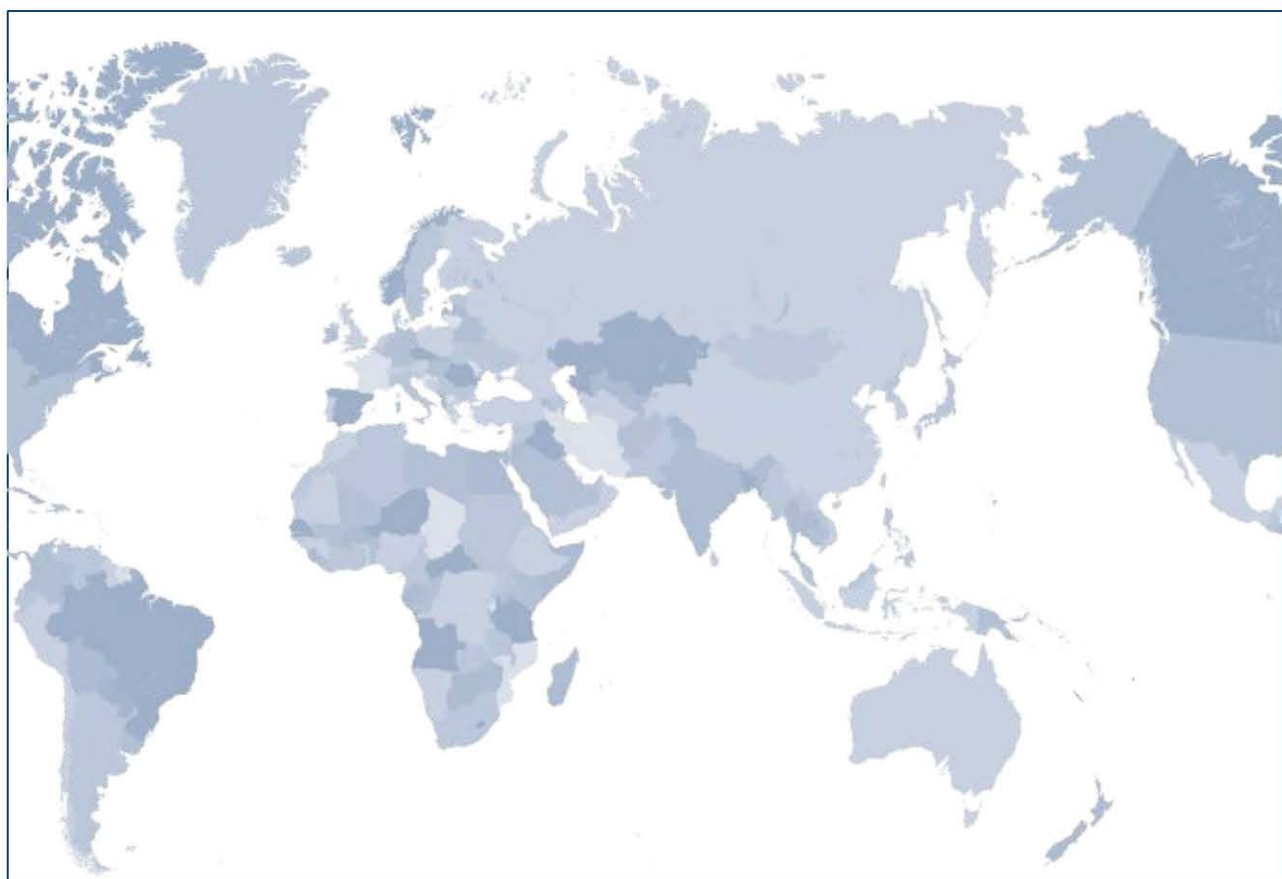
La carte peut par ailleurs avoir un effet déformant. Nous sommes habitués à la projection Mercator qui situe l'Europe au centre du monde. C'est vrai, mais d'un point de vue européen seulement, et Gérard Chaliand a frappé l'opinion française en publiant en 1984 un atlas stratégique où le simple fait de publier des cartes avec l'URSS, la Chine et les États-Unis au centre du monde modifiait la perception à laquelle avaient été habitués pendant pratiquement toute leur vie les lecteurs français.



L'Europe au centre de la carte.



L'Amérique au centre de la carte.



La Russie et la Chine au centre de la carte.

Le général Gallois reproche à Halford John Mackinder que la géographie l'a emporté dans son esprit sur les réalités humaines. Il écrit dans *Géopolitique. Les voies de la puissance* : « *S'il est séduisant pour l'esprit, le raisonnement géopolitique s'est souvent révélé décevant lorsqu'il a été mis en pratique. Il est intéressant et utile de mettre en avant les caractéristiques géographiques du monde, mais celles-ci ne rendent pas compte des facteurs humains, de leur évolution, du mouvement des masses et des volontés de ceux qui les dirigent*¹. »

Raymond Aron va dans le même sens, dans *Paix et guerre entre les nations* : « *Il est illégitime de tirer une lecture géographique de l'Histoire universelle, des prévisions ou idéologies*². »

1. *Géopolitique. Les voies de la puissance*, p. 255.

2. *Paix et guerre entre les nations*, Calmann Levy, p. 205.

3 Naissance d'une discipline

Le terme de « géopolitique » aurait été utilisé pour la première fois en 1905 par le Suédois Johan Rudolf Kjellén, professeur d'histoire et de science politique à l'Université de Göteborg puis d'Uppsala. Selon lui, *« au-delà de son aspect physico-géographique comme territoire, la vie d'un État a quatre autres formes : comme foyer dans ses activités économiques, comme peuple dans ses caractères nationaux et raciaux, comme communauté sociale dans ses classes et ses professions et comme gouvernement dans son aspect constitutionnel et administratif. Cinq éléments de la même force, cinq doigts d'une même main qui travaillent en temps de paix et luttent en temps de guerre »*.

Il va imaginer cinq sous-disciplines de la science politique : la géopolitique qui étudie l'État comme organisme ou phénomène dans la société, l'écopolitique (économie), la démopolitique (relation entre population et organisation politique), la sociopolitique (rapports entre l'État et la société) et la kratopolitique, à savoir, l'autorité de l'État.

Pour Kjellén, l'État est une chose vivante, presque d'un point de vue biologique. « *Chacun des États se compose comme un individu à part, avec son caractère particulier, avec ses intérêts particuliers, sa manière d'agir, ses sentiments.* » Les hommes forment un peuple. Mais l'État ne se compose pas seulement des individus vivants. On y trouve tous les individus du peuple : vivants, morts et pas encore nés, « *comme l'arbre avec toutes ses feuilles de toutes ses années* ».

L'État est quelque chose de différent de la somme de ses parties. Kjellén voit l'État comme un être vivant. Il y a des maladies des États plus ou moins graves. En conséquence, il y a aussi des parties vitales. La géopolitique peut donc soutenir la stratégie en désignant les parties sensibles.

La guerre moderne a pour but de rompre la volonté de l'adversaire, et la façon la plus radicale d'y arriver est de prendre tout son territoire. La mer constitue la frontière la plus naturelle ; pour un pays, l'insularité est donc la situation idéale. Mais la nature ne décide pas seule des frontières. Les rapports de force et la relation de puissance comptent également.

Il distingue l'espace, le domaine et la position. « *Les États vigoureux, dans un espace limité, se trouvent sous l'impératif catégorique d'élargir leurs espaces, par colonisation, fusion ou des conquêtes de différentes façons.* » Mais il ne faut pas trop l'élargir pour des raisons de risques intérieurs. La position est déterminée par les voisins (l'Allemagne en a huit, l'Angleterre aucun) et les lignes de communication.

Carl Ritter (1779-1859) développe « *une théorie cyclique de la croissance des États comparable à celle des éléments naturels ou organiques qui passent par les stades de naissance, de maturité, de mort* », théorie peu ou prou inspirée par Darwin.

Friedrich Ratzel (1844-1904) est souvent considéré comme le fondateur de la géographie moderne et de la géographie politique. Pharmacien de formation, il était partisan de la théorie de l'évolution de Darwin. Il occupe la chaire de géographie de l'université de Leipzig de 1886 à sa mort. Il devient le grand maître universitaire en géographie politique allemande. Il place l'État au centre de sa réflexion.

Il pense que le monde occidental s'est imposé vis-à-vis des autres civilisations grâce au rôle de la nation. Il faut donc comprendre les méca-

nismes de sa formation, ses liens à l'espace et son dynamisme. Il va assimiler la nation à un organisme, établir un lien direct entre l'épanouissement d'un peuple et l'espace vital (*Lebensraum*) dont il a besoin. C'est donc lui qui va développer en premier le concept d'espace vital, qui sera ensuite récupéré par Hitler. L'Allemagne, de par son poids commercial et économique, sa puissance culturelle et idéologique, a vocation à dominer l'Europe en élargissant ses frontières à l'est pour accéder aux ressources agricoles qui s'y trouvent. À la limite, la géopolitique serait une branche des sciences naturelles. Ses théories vont être interprétées et utilisées par les nazis pour justifier leur volonté expansionniste afin de donner à la nation allemande l'espace vital qui lui est nécessaire.

Sur la géographie politique, il définit un triangle composé de la puissance du peuple et du territoire. L'État est pour lui comme une structure humaine qui ne peut croître que sur le sol comme un organisme vivant. Quand il grandit, il s'étend dans l'espace ; quand il meurt, il disparaît de la carte. La nation est un ensemble d'hommes unis par un sentiment d'appartenance. Ce dernier n'étant pas forcément fondé sur la race. Le peuple est composé d'individus et de groupes qui sont unis par le territoire commun.

Ratzel admet qu'il y a un danger à considérer que la géopolitique, ou plutôt une politique basée sur la géopolitique, puisse verser dans le déterminisme géographique : « *Le seul élément de l'unité de l'État est le territoire. Dès lors il y a une forte tentation de baser l'organisation politique sur le territoire et l'État.* »

La géopolitique doit rappeler aux hommes d'État l'importance du facteur géographique, trop souvent négligé. L'Histoire peut d'ailleurs s'expliquer selon lui par la géographie.

Il a cependant une conception organiciste de l'État. Les frontières sont assimilées à l'épiderme. L'extension peut être justifiée par la croissance naturelle ou la domination du plus fort.

Les États forts sont basés sur des peuples forts, bien ancrés au sol, capables de s'étendre. Il y a une hiérarchie des peuples. Certains sont forts (les Allemands), d'autres sont faibles (les Serbes), d'autres enfin sont inorganisés (Polonais, Juifs).

Fils d'un professeur de tactique militaire, Alfred Mahan va lui-même devenir marin de l'US Navy, avant de présider en 1902 l'American Historical Association. Pour lui, la politique est avant tout l'expression de rapports de forces. Les unités sociales entretiennent des relations de concurrence qui provoquent nécessairement des luttes et des conflits.

Les nations sont des corporations économiques qui se battent pour la victoire. Les tentations que suscitent les marchés de l'Afrique, de l'Amérique latine et de l'Extrême-Orient ont conduit les Européens à se lancer dans une course, cette dernière étant fondée sur la force. Les relations internationales peuvent s'étudier en termes de stratégie et de tactique. Chaque nation peut perdre ou gagner selon les choix qu'elle fait. Il n'y a pas pour elle de substitut à la force et le concept de droit international est donc illusoire. Ce dernier est d'ailleurs régulé par la force elle-même. La guerre peut être moralement justifiée en l'absence de toute autorité internationale sur la base de l'existence de vérités morales.

Mahan a déclaré : « *Je suis un impérialiste, simplement parce que je ne suis pas isolationniste.* » Pour lui, la providence doit enseigner aux grandes puissances navales d'user de leur pouvoir à des fins légitimes. La politique expansionniste de Théodore Roosevelt sera légitimée par les écrits de Mahan. Il croit en la supériorité de la civilisation occidentale, « *oasis de civilisation dans un désert de barbarie* ». Il estime que la position géographique des États-Unis protège de la guerre mais que la meilleure dissuasion consiste dans des navires qui pourraient s'attaquer aux navires de commerce ennemis. Il préconise une alliance avec l'Angleterre au nom d'idéaux communs. Pour lui, le pouvoir maritime est la clé du commerce et de la compétition économique. Les États-Unis doivent contrôler le canal de Panama, de même que les Britanniques contrôlent le Chenal ; cela permettra à la côte atlantique d'être compétitive face à l'Europe en termes de distance pour les marchés asiatiques. Son livre majeur est *L'influence de la puissance maritime à travers l'Histoire 1660-1783*.

Il estime que le monde occidental doit rester puissant et fort contre les civilisations non européennes. Elles ont une obligation morale à maintenir leur suprématie. Le monde chrétien doit être préservé et le sera seulement à partir de position de force.

Le Britannique Halford John Mackinder est certainement l'un des géopoliticiens les plus connus, voire le géopoliticien emblématique, même s'il refusait le terme de géopolitique. Professeur à Oxford, il a dirigé la London School of Economics et a été député de 1910 à 1922. Il s'est demandé comment le Royaume-Uni pouvait conserver sa place dans la hiérarchie mondiale face à la montée en puissance des États-Unis et de l'Allemagne.

À la fin du ^{xix}^e siècle, partout flottent des drapeaux nationaux, emblèmes des multiples souverainetés. L'expansion coloniale a atteint ses limites. Les richesses seront exploitées par voie de terre, ôtant aux échanges maritimes le rôle essentiel qu'ils ont joué dans l'économie mondiale.

En 1904, Mackinder prononce sa conférence sur « le pivot géographique de l'Histoire ». C'est l'année où la Russie achève de construire le Transsibérien qui est censé lui assurer un contrôle du continent. La défaite contre le Japon en 1905 prouvera l'inverse : le Transsibérien qui ne fonctionnait que sur une voie n'a pas pu amener les renforts nécessaires. Si la Russie s'allie avec l'Allemagne, elle aura accès à la mer et à la puissance industrielle. Il faut donc lutter contre l'apparition de ce pivot continental. Il écrit : *« Aujourd'hui la Russie occupe la moitié du grand continent. Elle est déjà la puissance de la terre, par opposition à celle de la mer. Les espaces qu'elle contrôle sont si vastes, leur potentiel démographique si prometteur, ses richesses si grandes, qu'un puissant ensemble économique, inaccessible au commerce maritime, s'y développera inéluctablement. »*

Mackinder prévoit un système d'alliances qui sera suivi par le Royaume-Uni. Il préconise une alliance de Londres avec Moscou pour contrer la montée en puissance de l'Allemagne (ce qui fut fait pendant la Seconde Guerre mondiale) et, pour empêcher que la Russie ne se développe, de la contrer à partir de l'Empire perse et de l'Afghanistan (ce fut l'endiguement au début de la Guerre froide).

Il préconise également une alliance avec la France, toujours pour contrer l'Allemagne. Comme Clausewitz, il pense qu'une puissance qui doit se battre sur deux fronts en même temps est perdue.

Le discours le plus connu de la géopolitique est celui prononcé par Halford John Mackinder lors de la conférence du 5 janvier 1904 devant la société royale de géographie. C'est de là que vient la formule la plus

souvent citée : « Qui contrôle le cœur du monde (heartland) commande à l'île du monde, qui contrôle l'île du monde commande au monde. »

« La Grande-Bretagne, le Canada, les États-Unis, l'Afrique du Sud, l'Australie et le Japon forment désormais un anneau de bases périphériques ou insulaires servant la puissance maritime, et le commerce est inaccessible à la puissance terrestre de l'Eurasie. Néanmoins la puissance terrestre a su se maintenir et des événements récents ont à nouveau accru son importance. »

« Le siècle des Tudor qui vit l'expansion de l'Europe au-dessus de la mer vit également la puissance russe transposée de Moscovie en Sibérie ; la ruée vers l'Est entraîna ses cavaliers à travers l'Asie, fut un événement presque aussi chargé de signification politique que le contournement du Cap. »

« Il y a de cela une génération, la vapeur et le canal de Suez semblaient avoir accru la mobilité de la puissance maritime au détriment de la puissance terrestre. Le chemin de fer avait pour fonction principale d'alimenter le commerce par voie maritime. Cependant les chemins de fers transcontinentaux ont commencé à bouleverser les données de la puissance terrestre et il n'est d'autre endroit où leur effet se fasse sentir autant que dans la région centrale et fermée de l'Eurasie. »

« La région pivot des relations internationales à l'échelle mondiale n'est-elle pas cette même étendue de l'Eurasie qui se trouve hors de portée des navires mais était dans l'Antiquité ouverte aux nomades à dos de cheval et qui s'apprête aujourd'hui à se doter d'un réseau de chemin de fer ? »

Pour Mackinder, le monde est comparable à un océan mondial où se trouve l'île mondiale (*world island*) composée de l'Asie, de l'Europe et de l'Afrique. Autour d'elle, se trouvent les grandes îles (*outcycling island*), l'Amérique, l'Australie, le Japon, la Grande-Bretagne. Celui qui contrôle le pivot mondial (*heartland*) commande l'île mondiale, celui qui tient l'île mondiale, tient le monde.

Au ^{xix}^e siècle, la montée en puissance de l'Allemagne et de la Russie inquiète l'Angleterre, et explique les préoccupations de Mackinder.

En 1943, il prédit que si la Russie sort vainqueur de sa guerre contre l'Allemagne, elle sera la plus grande puissance terrestre du monde. On le crédite d'avoir anticipé la politique de *containment* bien qu'il n'ait jamais abordé frontalement la question de la rivalité soviéto-américaine.

Il préconise, après la guerre, la coopération entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France pour éviter que l'Allemagne ne se relance dans des politiques agressives. Il prône le désarmement de l'Allemagne après la guerre.

Karl Haushofer est la figure de proue de la géopolitique nazie. Bien qu'il n'adhérât pas au parti national socialiste et que sa femme fût juive, il restera très proche de Rudolf Hess. Il est frustré par l'humiliation de l'après-Première Guerre mondiale et estime que les dirigeants de la République de Weimar doivent être condamnés. L'Allemagne doit refuser le traité de Versailles qui disperse le peuple allemand en Europe centrale. Elle doit restaurer son unité. Alors que Ratzel voyait l'État déterminé par le commerce, le social, la démographie ainsi que l'espace, Haushofer ne voit que l'espace comme facteur d'action politique. L'espace, pour lui, dépasse l'Histoire. Le grand Reich allemand doit rassembler tous les peuples de langue allemande. L'espace européen doit être organisé par et pour l'Allemagne, qui doit contrôler les petits États. Il faut développer son *Lebensraum* (espace vital), pour y déverser les populations excédentaires et y puiser les matières premières. L'objectif est de réussir à bâtir un système autarcique et, pour cela, atteindre une superficie conforme à l'importance de sa population. Il s'oppose à la vision libérale et cosmopolite du Royaume-Uni. Les pays les moins organisés (Pologne, ouest de la Russie) doivent être rayés de la carte. Il faut en

revanche accorder un statut privilégié aux cousins de langue allemande (Pays-Bas, Flandre). Les grands États de l'Ouest, France et Royaume-Uni, subsistent mais sont affaiblis. Il préconise une alliance avec l'Italie et la création de petits États ethniques vassaux. Les populations juive et tsigane, incapables de s'organiser, doivent être éliminées.

Il envisage l'organisation du monde autour d'ensembles autarciques. Les Pan-régions seront dominées par un État fort avec une division internationale du travail. Ainsi, l'Eurafrique sera organisée par l'Allemagne, l'Eurasie doit être limitée à l'est, l'Asie est organisée par le Japon. Ces trois régions doivent équilibrer la Pan-América. Il propose donc de s'allier aux Russes pour détruire le Royaume-Uni tout en forçant la Russie à rester une puissance asiatique. Un bloc eurasiatique unirait l'Allemagne, la Russie et le Japon contre le Royaume-Uni. La rupture du pacte germano-soviétique le conduit à redéfinir sa théorie pour faire de l'Allemagne l'unique puissance du *heartland*. Mais il craint à juste titre que l'Allemagne n'ait pas la capacité de contrôler un si vaste territoire et ne puisse se battre sur deux fronts.

Haushofer en conséquence n'approuva pas la rupture du pacte germano-soviétique. Il témoigne contre Hess au procès de Nuremberg. Considéré néanmoins comme le géopolitologue du nazisme, il fut exclu de l'université en 1945 et se suicida l'année suivante.

Nicholas Spykman, qui fut journaliste avant de devenir professeur à Yale, estime que jusque dans les années 1930, la politique de sécurité américaine a ignoré le facteur géographique à son détriment. Dans son livre *Géographie politique étrangère* (1938), il analyse les effets de la taille et de l'emplacement mondial et régional sur les politiques étrangères des États. L'élément principal de la puissance d'un grand État est un contrôle effectif et centralisé et un système efficace de communication du centre vers la périphérie. Il se veut le théoricien du réalisme politique. Il crée le concept de *rimland* (anneau de terres et territoires de bord). Celui-ci comprend l'Europe de l'Ouest, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Ouest, la Chine et l'Extrême-Orient. C'est un croissant périphérique où se trouvent les principales zones d'échanges mondiaux. Pour Spykman, qui tient le *rimland* tient l'Eurasie, qui domine l'Eurasie contrôle le destin du monde. Il note que les trois plus récents aspirants

à l'hégémonie mondiale, à savoir Napoléon, Guillaume II et l'Allemagne nazie, provenaient tous du *rimland*.

Il décrit un périmètre de sécurité des États-Unis qui serait une frontière d'alerte permanente – du détroit de Béring jusqu'à Hawaï puis des îles Galápagos aux îles de Pâques et du Canal de Magellan jusqu'aux îles Malouines.

Il prédit que la Chine sera la puissance dominante de l'Extrême-Orient et l'Union soviétique la grande puissance européenne. L'Inde et les États-Unis seront les deux autres grandes puissances mondiales.

En France, Jacques Ancel va être à l'origine de l'étude de la géopolitique. Il estime que cette discipline doit analyser les relations existantes entre les groupes humains et les territoires sur lesquels ils vivent et se développent militairement, politiquement et commercialement à partir d'invariants géographiques : montagne, fleuve, littoral, désert. Selon lui, c'est plus l'homme qui fabrique la frontière que la nature. Si les invariants géographiques existent, ce ne sont pas des obstacles incontournables pour des politiques volontaristes. Il rejette donc tout déterminisme. Il estime que « *la frontière est plus mouvante que stable, plus souple que rigide, plus éphémère que durable* ». Il entend défendre les acquis idéologiques de la Révolution française et les acquis territoriaux de la France face à l'expansionnisme allemand.

Responsable du département politique de l'état-major de Louis Franchet d'Esperey dans les Balkans, il va réfléchir sur les rapports entre États-nations et territoires. Les nations sont des combinaisons harmonieuses, des genres de vie façonnés par les conditions naturelles, les liaisons physiques mais aussi le passé, comme il l'écrit dans deux ouvrages intitulés *Géopolitique* (1936) et *Géographie des frontières* (1938).

Mais ces auteurs « classiques » ont une approche quelque peu théorique des questions internationales. Leurs théories sont intellectuellement séduisantes mais ne correspondent que de façon limitée aux réalités de la vie internationale. Ils ont eu le mérite de réévaluer les critères géographiques, mais ils les ont également surévalués, négligeant les critères politiques, stratégiques, etc. qui sont également déterminants dans leurs choix géopolitiques.

4 Une discipline diabolisée puis réhabilitée

En France, plusieurs facteurs se conjuguèrent pour entraver le développement de la géopolitique. L'association historique de la matière au nazisme fut, comme ailleurs, un obstacle puissant. Mais même avant le nazisme, d'autres raisons expliquaient ce phénomène. Une grande partie des premiers géopolitologues de la fin du ^{xix}^e siècle était liée à l'idée du pangermanisme, ce qui avait un effet repoussoir en France. Par ailleurs les références idéologiques françaises se voulaient universalistes, produits de l'Histoire mettant en valeur la citoyenneté républicaine. En France, l'État préexiste à la nation, contrairement à l'Allemagne. L'extension est basée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Tout comme des valeurs universalistes venaient légitimer la politique coloniale en vertu d'une prétendue mission civilisatrice. En France, la géographie vivait dans l'ombre de l'Histoire.

La géographie ça sert d'abord à faire la guerre. Yves Lacoste publiait ce livre au titre choc en 1976 chez l'éditeur Maspero, spécialisé dans les livres tiers-mondistes et révolutionnaires. Un pavé dans la mare mais un rappel d'une réalité oubliée pour beaucoup.

« Sur la carte, forme de représentation géographique par excellence, doivent être portés tous les renseignements nécessaires à l'élaboration des tactiques et des stratégies. La carte a d'abord été établie par des officiers et pour des officiers (carte d'état-major) ; la production d'une carte, c'est-à-dire la conversion d'un concret mal connu en une représentation abstraite efficace et fiable, est une opération difficile, longue et coûteuse qui ne peut être réalisée à l'origine que par l'État¹. »

Yves Lacoste redonnait ses lettres de noblesse politique à la géopolitique qui avait été à tort assimilée dans les milieux intellectuels français aux théories nazies. Spécialiste du tiers-monde, épousant lui-même à l'époque les thèses tiers-mondistes, il ne peut être accusé d'avoir une lecture « droitrière » des relations internationales. Cela permet de réhabiliter politiquement la géopolitique, pour en refaire une discipline intellectuelle permettant de comprendre le monde et non un projet politique de domination de certains peuples. La théorie géopolitique avait en effet tenu une place importante dans l'argumentaire de l'expansionnisme allemand dans les années 1930. D'autres champs du savoir (histoire de la biologie et de la médecine), certaines formes de culture (musique, cinéma) avaient également été utilisés par le troisième Reich sans subir ce rejet global. Mais la géopolitique, étant l'étude de puissance, avait été assimilée à la recherche de puissance à la guerre et à l'expansionnisme nazi. Certes le nazisme s'était servi de la géopolitique, mais dans une vision particulière qui ne devait pas conduire à rejeter l'ensemble de la discipline.

À la fin des années 1960 et au début des années 1970, l'intérêt porté à la géopolitique par les militaires du cône sud de l'Amérique latine (Argentine, Brésil, Chili) et la mise en place de dictatures militaires répressives dans la région ont de nouveau failli jeter le discrédit sur la géopolitique (Pinochet avait été professeur de géopolitique).

1. *La Géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, Yves Lacoste, La Découverte, 1985.

Yves Lacoste estime qu'outre l'assimilation aux thèses nazies, le terme géopolitique a également souffert de la rivalité soviético-américaine et de la Guerre froide. Il note : « À propos de Cuba et de la guerre du Vietnam, il n'était pas question à Moscou comme à Washington de dire qu'il s'agissait de problèmes géopolitiques voire même géostratégiques. [] On évitera tout autant de faire allusion à des problèmes territoriaux, donc géopolitiques, en Afrique, au moment de la décolonisation, puisque les frontières des nouveaux États reprirent les limites qu'avaient tracées les colonisateurs. »

Ce n'est qu'après la guerre de 1978-1979 entre deux pays communistes, la Chine et le Vietnam pour le tracé de frontières, puis avec la guerre Iran/Irak (1980-1988), là aussi pour une question territoriale, que la problématique frontières/territoires ressurgit et n'est plus occultée par les aspects idéologiques.

Après 1989, les références à la géopolitique se sont multipliées avec l'effondrement des régimes communistes, la chute du mur de Berlin et du rideau de fer, l'implosion de l'URSS. Il propose de différencier géopolitique et géostratégie : « La géopolitique, ce pourrait être, en premier, le débat entre citoyens quand il s'agit du territoire de la nation, de ses vraies limites, donc des problèmes de décolonisation, et plus largement de la politique extérieure de l'État, surtout lorsqu'il est question de rivalités territoriales []. » Comme le montre Michel Korinman dans *Quand l'Allemagne pensait le monde*¹, « la géopolitique fut d'abord un débat démocratique entre citoyens et c'est seulement quinze ans plus tard qu'il fut confisqué et étouffé par le parti nazi. » Il pense de plus « qu'il est préférable de réserver le terme de géopolitique aux discussions et controverses entre citoyens d'une même nation [] et le terme de géostratégie lorsqu'il s'agit des rivalités et des antagonismes entre États ou entre forces politiques qui se considèrent comme absolument adverses. Ainsi l'invasion du Koweït par Saddam Hussein relève de la géostratégie, qu'il s'agisse de son plan d'action et des arguments qu'il a proclamés pour justifier cette annexion. [] Par contre, relève à mon sens de la géopolitique ce débat qui s'est ensuite déroulé en France ou aux États-Unis entre citoyens plus ou moins influencés par des organisations politiques plus ou moins rivales. »

1. *Quand l'Allemagne pensait le monde*, Michel Korinman, Fayard, 1990

À la fin de la Guerre froide, il a été suggéré que la géo-économie pouvait succéder à la géopolitique : il n'y avait plus de perspectives d'affrontements militaires entre les deux blocs. Place à la rivalité économique.

Le géopolitologue américain Edward Luttwak évoquait un nouvel ordre mondial où l'arme économique aurait remplacé l'arme militaire comme principal instrument de puissance au service des États¹. Selon lui « *les menaces militaires et les alliances ont perdu leur importance avec la pacification des échanges internationaux dès lors que les priorités économiques ne sont plus occultées et passent au premier plan.* »

La géo-économie serait l'analyse des stratégies d'ordre économique décidées par les États qui peuvent agir en liaison avec les entreprises de leur pays, pour protéger et développer leur économie nationale, maîtriser les technologies sensibles, améliorer leur compétitivité commerciale, conquérir des marchés extérieurs et définir les secteurs d'activité économique considérés comme stratégiques.

S'agit-il d'une véritable révolution ? Passe-t-on vraiment d'un monde à un autre ? Le fait de définir une nouvelle discipline qui allait s'ajouter, voire supplanter la géopolitique, était très caractéristique d'une époque où le monde occidental, ayant gagné la Guerre froide, nourrissait la chimère d'un monde pacifié et vivant sous sa domination tranquille. C'était l'époque de la théorie de *la fin de l'histoire* développée par Francis Fukuyama, selon laquelle le monde occidental ayant désormais imposé son modèle d'économie de marché et de démocratie libérale, il n'y aurait plus d'affrontements. Il en était fini de l'Histoire au sens hégélien du terme. La suite des événements a fait voler en éclats cette théorie occidentale triomphaliste. Les affrontements stratégiques, pour prendre d'autres formes que ceux dominants pendant la Guerre froide, n'en ont pas moins subsisté lourdement.

Par ailleurs les rivalités économiques ont toujours fait partie des stratégies d'affrontement géopolitique ; des blocus aux sanctions de la clause de la nation la plus favorisée dont l'attribution a toujours été un enjeu stratégique, à la construction d'un marché commun en Europe très largement suscité par la peur de l'Union soviétique, des batailles pour le contrôle des matières premières, de la politique de la canonnière desti-

1. *Geopolitics to geo-economics*, National interest, été 1990.

née à couvrir de force les marchés, en passant par la conquête coloniale, économie et stratégie ont toujours été étroitement mêlées. Les rivalités économiques font partie intrinsèquement des rivalités géopolitiques ; elles ne viennent pas les remplacer.

Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski vont être les deux géopolitologues américains les plus en vue pendant la Guerre froide. Tous deux viennent d'Europe, l'un servira l'administration républicaine, l'autre démocrate. Les deux sont passés de la réflexion théorique à l'action pratique.

Kissinger fut d'abord responsable du Conseil de sécurité nationale américain, pendant les deux présidences de Nixon, avant de devenir secrétaire d'État.

Il veut rompre avec la vision moraliste que croient avoir les Américains, qui évitent de parler d'intérêt national et qui assimilent le clivage est-ouest à une lutte du mal contre le bien. Adeptes de la *realpolitik*, il croit à la notion d'équilibre. Il a fait sa thèse sur le congrès de Vienne et estime que c'est l'équilibre entre les puissances européennes qui a permis au continent de vivre en paix au XIX^e siècle. Contrairement à une idée largement répandue aux États-Unis, il estime que ce n'est pas la *realpolitik* mais plutôt son abandon qui a conduit à la Première Guerre mondiale. Bien qu'il soit profondément anticomuniste, il pense que la guerre du Vietnam et le déclin relatif des États-Unis les contraignent à s'entendre avec l'Union soviétique.

Il ne veut pas juger le régime politique de l'URSS, à condition toutefois que celle-ci adopte un comportement modéré à l'extérieur. Pour lui, « *la sécurité absolue à laquelle aspire une puissance se solde par l'insécurité absolue pour toutes les autres* ». Il prône donc un comportement où s'équilibrent sécurité et insécurité relative, ce qui implique l'équilibre des forces et la possibilité d'en négocier le maintien grâce au dialogue. Les deux superpuissances peuvent stabiliser leurs relations, maîtriser la croissance de l'arsenal nucléaire, travailler ensemble à stabiliser l'équilibre stratégique international afin d'éviter que des conflits régionaux (Vietnam, Moyen-Orient) ne dégénèrent. Pour lui, « *les États-Unis et l'URSS sont des rivaux idéologiques, la détente ne peut rien y changer, l'ère nucléaire les condamne à la coexistence, les croisades rhétoriques ne peuvent rien y changer non plus.* » Afin de pouvoir mener une poli-

tique de détente avec l'Union soviétique, il va mettre un bémol aux combats idéologiques sur les libertés et la démocratie. Pour Kissinger, la *realpolitik* est le meilleur moyen d'assurer la stabilité et la paix internationales.

Les États-Unis doivent à la fois englober dans leur politique la dissuasion et la coexistence temporaire en s'efforçant d'endiguer l'adversaire et de réduire les tensions. Mais certains des aspects de la politique menée par Henry Kissinger, comme l'exportation de la guerre du Vietnam au Cambodge, ou le soutien au coup d'État de Pinochet au Chili, vont contribuer à l'assimilation de la *realpolitik* à une politique immorale, contraire au droit des peuples.

Brzezinski, d'origine polonaise, est farouchement opposé à l'Union soviétique. Il sera conseiller à la sécurité nationale de Jimmy Carter de 1977 à 1981, et fera du combat pour la démocratie et la protection des libertés individuelles un axe fort de la politique américaine. Cela conduira les États-Unis à cesser leur soutien au statut des militaires en Amérique latine, à ne pas tenter de s'opposer par la force à la révolution en Iran, et en même temps à revenir à une politique plus conventionnelle avec l'Union soviétique sur ces thèmes. Après l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique, Brzezinski va contribuer à aider la résistance armée afghane, y compris les islamistes les plus radicaux. Il estime que le danger principal vient de l'Union soviétique, et qu'une alliance tactique et temporaire avec les islamistes est possible. À la fin de la Guerre froide, il doit se féliciter de l'implosion de l'Union soviétique, car il estime que, sans l'Ukraine, la Russie ne peut plus être un empire menaçant. Il va surtout s'interroger sur la façon pour les États-Unis de maintenir leur leadership mis en danger par les évolutions stratégiques générales. Il estime que les États-Unis sont le premier empire de l'âge global, les empires précédents n'ayant été que régionaux. Les États-Unis font donc la course en tête dans les quatre domaines de la puissance stratégique, économique, technologique et culturelle au sens large. Mais, pour maintenir ce leadership, ils doivent le rendre acceptable, ne pas vouloir imposer par la force et savoir créer des coalitions volontaires. Ils ont pratiqué le multilatéralisme non pas par conviction mais par intérêt.

À l'issue du clivage est-ouest, d'autres auteurs ont marqué les esprits : Joseph Nye (*soft power*) puis Francis Fukuyama et Samuel Huntington. Ces deux derniers auront une interprétation différente de l'après-Guerre froide : optimiste pour Fukuyama (*la fin de l'histoire*) et pessimiste pour Huntington (*le choc des civilisations*).

Si tous ces auteurs sont qualifiés de géopolitologues, c'est parce que la perception de la discipline a changé. Ils ne sont pas dans la continuité intellectuelle des Mackinder, Haushofer, etc. Leur approche, pour être conceptuellement développée, est plus pragmatique et liée aux événements politiques.

Qu'est-ce que la géopolitique aujourd'hui ? Que sont les relations internationales ? La réponse est moins aisée au moment où les frontières physiques sont remises en cause du fait de la globalisation, mais également au moment où sont réévaluées les frontières disciplinaires. L'élection de Barack Obama est-elle un fait politique national américain ou un événement mondial ? La Révolution du jasmin ? La *perestroïka* ? La fin de l'apartheid en Afrique du Sud ?

L'accent mis sur le terme géopolitique a eu le mérite de remettre en perspective les facteurs géographiques. Ils ne doivent cependant pas permettre de tomber dans le déterminisme. Le fait que l'Allemagne et la France soient voisines ne les oblige ni à être alliées, ni à être ennemies. Cela dépend de leurs choix, mais leurs choix politiques auront plus de conséquences du fait de leur frontière commune.

Pendant longtemps, les relations internationales ont été réduites à des relations interétatiques. Il est admis aujourd'hui que ce terme est trop réducteur. Ben Laden, General Motors, la FIFA, Amnesty International, les manifestants de Tunis ne sont pas des États ; leurs actions cependant ont un poids réel sur la scène internationale.

Aujourd'hui, pour comprendre le monde, il faut faire appel à l'histoire, la géographie, la sociologie, le droit, l'économie, la science politique, etc. Le terme géopolitique est entré dans le langage courant, il est de plus en plus utilisé, au lieu et place de relations internationales. Alors admettons que la géopolitique est une façon de comprendre le monde.

Partie 2

Les 10 défis géopolitiques

1 Le terrorisme

Le terrorisme est certainement le sujet stratégique le plus souvent traité dans les médias. Il est présenté comme étant la principale menace pesant sur la sécurité des pays occidentaux.

Mais ces derniers ne sont pas les seuls à pouvoir en être victimes. Des pays non occidentaux peuvent également en être la cible, même si cette problématique y occupe une place moins importante dans le débat public. Il y a une grande différence entre les dégâts causés par le terrorisme et l'ampleur des réactions qu'il suscite. Il a, dans l'esprit du public et des médias occidentaux, remplacé comme élément majeur de menace le péril soviétique. Il y a pourtant une différence de taille : le terrorisme n'est pas une puissance, c'est un moyen d'action. Il n'est donc pas territorialisé de façon déterminée à l'avance, ni dans son lieu de conception, ni dans son lieu d'exécution. Il ne remet pas en cause l'existence même du monde occidental. C'est d'ailleurs parce qu'un attentat peut survenir en tout endroit et à tout moment qu'il suscite autant d'angoisses disproportionnées face à la réalité de la menace. Il

peut éventuellement frapper les citoyens de tous pays dans l'exercice de gestes de la vie quotidienne, dans les transports, les écoles, les magasins, etc. Le terrorisme brise la distinction combattant/non-combattant. Il fait du monde entier un champ de bataille éventuel. Le nombre de morts qu'il suscite est relativement limité, mais son territoire éventuel est illimité. Contrairement à une idée reçue, le 11 septembre 2001 ne constitue pas une rupture géopolitique. La place respective de chaque puissance n'en a pas été modifiée, pas plus donc que les rapports de force internationaux. Mais il a, de façon particulièrement spectaculaire, montré qu'à partir d'un pays lointain, enclavé et déshérité, on pouvait organiser des attentats qui allaient frapper au cœur la première puissance mondiale.

Le terrorisme est une forme de guerre asymétrique à laquelle des groupes ont recours afin de contourner la puissance militaire de leurs adversaires. Leur puissance militaire affranchit presque totalement les pays occidentaux de la crainte d'une menace extérieure. Les attentats terroristes demeurent leur principale faille de sécurité.

Il n'y a pas une définition unique du terrorisme. Personne n'accepte ce qualificatif. Ceux qui sont décrits comme terroristes par les uns se considèrent eux-mêmes comme des résistants. Pendant les guerres coloniales, l'ONU avait admis la possibilité du recours à la force pour obtenir l'indépendance, mais cela concernait des actions armées contre des forces coloniales et non pas des attentats contre la population civile.

Une ébauche de consensus pourrait être trouvée sur la définition suivante : le terrorisme est un acte politique (il n'est donc pas dicté par des motivations criminelles ou économiques), il s'exerce au moyen d'actes violents (il ne s'agit pas de propagande ou de débats idéologiques) et il s'en prend de façon indéterminée à des civils (les forces armées de l'adversaire ne sont pas les seules cibles visées).

Mais il reste une clause majeure de désaccord : le terrorisme est-il le seul fait de groupes infra-étatiques, ou des actes terroristes peuvent-ils également être commis par des États (bombardements de population civile, dommages collatéraux, milices paramilitaires escadrons de la mort, etc.) ?

Pour lutter contre le terrorisme, certains régimes peuvent être tentés d'employer des moyens bafouant le respect des droits de l'Homme en mettant en place des mesures répressives. Certains estiment qu'il ne faut pas s'interroger sur les causes du terrorisme car cela reviendrait à lui trouver des excuses, et donc à le légitimer. Or, si on doit condamner le terrorisme, il convient, pour lutter efficacement contre lui, de réfléchir à ses causes. Seuls, les moyens militaires sont insuffisants et peuvent au contraire contribuer à le nourrir. C'est la mise en place de solutions politiques qui est le meilleur remède.

Résumé

Présenté comme la menace stratégique majeure, le terrorisme a un impact médiatique et psychologique bien supérieur à ses effets stratégiques réels. L'efficacité dans la lutte contre le terrorisme passe plus par des moyens politiques que militaires.

2 La prolifération nucléaire

La lutte contre la prolifération des armes nucléaires est un objectif géopolitique prioritaire des puissances nucléaires. Ces dernières font pourtant dépendre leur propre sécurité de la possession d'un arsenal nucléaire.

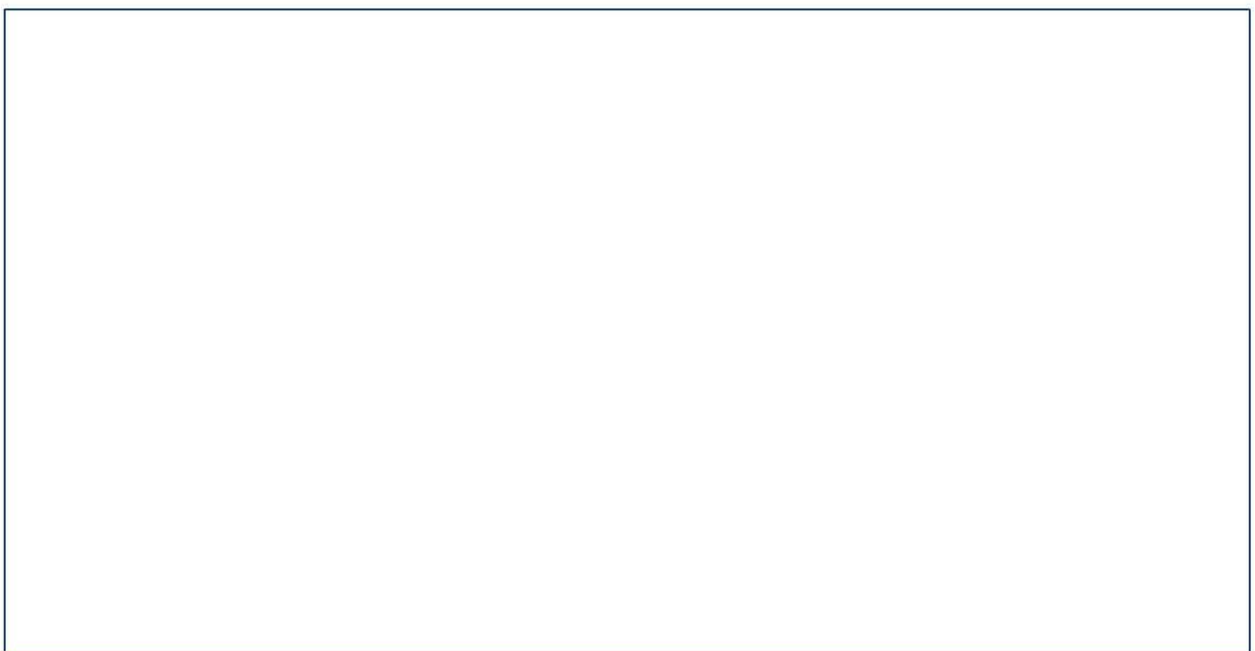
La peur de la prolifération des armes nucléaires est apparue dès la naissance de cette catégorie d'arme. Dès 1945, les Américains vont proposer aux Soviétiques de renoncer à leur monopole atomique, en échange d'une internationalisation du cycle de l'atome pour empêcher à l'avenir tout pays de se doter de l'arme suprême (plan Lilienthal-Baruch). La première résolution des Nations unies est un appel au désarmement nucléaire général et complet.

En matière de prolifération, le principe est celui du « N plus 1 ». Chaque pays estime que sa possession de l'arme nucléaire ne compromet pas la sécurité du monde. Celle-ci le serait si un pays supplémentaire rejoignait le club atomique. Les États-Unis pensaient que leur monopole nucléaire n'était pas un danger pour la planète du fait de leur caractère

démocratique et des valeurs universelles qu'ils incarnaient. L'URSS estimait qu'un équilibre entre les deux superpuissances était atteint avec leur maîtrise de l'arme. En vertu d'accords antérieurs, les États-Unis n'avaient pas empêché la Grande-Bretagne de devenir une puissance nucléaire. Moscou et Washington allaient vivement lutter pour que ni la Chine ni la France ne puissent obtenir ce statut. Mais les efforts soviétiques ont concerné avant tout leur allié chinois tandis que les Américains s'efforçaient d'entraver la marche française vers l'atome nucléaire. Pékin et Paris estimaient que leur accès au club nucléaire brisait le condominium soviético-américain, et créait un nouvel équilibre stratégique planétaire. Paris a aidé Israël à se doter de l'arme nucléaire, mais après la mise au point de sa propre arme, la France a cessé toute collaboration en ce domaine avec l'État hébreu.

En 1968 était signé le traité de non-prolifération des armes nucléaires qui définit deux catégories d'États : les États dotés d'armes nucléaires (c'est-à-dire ceux qui ont procédé à un essai avant le 1^{er} janvier 1967) et ceux qui n'en ont pas et qui renoncent à en avoir à l'avenir.

Il consacre le statut des cinq États nucléaires officiels : États-Unis, Union Soviétique, Royaume-Uni, France et Chine. Trois États n'ont pas signé le TNP – et donc ne violent pas ses obligations – puis se sont par la suite dotés de l'arme atomique, à savoir Israël, l'Inde et le Pakistan. La Corée du Nord, signataire du traité, l'a dénoncé et est devenue une puissance nucléaire.



La volonté de non-prolifération tient dans le caractère exceptionnel de l'arme nucléaire : celle-ci est un égalisateur de puissance ; pour dissuader un autre État nucléaire, il n'est pas nécessaire d'avoir autant d'armes que lui. Le nucléaire, contrairement aux armes conventionnelles, libère de la loi du nombre. La possession de l'arme qualifiée de « suprême » est donc un privilège. Les possesseurs refusent naturellement le partage. Il y a chez eux une certaine contradiction : ils disent devoir assurer leur sécurité par la possession d'armes nucléaires en vertu du concept de dissuasion, mais estiment que l'accession par d'autres pays à cette arme compromettrait la sécurité internationale. Ce sont les pays les plus puissants qui justifient pour leurs besoins de sécurité le fait de pouvoir avoir le monopole d'une arme qui vient accentuer les différences de statut. On a fait valoir que si la dissuasion était un gage de sécurité, chaque pays devrait avoir l'arme nucléaire pour que la paix mondiale soit assurée. Il est néanmoins plus que probable que la multiplication du nombre d'acteurs possédant l'arme nucléaire viendrait multiplier les risques d'utilisation malencontreuse ou accidentelle de l'arme.

Les grandes puissances se sont également retranchées derrière l'argument de l'irrationalité. Les États-Unis et l'URSS estimaient que ni De Gaulle ni Mao n'étaient suffisamment dignes de confiance pour se retrouver à la tête d'un arsenal nucléaire. Par la suite, l'argument a servi à l'encontre des autres pays proliférateurs que sont l'Inde, le Pakistan puis l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord. On constate cependant qu'à chaque fois un pays qui veut posséder l'arme nucléaire ne le fait pas pour des visées agressives à l'égard de ses rivaux. L'objectif principal est de « sanctuariser » son territoire, c'est-à-dire de s'assurer qu'aucune menace ne pèse sur lui grâce à l'effet dissuasif de l'arme nucléaire. Celle-ci représente le paradoxe de pouvoir s'affranchir des distances. En effet, grâce aux missiles balistiques, il n'est pas nécessaire d'avoir une frontière commune pour faire une guerre ou exercer une dissuasion nucléaire.

L'arme nucléaire a donc bouleversé la géopolitique en révolutionnant la conception de la guerre. Avec l'arme nucléaire, c'est le risque de destruction totale d'un territoire qui est le gage de non-déclenchement du conflit.

Résumé

Les puissances nucléaires ont un raisonnement contradictoire. Elles estiment que leur sécurité est assurée par la dissuasion nucléaire mais que l'augmentation du nombre d'États possédant l'arme nucléaire créerait le danger d'une guerre atomique. Elles ont donc pris des mesures pour en empêcher la prolifération. Cette politique a été graduellement acceptée par les pays non nucléaires.

3

La permanence de la guerre

L'espoir d'un monde sans guerre fait rêver l'humanité depuis longtemps. Mais la fin de la Guerre froide, contrairement aux espoirs suscités, n'a pas débouché sur la fin des conflits.

En 1795, Kant avait publié son *Projet de paix perpétuelle*. Au XVIII^e siècle, certains estimaient que le développement des relations commerciales entre États conduirait à la fin de la guerre en imposant « la paix par le commerce. »

Au printemps 1914, Henry Noel Brailsford, l'un des plus influents auteurs anglais de relations internationales, écrit un livre, *The war of steel and gold*, où l'on peut lire : « *Il n'y aura plus de guerre entre les six grandes puissances.* » H.G. Wells écrivait la même année : « *À l'aube du XX^e siècle, rien n'aurait pu être plus évident que la rapidité avec laquelle la guerre devenait impossible.* »

C'est à tort que la Première Guerre mondiale, qui avait éclaté peu après, avait été qualifiée de « la der des ders ».

Après la chute du mur de Berlin, l'illusion d'un monde sans guerre a ressurgi. Les Occidentaux ont pensé que le spectre de la guerre était définitivement éloigné. C'était une double erreur. C'était bien à tort que l'on qualifiait la période postérieure à 1945 d'après-guerre. Si l'Europe a été épargnée par les conflits, à l'exception d'une guerre entre la Turquie et la Grèce, deux membres de l'OTAN en 1974, les autres continents ont été secoués entre 1945 et 1990 par près de 160 conflits qui ont fait plus de 40 millions de morts. Et la guerre a repris pied au début des années 1990 dans l'Europe balkanique.

Par ailleurs, les théories de *fin de l'histoire* ou de *nouvel ordre mondial* ont rapidement été balayées par les réalités géopolitiques. Si la compétition Est-Ouest a été le principal clivage de la seconde moitié du ^{xx}e siècle, sa fin ne signifiait pas la fin des guerres sur la surface de la planète.

La compétition soviético-américaine ne se réduisait pas à un conflit idéologique. Celle-ci existait mais venait se superposer à une rivalité géopolitique classique entre les deux principales puissances issues de la Seconde Guerre mondiale. Même si l'Union soviétique n'avait pas eu un régime communiste, il eût été impossible pour les États-Unis de voir un pays contrôler l'ensemble du continent eurasiatique. Mais il était plus facile de mobiliser les soutiens intérieurs (opinion américaine) et extérieurs (peuples européens notamment) sur des motifs idéologiques (défense des libertés, de la démocratie) que sur des rivalités stratégiques (qui étendent son contrôle le plus loin possible). Les premiers sont venus masquer les secondes.

Si Gorbatchev avait réussi son pari de réformer le communisme en Union soviétique en le débarrassant de ses aspects liberticides sur le plan intérieur, agressifs sur le plan extérieur, et donc de garder l'assise territoriale de l'URSS, la rivalité entre Moscou et Washington se serait poursuivie sous d'autres formes.

Toujours est-il que les rivalités étatiques ont préexisté à la naissance du communisme et ont survécu à la chute de ce dernier. Les causes des conflits sont diverses : ils peuvent être territoriaux, économiques, être l'effet d'une lutte pour l'accès à l'énergie, à l'eau, aux matières premières, pour le contrôle des populations, des flux migratoires, être le fruit d'une escalade mal maîtrisée. Ils sont toujours présents et ne sont pas près de disparaître.

Une fois de plus, le développement des relations commerciales – du fait de la mondialisation – est présenté comme une assurance contre l'irruption de nouveaux conflits. Le développement technologique est également présenté comme ayant une vocation par nature pacifique ; cela peut jouer dans les deux sens. La période postérieure à la chute du mur de Berlin n'a pas été avare en conflits sanglants et massacres à grande échelle.

Le fait d'éviter le déclenchement de nouveaux conflits dépend non pas des évolutions technologiques ou économiques, mais des décisions politiques, des orientations prises par les gouvernements et les peuples.

Résumé

L'aspiration à un monde sans guerre a, à diverses reprises, créé l'illusion de son avènement. Mais ni le développement des relations commerciales, ni le développement technologique, contrairement à ce qui a été espéré maintes fois, n'ont produit ce résultat. Ce sont les décisions politiques qui sont responsables de la guerre ou de la paix.

4 Le réchauffement climatique

Le réchauffement climatique pourrait avoir des répercussions stratégiques majeures et mettre en jeu la sécurité internationale.

Le réchauffement climatique peut être défini comme l'augmentation de la température moyenne de l'atmosphère à l'échelle mondiale. La quasi-unanimité des scientifiques, notamment le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), attribuent ce réchauffement à l'activité humaine, en particulier à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre.

Sont mis en cause l'usage excessif des combustibles fossiles (charbons, pétrole, gaz) et la déforestation. L'effet est la diminution des banquises, le recul des glaciers, l'augmentation de la température et une augmentation du niveau de la mer. Cela pourrait à terme diminuer la production agricole, les ressources en eau, augmenter les phénomènes de sécheresse et d'incendies et submerger une partie des terres, notamment les deltas.

La raréfaction des ressources des terres habitables pourrait être une source potentielle de conflit. Certains vont même jusqu'à voir dans le réchauffement climatique la menace principale qui pèse à terme sur la survie de la planète.

Si la prise de conscience de ce phénomène est largement répandue, y compris dans l'opinion publique, grâce notamment à l'action des ONG, si les solutions techniques et politiques sont répertoriées, la volonté politique collective fait encore défaut. Le protocole de Kyoto, signé en 1998, n'a été ratifié ni par les États-Unis, ni par la Chine, qui sont pourtant les deux principaux émetteurs de gaz à effet de serre. Les conférences internationales de Copenhague (décembre 2009) et de Cancún (décembre 2010) n'ont pas débouché sur des accords contraignants.

En 2007, le prix Nobel de la paix a été attribué conjointement à Al Gore et au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. C'est un message géopolitique que le Comité Nobel a émis, tout d'abord en faisant de la protection de l'environnement le cœur de la problématique de la paix et de la guerre. La lutte contre le réchauffement climatique n'est pas seulement une affaire scientifique, un enjeu technologique ou économique ; c'est aussi une question éminemment stratégique. Il est certain qu'au rythme où se dégrade l'environnement de la planète, l'avenir de l'humanité peut paraître plus gravement mis en danger par le réchauffement climatique que par les risques classiques mis en avant, comme le terrorisme ou la prolifération des armes de destruction massive. Cela fait déjà quelque temps que des experts stratégiques intègrent à leurs préoccupations et leur raisonnement la préservation de l'environnement. Ce lien paix-environnement est un vrai point de vue global, mais il est également un point de vue local.

Dans certaines régions d'Afrique, la sécheresse est un facteur de déclenchement ou d'aggravation des conflits, par l'exacerbation de la lutte pour des ressources devenues plus rares. Selon un récent rapport de l'ONU, la dégradation des terres, avec la désertification du Darfour au Soudan, a été l'une des causes du démarrage du conflit qui ensanglante aujourd'hui encore la région. En cas de montée des eaux, les habitants du Delta du Nil ou de celui du Bangladesh seraient touchés. Mais où pourront-ils se réfugier sans aggraver des tensions géopolitiques déjà fortes ? Quelle pourrait être la conséquence, par exemple, de la fonte

des glaciers de l'Himalaya dont l'apport en eau est vital pour l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh ? On le voit, les exemples d'interaction entre protection de l'environnement et protection de la paix sont nombreux.

Résumé

Le réchauffement climatique est le produit de l'activité humaine. Les opinions publiques sont conscientes du danger qu'il peut faire peser sur l'avenir de l'humanité. Mais les gouvernements n'arrivent pas à s'entendre sur l'établissement de mesures contraignantes qui viendraient enrayer ce phénomène. Il pourrait, à terme, être la cause de nouveaux conflits.

5 Le choc des civilisations

Le monde occidental, dominant mais en déclin, va se confronter au monde musulman, dominé mais en expansion.

Le concept de *choc des civilisations* a été développé par l'universitaire américain Samuel Huntington dans un article publié en 1993 dans la revue *Foreign Affairs*. Selon lui, la fin de la Guerre froide ne signifiait pas la fin des guerres mais leur mutation. Après avoir été des guerres quasi personnelles entre monarques, elles ont, suite à la Révolution française, opposé des nations entières. Au ^{xx}^e siècle, les guerres étaient devenues idéologiques : communisme contre libéralisme, nazisme, fascisme contre l'alliance des démocraties et du communisme. La Guerre froide a également été une guerre idéologique. La disparition de l'URSS a mis fin à ce type de conflit mais, alors que Francis Fukuyama prédisait la *fin de l'histoire* et donc des conflits, Huntington a annoncé une nouvelle ère, celle des affrontements entre civilisations.

Il définit la civilisation comme une identité culturelle, avec des éléments objectifs (langues, religions, histoire, coutumes, institutions) et un

élément subjectif, le sentiment d'appartenance. Il définit huit types de civilisations : occidentale, confucéenne, japonaise, islamique, hindoue, slave-orthodoxe, latino-américaine et africaine. Contrairement aux guerres idéologiques où le changement de camp est possible, les affrontements entre civilisations sont fondamentaux. Il prédit que l'axe futur de la géopolitique sera un affrontement entre un monde occidental, dominant mais en recul, et un monde musulman, dominé mais en expansion. Il évoque également la montée en puissance du monde confucéen (autour de la Chine) et parle d'un possible axe confuceo-islamique, alliance destinée à renverser la domination occidentale.

La thèse d'Huntington a connu un très grand succès et est devenue la thèse centrale des débats géopolitiques. Son succès s'explique par le fait qu'elle permet de donner une grille de lecture universelle aux conflits, venant se substituer à l'ancienne clé de compréhension globale qu'était l'affrontement Est-Ouest. Les événements semblent également venir conforter la thèse du *choc des civilisations*. Avec la guerre du Golfe et quelques mois après la chute du mur de Berlin, Saddam Hussein a semblé défier le monde occidental. Puis ce fut, au début des années 1990, le commencement des guerres balkaniques dans un continent qui paradoxalement n'avait connu aucun conflit au cours de la Guerre froide, les Croates étant des occidentaux, les Serbes, des slaves orthodoxes et les Bosniaques, des musulmans.

À y regarder de plus près, les choses sont moins simples. Une coalition internationale, à laquelle ont participé de nombreux pays arabes, s'est opposée à Saddam Hussein. L'histoire, la langue, les institutions, ont réuni Serbes et Croates, séparés uniquement par la religion. Les conflits les plus sanglants dans les années 1990 ont été des guerres internes africaines, donc à l'intérieur de la même civilisation. De même, les conflits d'intérêt tactique potentiellement les plus dévastateurs opposent les deux Corée et la Chine à Taïwan.

Mais c'est bien sûr l'opposition entre l'islam et le monde occidental qui retient l'attention, plus encore après les attentats du 11 septembre 2001. Plusieurs erreurs sont faites à propos d'Huntington, qui était beaucoup plus souvent cité que lu réellement. Pour autant, il ne peut pas être assimilé aux néoconservateurs. Il a très fortement critiqué George Bush notamment pour sa décision de déclencher la guerre d'Irak. Il appar-

tient au courant réaliste des relations internationales : il ne préconise pas le choc des civilisations, mais décrit un phénomène qu'il essaie d'expliquer.

On peut reprocher à sa thèse un caractère trop déterministe. Les civilisations ne vont pas automatiquement s'affronter, comme si l'Histoire était écrite à l'avance. Mais l'autre erreur qui est souvent commise consiste à nier cette hypothèse, tout en menant des politiques qui peuvent y conduire. Le choc des civilisations n'est ni inéluctable, ni inévitable. Il ne prendra pas la forme d'un conflit généralisé, entre tous les membres d'une civilisation, mais il est certain que l'existence d'un fossé entre monde musulman et monde occidental est l'un des principaux défis stratégiques. Ce fossé pourra être réduit ou élargi selon les politiques qui seront menées de part et d'autre.

Résumé

Si la fin de la Guerre froide signifie la fin des guerres idéologiques, celles-ci ne vont pas disparaître pour autant. Elles vont simplement changer de signification et opposer à l'avenir des civilisations. Celles-ci sont définies par des éléments objectifs (langue, histoire, religion) et subjectif (sentiment d'appartenance). Selon cette théorie, la guerre la plus probable opposera la civilisation occidentale à la civilisation musulmane.

6 Les États faillis

Les États faillis sont ceux dont les gouvernements ne contrôlent pas effectivement le territoire. Ce vide constitue un défi sécuritaire.

Les « *failed states* » ou « *collapsed states* » constituent un double défi géopolitique. Ce sont des États qui ne remplissent pas leurs fonctions traditionnelles régaliennes. Un État, c'est un gouvernement, une population, un territoire, ou plutôt un gouvernement qui contrôle de façon effective un territoire et la population qui y vit. L'État détient, selon la définition de Max Weber, le « *monopole de la violence légitime* ». Un État failli n'exerce plus cette compétence. Son existence est donc sujette à question. Le monopole de la violence légitime est remis en cause par l'existence de guérillas, de bandes armées, de seigneurs de la guerre, de groupes paramilitaires, d'organisations criminelles ou terroristes qui imposent leur autorité sur une partie du territoire. L'État ne peut plus faire respecter ses règles de façon uniforme. C'est un État qui ne peut plus assurer la sécurité et le développement de sa population et qui n'a pas le contrôle effectif de son territoire et de ses frontières étatiques. Un État failli ne peut donc pas assumer ses responsabilités nationales et internationales. La violence y est fragmentée et privatisée.

L'absence du contrôle du territoire est souvent le résultat d'une situation conflictuelle, d'un affaiblissement des structures étatiques, de la compétition de plusieurs groupes pour le contrôle d'une ressource. L'État failli rentre souvent dans un cercle vicieux. Sa faiblesse est un facteur d'affaiblissement supplémentaire. Il ne peut pas lutter contre ses adversaires et alors se constituent des zones grises propices à tous les trafics : matières premières, êtres humains, armes, drogue, espèces en danger. Les différents groupes tirent de l'exploitation de ces biens les moyens de leur existence. Ils privent l'État des moyens de rétablir son autorité en captant, à son détriment, ses ressources.

Le *Think tank*, le Fund for peace, et le magazine *Foreign affairs* publient chaque année le *Failed states index* basé sur douze indicateurs répartis en trois catégories : sociale, économique et politique. En 2010, la Somalie, le Tchad, le Soudan, le Zimbabwe, la République démocratique du Congo, l'Afghanistan et l'Irak y occupent les premières places.

La faillite étatique se caractérise par une diversité de symptômes : pression démographique, violences communautaires, émigration chronique et soutenue, inégalités de développement, déclin économique, criminalisation, détérioration des services publics, non-respect des droits de l'Homme ou intervention d'autres puissances.

Depuis 2008, la Somalie occupe la première place de l'index mondial des États défaillants en raison de multiples facteurs : crise humanitaire, guerres ethniques et religieuses, piraterie, effondrement du pouvoir politique et ingérences étrangères. La population vit dans l'insécurité, les étrangers n'y sont pas non plus en sécurité, le territoire est éclaté en plusieurs entités qui vivent sous différentes autorités. Il est privé des ressources et la piraterie y a repris vie.

Résumé

Lorsqu'un gouvernement ne contrôle pas son territoire de façon effective, que celui-ci est soumis à des autorités fragmentées, on peut alors parler d'États faillis. L'absence d'autorité centrale crée un vide de sécurité, dans lequel s'engouffrent bandes armées, groupes criminels ou terroristes.

7 Les guerres de l'espace

L'espace a été l'objet d'une féroce compétition entre Moscou et Washington, pour sa conquête pendant la Guerre froide.

La compétition pour le contrôle de l'espace a été l'un des temps forts de la rivalité Est-Ouest.

On parlait bien de « conquête spatiale ». Le président Kennedy avait défini l'espace comme étant « *la nouvelle frontière* » des États-Unis. C'était donc bien une rivalité pour des territoires, fussent-ils placés dans l'espace extra-atmosphérique. Il ne s'agissait pas simplement de joute scientifique mais bel et bien d'un enjeu stratégique et militaire majeur. C'est dans l'espace que circuleront éventuellement les armes nucléaires pouvant atteindre l'adversaire, c'est là aussi que naviguent les satellites d'observation, qui permettent d'obtenir des informations sur d'autres pays sans avoir à se rendre sur leurs territoires et donc violer leur souveraineté.

Déjà, lors de la Seconde Guerre mondiale, les Allemands avaient failli inverser le rapport militaire avec le développement d'une arme de

guerre à longue portée, le missile V2. Tout comme l'arme aérienne, celui-ci permet de s'affranchir des distances et de rendre plus facilement vulnérable le territoire de l'autre.

L'ambition spatiale des Américains et des Soviétiques est déterminée par la maîtrise de l'arme nucléaire et le rôle central qu'elle joue dans les relations entre les deux superpuissances. Dans la mesure où l'espace aérien situé au-dessus d'un pays fait partie de son territoire, les avions espions qui pouvaient obtenir des informations stratégiques sur l'URSS risquaient d'être légalement abattus ; l'espace extra-atmosphérique n'ayant pas d'appropriation nationale, les satellites qui circulent librement vont acquérir les données essentielles pour déterminer l'emplacement des forces de l'adversaire. C'est le côté extra-territorial de l'espace qui lui donne une dimension stratégique.

Pour l'Union soviétique, la possession d'un missile intercontinental mettait fin à la dissymétrie stratégique existante entre Washington et Moscou. Jusqu'à la fin des années 1950, le territoire américain était hors de portée des missiles soviétiques qui ne pouvaient atteindre que des cibles situées en Europe. En revanche, les États-Unis, à partir de leurs positions européennes, pouvaient atteindre la plupart des points stratégiques soviétiques. Bien que l'URSS et les États-Unis soient tous deux des puissances nucléaires, ils n'étaient pas en situation d'égalité.

Les Américains ont donc présenté la conquête de l'espace comme étant un projet d'exploration de l'espace interplanétaire, à visée scientifique.

Le 4 octobre 1957, le lancement du Spoutnik et la perception du « bip bip » du premier satellite, au-dessus du territoire américain, ont été vécus par les Américains comme une rupture de leur avantage et une menace directe sur leur territoire. Menace d'autant plus importante que la géographie avait toujours protégé les États-Unis et permis d'être hors d'atteinte d'un adversaire éventuel.

Dans l'art militaire, la maîtrise du point le plus haut a toujours représenté un atout stratégique décisif. Par analogie, l'espace est devenu ce point haut permettant de contrôler et de dominer les positions terrestres. La différence est que l'espace est avant tout un lieu de circu-

lation où les positions de chacun ne sont pas protégées et encore moins inaccessibles, comme dans le cas d'un positionnement en montagne.

Les satellites antisatellites pourraient provoquer un Pearl Harbor spatial.

C'est cette fragilité qui explique la popularité des systèmes de défense antimissiles aux États-Unis, dont l'idée est peu ou prou de reformer une bulle protectrice permettant de sanctuariser de nouveau le territoire américain. La course à l'espace est également symbole de modernité. Chaque pays qui parvient à lancer un satellite communique très fortement sur ce sujet pour montrer au reste du monde ses capacités technologiques qui paraissent, contrairement à l'arme nucléaire, *a priori* pacifiques.

Résumé

La conquête de l'espace était perçue, par les Américains comme par les Soviétiques, comme un moyen de pouvoir dominer l'autre superpuissance. La maîtrise du point le plus haut a traditionnellement représenté un atout stratégique décisif.

8 Les cyberguerres

Le cyberespace sera, comme les autres territoires, l'objet d'affrontements entre puissances.

Internet est le produit dérivé d'une invention militaire. Il s'agissait, pour l'armée américaine, de pouvoir continuer à communiquer de façon décentralisée après une éventuelle frappe nucléaire adverse.

Le cyberespace est devenu le cinquième domaine d'une guerre éventuelle après la terre, la mer, l'air et l'espace. Une attaque ciblée du système informatique peut porter un coup fatal à l'économie d'un pays ou endommager la maintenance d'usines fabriquant des matières dangereuses.

En 2007, une cyberattaque sur l'Estonie, attribuée à la Russie, l'a paralysée provisoirement. La majorité des hackers étaient en effet russes et protestaient contre le démontage d'un monument à la mémoire des soldats soviétiques morts pendant la Seconde Guerre mondiale. La difficulté est de savoir s'il s'agit de réactions privées ou organisées avec l'aide de l'État. En 2008, lors de sa guerre contre la Russie, la Géorgie a subi des attaques informatiques sur les sites des ministères des Affaires étrangères et de la Défense.

On ne sait pas grand-chose des armes pouvant être utilisées dans le cyberspace. La traçabilité d'une agression n'est pas évidente. De nombreux pays se dotent d'une cyberarmée. Les États-Unis se sont munis d'une cybercommande destinée à protéger leur réseau et à lancer d'éventuelles attaques contre leurs ennemis. L'OTAN réfléchit à la question de savoir si une cyberattaque pourrait être assimilée à une agression armée qui doit conduire les pays membres de l'Alliance atlantique à une action solidaire. Mais, en même temps, les États-Unis sont réticents au désarmement du cyberspace, craignant que cela ne conduise à une régulation rigide d'Internet contraire à leurs intérêts.

Le paradoxe est que la force est ici une fragilité. Ce sont les pays qui comptent le plus sur ces technologies, qui en tirent donc un surcroît de puissance, qui seraient les plus fragiles face à une attaque de ce type, car elle aurait un plus grand impact sur leur société. D'un autre côté, les mêmes pays en avance technologiquement peuvent donner plus de moyens pour se protéger. Ce qui reste encore inconnu en la matière est de savoir si, dans une cyberattaque, la technologie libérera de la loi du nombre, comme pour la dissuasion nucléaire (on peut faire jeu égal avec une grande puissance, même avec des moyens limités) ou si la suprématie restera au plus puissant.

Les méthodes employées vont de la propagande et la désinformation à la collecte de données, le déni de service (en le rendant indisponible), le sabotage d'équipement et de matériel militaire qui permet la coordination des moyens de défense, et enfin aux attaques d'infrastructures sensibles.

Israël, inquiet de la dégradation de son image et des critiques de plus en plus nombreuses à son égard sur le web, a mis en place une force de réaction, d'intervenants, qui doivent nourrir différents sites d'argumentaires favorables à la politique israélienne.

En juin 2010, on a découvert le virus « *Stuxnet* » dans les ordinateurs des techniciens de la centrale nucléaire de Bushehr en Iran, chargé d'espionner et de reprogrammer des systèmes industriels des centrales hydro-électriques ou des centrales nucléaires. L'auteur de cette attaque n'a pas été identifié mais des doutes existent sur la possible responsabilité de l'État israélien.

Résumé

Après la terre, la mer, l'air et l'espace, le cyberspace est le cinquième territoire soumis aux rivalités des puissances. C'est donc un enjeu géopolitique. Des cyberarmées commencent à se créer, même si on reste encore dans un domaine où les formes et conséquences de l'affrontement demeurent largement méconnues.

9

Le retour de la piraterie

Éradiquée au ^{xix}^e siècle, la piraterie a fait son retour à la fin du ^{xx}^e siècle, avec la prolifération du phénomène d'États faillis.

Très largement répandue du ^{xvi}^e au ^{xviii}^e siècle, la piraterie avait disparu au ^{xix}^e siècle. Le développement de la marine à vapeur donnait aux puissances étatiques le monopole de la force. La Grande-Bretagne possédait la maîtrise des mers et ne permettait pas que des pirates viennent affecter la tranquillité des voies commerciales.

La piraterie réapparaît aujourd'hui sous le double effet du développement du commerce maritime et du phénomène d'États faillis incapables d'assurer la souveraineté et la sécurité sur leur territoire et leurs abords maritimes. Elle est importante en Asie du Sud-Est dans le détroit de Malacca, dans le golfe d'Aden, dans la mer des Caraïbes, dans le golfe de Guinée et surtout au large des côtes somaliennes. En 2008, le bureau maritime international a compté 293 attaques de navires, 49 navires capturés et 900 marins pris en otage dont 11 tués et 21 disparus. De plus, les cargaisons sont également visées ainsi que les navires de plaisance à des fins de prise d'otages, délivrés contre rançon. C'est également contre des rançons que sont restituées les cargaisons. En novembre 2008, le *Sirius Star* contenant 300 000 tonnes de pétrole, d'une valeur estimée à 100 millions de dollars, était restitué contre une rançon de 3 millions de dollars. Les coffres-forts des navires contenant la paie des matelots et l'argent nécessaire pour payer les taxes portuaires sont également des cibles prisées.

Le montant des rançons payées était de 238 millions de dollars en 2010. Le coût de la piraterie pour l'économie mondiale est estimé à entre 5 et 7 milliards de dollars.

En décembre 2008, l'Union européenne a lancé une opération militaire de lutte contre les pirates au large de la Somalie, sous mandat de l'ONU, avec huit navires de guerre et des avions de patrouille maritime.

Dans son nouveau concept stratégique, l'OTAN se donne pour mission de lutter contre la piraterie maritime, ce qui constitue un double élargissement à la fois de ses missions et de son champ d'action géographique.

Les pirates utilisent souvent des bateaux de pêche transformés en embarcations rapides et légères. Ils n'ont guère de mal à venir à bout des membres d'équipage en nombre réduit sur les cargos. Au large de

la Somalie, ce sont d'anciens pêcheurs qui ne peuvent plus exercer leur activité du fait du pillage par les grands cargos étrangers des ressources halieutiques. Ils font alliance avec les groupes armés, qui se financent grâce à la piraterie.

Vu comme un retour de la barbarie dans le monde occidental, le pirate n'est pas condamné par la population locale. Il compense le pillage des richesses maritimes par les Occidentaux en recourant à la piraterie de leurs navires, ce qui proportionne un revenu confortable pour une vie qui n'est guère plus risquée que celle qui existe à terre dans les États faillis.

Aussi, la réponse militaire et sécuritaire que les pays occidentaux veulent mettre en place ne peut pas régler totalement le phénomène. Elle pourra mettre hors d'état de nuire des pirates, pas la piraterie, car le vivier dans lequel celle-ci puise ses adeptes est grand. Seuls le développement économique et la restauration d'un ordre régalien dans les États faillis pourront faire disparaître de nouveau la piraterie.

C'est donc une nouvelle forme d'affrontement pour le contrôle des territoires (maritimes) et des richesses qui s'y trouvent. Cet affrontement oppose des groupes infra-étatiques, ressortissants d'États faillis, aux entreprises et particuliers, mais également aux forces armées régulières d'États développés.

Résumé

À partir des côtes d'États faillis, des pirates s'attaquent aux cargaisons des navires de pays développés. La réponse à ce phénomène passe par le retour à la normalité de ces pays plus que par des initiatives militaires.

10 L'islamisme

L'islamisme ou l'islam radical est présenté comme un danger essentiel pour le monde occidental, remplaçant alors la menace communiste.

L'islamisme peut se définir comme la volonté d'établir un État islamique pour que les populations situées sur ses territoires vivent dans le respect de la foi et des règles de l'islam : il s'agit d'appliquer strictement les principes du Coran et de la charia. Il est apparu sous sa forme moderne en Égypte en 1928 avec l'organisation des Frères musulmans, qui cherchent à rétablir le califat ou à instaurer un État théocratique au sein duquel les principes religieux régleraient la vie quotidienne.

Les Frères musulmans sont hostiles aux Occidentaux dont la présence militaire en terre d'islam est perçue comme une nouvelle forme de croisade. Ils s'opposent à l'ensemble des régimes arabes et/ou musulmans qui sont liés stratégiquement aux pays occidentaux, estimant qu'il s'agit de régimes traîtres ou apostats.

Les mouvements islamistes ont été au départ aidés par les Occidentaux pour contrecarrer la montée en puissance des mouvements nationa-

listes arabes, considérés pendant la Guerre froide comme plus dangereux parce qu'alliés potentiels de l'Union soviétique.

Les Américains ont ainsi soutenu les Frères musulmans pour lutter contre le nassérisme en Égypte et Israël a initialement aidé la masse pour lutter contre l'OLP. De même que les Américains ont largement aidé les djihadistes afghans afin d'affaiblir l'Union soviétique.

Depuis, ces mouvements sont devenus farouchement anti-occidentaux. Ils considèrent que l'État d'Israël est une excroissance occidentale en terre d'islam et ne devrait pas exister.

Il faut néanmoins distinguer les mouvements qui ont une assise territoriale nationale – Hamas palestinien, Frères musulmans égyptiens, Hezbollah libanais – d'un mouvement nihiliste comme Al Qaïda qui refuse toute reconnaissance de frontière.

On confond souvent musulmans et islamistes, voire islamistes et terroristes, notamment à partir des liens entre les talibans afghans et l'organisation d'Al Qaïda. Des amalgames sont rapidement faits, provoquant des incompréhensions mutuelles entre Occidentaux et musulmans et faisant le jeu de radicaux dans les deux camps.

L'islamisme est souvent présenté comme ayant succédé au communisme, en tant que menace globale pour le monde occidental. La comparaison n'a guère de sens d'un point de vue stratégique, il n'y a pas une superpuissance structurée avec une assise territoriale et un système d'alliances globales.

Le développement de l'islamisme s'explique par la crise du nationalisme arabe et du panafricanisme. Il se développe également sur fond de contestation de certains régimes arabes, accusés d'immobilisme politique, de corruption et dont la gouvernance a accru les inégalités sociales. La menace est souvent exagérée. La lutte contre l'islamisme est souvent prise comme prétexte pour défendre des régimes autoritaires ou dictatoriaux : ainsi pendant très longtemps le régime de Ben Ali, malgré ses manquements aux principes de respect des droits de l'Homme, était soutenu sous prétexte qu'il constituait un rempart contre la menace islamiste. On s'est aperçu avec la Révolution du jasmin que celle-ci était largement exagérée, tant par Ben Ali que par les régimes occidentaux.

La volonté de certains Occidentaux – dont les néo-conservateurs américains ont été l'exemple le plus achevé – de vouloir régler militairement la question de l'islamisme radical est contre-productive, comme l'illustre la guerre d'Irak ou la difficulté d'intervention en Afghanistan. Ces expéditions militaires viennent crédibiliser les discours des islamistes dénonçant les « nouvelles croisades ». Un des meilleurs spécialistes du Proche-Orient, Robert Fisk, a fait remarquer qu'il y avait proportionnellement vingt-deux fois plus de soldats occidentaux dans le monde musulman qu'au temps des croisades. De même, le non-règlement de la question palestinienne est un puissant motif de propagande des islamistes.

La révolution tunisienne et le changement de régime en Égypte ont montré que les gouvernements répressifs dans le monde arabe n'étaient pas le meilleur rempart contre l'islamisme.

Résumé

Aidés initialement par les Occidentaux pour lutter contre le nationalisme arabe, les mouvements islamistes se sont retournés contre eux. Souvent comparée à la menace communiste, la menace islamiste n'en a ni la puissance ni l'impact. Les réponses militaires occidentales ont souvent pour effet de renforcer l'audience de ces mouvements au lieu de la réduire.

Partie 3

Les 10 principaux conflits et crises

1 Israël – Palestine

Se déroulant sur une surface réduite, considéré militairement de basse intensité, le conflit israélo-palestinien est pourtant d'une importance stratégique majeure.

« *Une terre sans peuple pour un peuple sans terre.* » En parlant ainsi de façon inexacte de la Palestine en 1917, Lord Balfour créait les conditions du conflit israélo-palestinien à venir tout en en définissant sa nature : une rivalité pour le contrôle d'un territoire.

Si le peuple juif n'avait effectivement pas encore son État, la Palestine, appartenant à l'époque à l'empire ottoman, n'était pas inhabitée pour autant.

Théodore Hertzl publiait, en 1897, *L'État des juifs*, réclamant la création d'un État pour le peuple juif afin de le mettre à l'abri des persécutions antisémites. En voulant donner une réalité à ce projet, Lord Balfour comptait obtenir le soutien des communautés juives dans la guerre contre l'Allemagne. Cette promesse était contradictoire avec celle d'accorder l'indépendance aux peuples arabes s'ils se joignaient à Londres dans la lutte contre l'Empire ottoman.

À l'issue de la Première Guerre mondiale, la Palestine fut donnée en mandat à la Grande-Bretagne. Les juifs composaient alors 10 % de la population. L'attraction du projet sioniste et les persécutions antisémites en Europe provoquaient une migration massive. À l'orée de la Seconde Guerre mondiale, les juifs constituaient 30 % de la population *palestinienne*. Cette montée en puissance démographique et l'achat de terres qui l'accompagnait avaient créé des tensions entre les communautés qui jusqu'ici vivaient en bonne harmonie.

L'ONU prévoyait un plan de partage de la Palestine permettant la création d'un État arabe et d'un État juif côte à côte. Les Arabes, se sentant floués et estimant qu'ils payaient le prix d'un génocide commis en Europe par les Européens, refusaient le principe de la création d'un État juif. La première guerre israélo-arabe éclatait. Elle fut gagnée par le jeune État hébreu qui s'élargissait, en passant de 55 à 72 % de l'ex-Palestine mandataire. De nombreux Palestiniens fuyaient ou étaient chassés de leurs villages et devenaient des réfugiés. Jérusalem-Est et la Cisjordanie étaient occupés par la Jordanie, l'Égypte prenant le contrôle de la bande de Gaza. Les pays arabes refusaient de reconnaître Israël. En 1956, conjointement avec la Grande-Bretagne et la France, Israël lançait une opération militaire contre l'Égypte qui venait de nationaliser le canal de Suez. L'aide apportée à l'Égypte par l'URSS contraignit les trois pays à se retirer du canal. Par une guerre préventive surprise (la guerre des Six-Jours), Israël anéantissait les armées syrienne et égyptienne et prenait le contrôle du Sinaï égyptien, du Golan syrien ainsi que de Jérusalem-Est, de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. La paix Israélo-égyptienne, conclue sous les auspices des États-Unis par les accords de Camp David de 1978, permettait la restitution du Sinaï à l'Égypte.

L'annexion du Golan syrien, des Territoires palestiniens n'était pas reconnu par la communauté y compris par l'allié américain.

En 1973, une nouvelle guerre opposa l'Égypte et la Syrie à Israël et se conclut par un *statu quo*. Un mouvement national avait pris naissance dans les années 1960 en Palestine, il va passer du refus de l'existence d'Israël à son acceptation, à la fin des années 1980, en se ralliant à la perspective « des territoires contre la paix ». C'est-à-dire la création d'un État palestinien, non pas sur les contours prévus par le plan de partage

de 1948, mais sur la situation prévalant à l'issue de la première guerre israélo-palestinienne, donc sur les territoires conquis par Israël en 1967.

Trois événements allaient changer la face du conflit, à la fin des années 1980. Une révolte populaire, l'Intifada, se déclencha en Palestine contre l'occupation israélienne. Celle-ci n'était plus combattue par des moyens militaires de l'extérieur mais par une protestation populaire. L'effondrement de l'URSS permit l'immigration d'un million de juifs soviétiques vers Israël, donnant un avantage géographique aux juifs sur l'ensemble des territoires occupés. La guerre du Golfe montrait l'importance du dossier palestinien dans l'ensemble des opinions arabes et donc l'urgence, pour les États-Unis, de s'attaquer au règlement du problème, s'ils ne voulaient pas se couper des peuples de la région. Les accords d'Oslo, signés en 1993, comprenaient la reconnaissance d'Israël par les Palestiniens et une mise en place progressive d'un retrait israélien permettant la création d'un État palestinien. L'assassinat du Premier ministre israélien qui les avait signés, Yitzhak Rabin, par un extrémiste juif, la poursuite de la colonisation israélienne des Territoires palestiniens pendant le processus de négociation, l'organisation d'attentats terroristes par les radicaux palestiniens du Hamas refusant de reconnaître Israël, allaient faire perdre confiance dans le processus de paix. L'arrivée d'Ariel Sharon, qui s'était toujours opposé au processus de paix, au pouvoir en Israël début 2001, le climat de confrontation entre monde occidental et monde musulman après les attentats du 11 septembre 2001, allaient entraîner la fin des espoirs et l'escalade de la violence.

Le paradoxe est qu'il y a un consensus général sur les contours d'un futur accord, à savoir la création d'un État palestinien sur les territoires conquis par Israël en 1967, la reconnaissance d'Israël par l'ensemble des pays arabes, la désignation de Jérusalem-Est comme capitale de chacun des États israélien et palestinien, d'éventuels échanges territoriaux pour tenir compte de la colonisation à condition qu'ils soient compensés territorialement et mutuellement agréés, un accord sur le retour des réfugiés palestiniens prévoyant une reconnaissance politique de préjudice, mais n'impliquant pas un retour physique afin de permettre à l'État de rester majoritairement juif.

L'enjeu est majeur dans la mesure où le conflit israélo-palestinien est à l'épicentre d'un éventuel choc des civilisations. Ce conflit est limité géographiquement et également dans son intensité meurtrière (il fait moins de morts que de nombreux autres conflits qui ensanglantent la planète), mais il a une importance symbolique et donc stratégique majeure. Les Arabes et les musulmans, et plus largement la plupart des pays issus de décolonisation, considèrent que le maintien de l'occupation israélienne n'est possible que par le fort soutien politique, juridique, économique et stratégique qu'apportent les pays occidentaux, les États-Unis en tête, à Israël. Cela prouve pour eux le double discours des Occidentaux qui prônent la démocratie et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais qui participent à son reniement si un de leurs alliés est concerné. La cause palestinienne est devenue une cause emblématique pour ceux qui veulent tenir des discours anti-occidentaux.

Résumé

Parfois présenté comme religieux ou ethnique, le conflit israélo-palestinien est en fait très classiquement un conflit territorial. Il a, au cours des années, acquis une importance stratégique fondamentale, au cœur d'un éventuel conflit des civilisations. Il est central dans la relation entre monde musulman et monde occidental.

2 L'Iran

L'Iran est vécu comme une menace par les Occidentaux, ses voisins arabes et Israël, mais l'inverse est également vrai.

Outre ses problèmes politiques intérieurs (contestation du régime), l'Iran est confronté à trois défis géopolitiques tenant aux relations d'hostilité qu'il entretient avec trois catégories différentes de pays : ses voisins arabes, Israël, les États-Unis et les pays occidentaux. L'Iran apparaît comme une menace pour ces trois ensembles géopolitiques. L'Iran se sent menacé par chacun d'entre eux, qui souhaitent tous un changement de régime à Téhéran.

Si l'Iran et les pays arabes appartiennent ensemble au monde musulman, ils ont toujours été des rivaux stratégiques. L'Iran est l'héritier de l'Empire perse. Il est un pays chiite alors que les régimes arabes sont dirigés par des sunnites. Sous le régime du shah, il mène une politique pro-occidentale et surtout pro-israélienne. Le renversement du shah par Khomeiny, s'il va conduire à une rupture de l'alliance avec les États-Unis et Israël, va également déboucher sur un antagonisme plus marqué avec

les voisins arabes qui craignent la contagion révolutionnaire venant d'Iran. Celui-ci tente de mobiliser les importantes minorités chiites vivant dans le Golfe et dénonce l'alliance des régimes arabes avec les États-Unis. L'Irak va se lancer dans une longue guerre contre l'Iran (1980-1988) et conquérir le Chott el Arab annexé par le shah en 1975, en se présentant comme le rempart arabe contre la menace perse, chiite et révolutionnaire iranienne.

Sous le shah, les États-Unis voulaient faire de l'Iran le shérif régional du Golfe. La révolution de 1979, avec la prise d'otages de diplomates à l'ambassade américaine de Téhéran, allait conduire à une rupture totale des relations diplomatiques, économiques et commerciales entre les deux pays.

Les États-Unis sont dénoncés comme le grand Satan par le régime iranien. George Bush classe l'Iran avec la Corée du Nord et l'Irak dans les pays de l'« axe du mal » dans son discours de janvier 2002, annonciateur de la guerre d'Irak. Le programme nucléaire iranien est présenté comme ayant une finalité civile par Téhéran, mais soupçonné d'être à vocation militaire par les Occidentaux. Européens et Américains vont s'unir dans une politique de sanctions à l'égard de Téhéran. Pour les pays occidentaux, le défi nucléaire de Téhéran est triple : il peut remettre en cause le régime général de non-prolifération, c'est un défi à leur autorité et crédibilité internationale, il est une source d'anxiété porteuse de danger pour leur allié israélien.

L'échec de la guerre d'Irak menée officiellement pour lutter contre le programme d'armes de destruction massive de l'Irak va amener les États-Unis à renoncer, ne serait-ce que provisoirement, à l'option militaire à l'égard de l'Iran. La menace balistique iranienne va justifier la décision de déployer un système de défense antimissile par les pays de l'OTAN en décembre 2010. C'est implicitement reconnaître que l'Iran pourrait se doter de l'arme nucléaire (hypothèse jusqu'ici présentée comme étant inacceptable). C'est également implicitement reconnaître que la dissuasion ne joue pas à l'égard de l'Iran. Pourtant la menace de rétorsion par les Occidentaux contre l'Iran en cas d'attaque de ce dernier, vu la disproportion des forces, est de nature à dissuader l'Iran de toute attaque balistique contre les territoires européens. Le budget militaire des pays de l'OTAN est conjointement de 1 000 milliards de dollars contre 10 pour l'Iran.

L'alliance entre Israël et l'Iran a été brisée en 1979. Se présentant comme l'adversaire le plus résolu de l'État hébreu, l'Iran essaye d'élargir sa popularité malgré les différences culturelles et religieuses auprès des opinions arabes, dont une partie reproche à ses dirigeants d'être trop accommodants avec les États-Unis et Israël. Doté d'une capacité nucléaire de 200 armes, Israël n'est pas sous la menace stratégique réelle d'une attaque iranienne. Israël met en avant les menaces du président iranien Ahmadinejad de rayer Israël de la carte, ce qui peut être mis en relation avec sa volonté de posséder l'arme nucléaire. Même si l'Iran se dotait d'armes nucléaires – ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui –, Israël serait très largement en mesure de dissuader Téhéran de toute menace d'attaque sur son territoire. Avant même qu'un seul missile iranien atteigne les territoires d'Israël, c'est bien l'Iran qui serait rayé de la carte ; ce qui est inadmissible pour Israël, c'est la perspective d'un équilibre stratégique régional avec un adversaire fût-il non frontalier. Le but d'un éventuel programme nucléaire militaire iranien serait en effet de sanctuariser le pays contre des menaces extérieures.

Résumé

Après avoir été allié des États-Unis, des Occidentaux et d'Israël et après la Révolution khomeyniste, l'Iran a développé des relations d'hostilité avec ces pays. C'est la crainte d'une exportation de sa révolution qui a effrayé ses voisins arabes. Tous sont inquiets de son programme nucléaire, présenté comme à finalité civile par Téhéran, mais qu'ils estiment avoir un objectif militaire.

3 L'Afghanistan

L'Afghanistan vit en état de guerre depuis 1979. Après l'URSS, c'est désormais l'OTAN qui est partie au conflit.

Depuis décembre 1979, date de l'intervention militaire soviétique, l'Afghanistan vit en guerre.

Au ^{xix}^e siècle, il avait été l'objet d'une lutte d'influence entre la Russie et l'Angleterre, baptisée « le grand jeu ». Après y avoir connu une lourde défaite, l'Angleterre fera de l'Afghanistan un semi-protectorat. En 1893, la ligne Durand définit la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan, privant ce dernier d'une partie de son territoire qui constitue aujourd'hui ce qu'on appelle les zones tribales pakistanaïses. Elles sont peuplées de pashtouns (30 à 40 millions) mais ceux-ci ne forment que 15 % de la population totale pakistanaïse. Alors que les 15 millions de pashtouns afghans représentent eux 40 % de la population afghane. Pendant la Guerre froide, les Afghans se proclament non-alignés. L'intervention soviétique de 1979 a pour but de mettre fin à l'affrontement entre deux factions du parti communiste qui se partagent le pouvoir depuis le coup

d'État de 1978. Cette guerre, lancée pour éviter qu'un régime communiste ne soit renversé, va devenir un bourbier pour l'Union soviétique. Elle va affaiblir son prestige dans le tiers-monde où l'URSS se présentait comme un allié naturel contre l'impérialisme américain, et surtout dans le monde musulman. Les États-Unis aident les moudjahidines considérés comme des combattants de la liberté, sans faire la distinction entre radicaux et modérés. Brzeziński dira que, à l'échelle historique, le soutien apporté à des islamistes radicaux est un coût relativement faible par rapport à la chute de l'empire soviétique. Gorbatchev va mettre fin, en 1988, à la présence militaire soviétique en Afghanistan, conscient que la guerre ne peut être gagnée et qu'elle affaiblit l'URSS. La paix ne s'impose pas pour autant et, déchiré dans des luttes qui opposent les différents seigneurs de la guerre, le pays devient un État failli. En 1996, les talibans, des pachtouns adeptes d'un islam radical, prennent le pouvoir. La population préfère l'ordre rigoureux et liberticide qu'ils imposent à l'anarchie et l'insécurité qui régnaient auparavant. Les talibans sont aidés par le Pakistan qui craint que l'Afghanistan ne tombe dans la sphère d'influence indienne. L'alliance du Nord, coalition de non-pachtouns dirigée par le commandant Massoud, les combat. Celui-ci sera victime d'un attentat le 9 septembre 2001. L'Afghanistan sert de refuge à Al Qaida. Après les attentats du 11 septembre 2001, les talibans vont refuser de livrer Ben Laden aux Américains et ceux-ci déclencheront contre eux une opération militaire qui va les renverser. Le pach-toun Ahmid Karzaï est installé au pouvoir. Une force internationale d'assistance à la sécurité est mise en place à partir du 20 décembre 2001, par un mandat du conseil de sécurité de l'ONU, mais Karzaï ne parvient pas à imposer son autorité sur le pays. Il est rapidement accusé d'inefficacité et de corruption. Il s'appuie sur les anciens seigneurs de la guerre, coupables de nombreuses exactions, qui vont détourner une grande partie de l'aide internationale. Le pays vit toujours dans le sous-développement et l'insécurité. Les talibans n'ont pas été définitivement vaincus dans la mesure où, à partir de fin 2002, les États-Unis vont délaisser quelque peu l'Afghanistan pour se concentrer sur l'Irak. Les talibans vont peu à peu regagner en légitimité. L'OTAN est militairement présente et livre pour la seconde fois (après le Kosovo) une guerre bien loin de sa zone initiale de sécurité. La justification est de dire que la sécurité territoriale des pays de l'OTAN est assurée par la

guerre contre le terrorisme qui est menée en Afghanistan. Mais pas plus que les Soviétiques, les soldats de l'OTAN ne parviennent à obtenir une victoire totale. Au fur et à mesure, ceux qui apparaissent comme des libérateurs sont vécus comme des occupants ; les talibans regagnent une popularité sur le thème de la lutte contre la présence militaire étrangère.

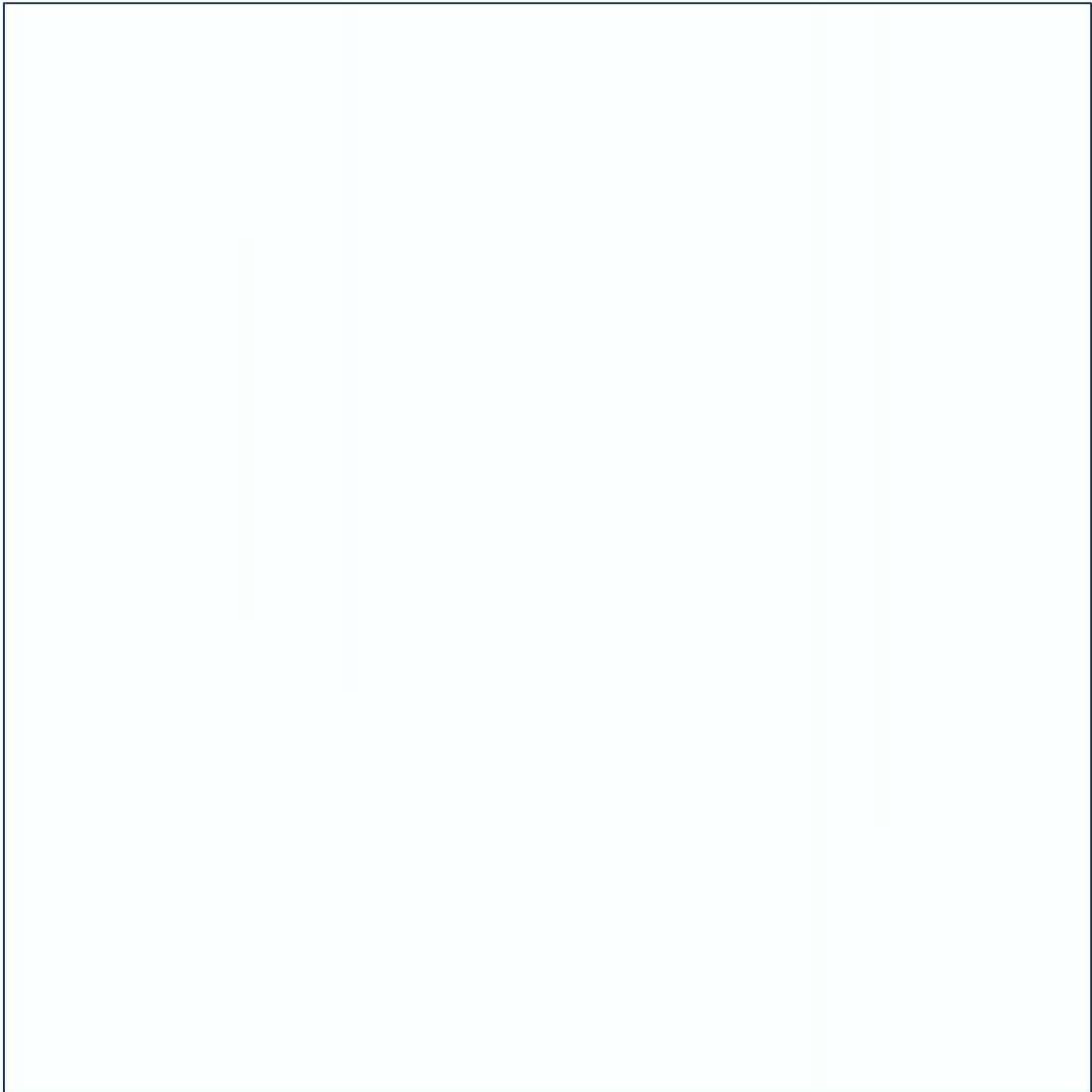
Le conflit afghan illustre les difficultés qu'ont des troupes étrangères à occuper un pays malgré leur supériorité technologique. Celle-ci leur permet de gagner facilement la guerre, mais sur le long terme, ne leur donne pas la garantie d'être acceptées par la population. Il est plus facile de conquérir un territoire que sa population.

Résumé

Les Soviétiques, qui ont envahi l'Afghanistan en 1979, y ont été vaincus dans une guerre d'usure. Leur départ, loin d'amener la paix, a plongé le pays dans le chaos. Les talibans y ont ramené l'ordre, mais ont hébergé Al Qaïda, qui a organisé depuis le pays les attentats du 11 septembre 2001. Les États-Unis et l'OTAN y sont en guerre depuis fin 2001 sans qu'une victoire militaire soit en vue.

4 L'Inde et le Pakistan





C'est un contentieux à la fois territorial et idéologique qui oppose, depuis leur naissance, l'Inde et le Pakistan, tous deux issus de l'ancien Empire britannique des Indes.

Depuis 1947, date de l'indépendance de l'Inde et du Pakistan, le Cachemire a fait l'objet de trois guerres ouvertes indo-pakistanaïses, sans parler de nombreuses escarmouches et attentats.

Pour chacun des deux États, le rattachement du Cachemire fait partie de l'idée qu'ils se font de leur propre nation. Pour New Delhi, il est justifié par le caractère multiculturel, multiethnique et laïc de l'Union indienne, les musulmans y ont donc leur place. Pour le Pakistan, créé pour regrouper les musulmans de l'Empire britannique des Indes, c'est le caractère majoritairement musulman de la population qui doit être le critère

déterminant. Peuplé majoritairement de musulmans, le Cachemire doit logiquement y être rattaché.

Le maharadjah hindou du Cachemire s'était rallié à l'Inde lors de l'indépendance. En 1947, le Pakistan s'est lancé immédiatement dans une guerre qui aboutit à un partage de la région entre une zone de souveraineté indienne et une zone de souveraineté pakistanaise, séparées par une ligne de cessez-le-feu, la ligne de contrôle.

Pendant un temps principalement alimentée par le Pakistan, l'opposition à la présence militaire indienne au Cachemire a désormais des racines internes, la population étant lasse de l'occupation et souhaitant un plus grand développement économique. Initialement, l'opposition à l'Inde était armée, le cycle attentats/répression militaire s'y était installé. Actuellement, il existe une véritable opposition populaire qui inquiète New Delhi. L'Inde rejette toute internationalisation du conflit et refuse également l'autodétermination. Elle estime que le rapport de forces militaires lui est favorable, un droit de regard de la communauté internationale ne pourrait donc que la desservir. En cas d'autodétermination, elle sait que le vote ne lui serait pas favorable. Son occupation militaire du Cachemire et son attitude vis-à-vis de ce conflit peut constituer à terme un déficit d'image sur le plan international. C'est en contradiction avec les principes démocratiques dont se revendique l'Inde. Elle accepte le principe d'une autonomie limitée.

Les États-Unis voudraient que cette question soit résolue afin que le Pakistan puisse se concentrer sur la lutte antiterroriste et participer pleinement à la solution du problème afghan. Cela leur permettrait de toute façon de mieux concilier leur alliance ancienne avec le Pakistan et leur rapprochement stratégique plus récent avec l'Inde.

En cas d'autodétermination, il est probable que les Cashmiri choisiraient l'indépendance plutôt que le rattachement à l'Inde ou au Pakistan.

Mais pour l'heure, le *statu quo* semble prévaloir. Ni l'Inde ni le Pakistan ne sont disposés à accepter des concessions territoriales qui seraient définitives. La solution provisoire de partage pourrait constituer une alternative préférable tant pour New Delhi que pour Islamabad par rapport à l'indépendance du pays.

Résumé

L'Inde et le Pakistan s'affrontent à propos du Cachemire depuis leur indépendance en 1947, une région dont la plus grande part est occupée par l'Inde mais majoritairement peuplée de musulmans. L'occupation indienne est désormais contestée par la population du Cachemire et, à terme, pourrait ternir l'image de l'Inde.

5 La Chine et Taïwan

La Chine populaire estime que l'île de Taïwan fait intégralement partie de son territoire, bien qu'elle n'y exerce pas la souveraineté.

En 1949, Mao triomphe de Tchang Kaï-chek. Le parti communiste installe son pouvoir sur la Chine continentale tandis que les forces nationalistes se réfugient sur l'île de Taïwan, qui avait été occupée par le Japon jusque 1945. Chacun compte pouvoir opérer la réunification, par la force, à son avantage et estime représenter seul la Chine. Malgré sa défaite, Tchang Kaï-chek conserve le siège de membre permanent du conseil de sécurité. L'alliance stratégique de Taïwan avec les États-Unis empêche la Chine continentale de conquérir l'île. La survie de Taïwan devient un enjeu essentiel de la Guerre froide, et de la politique de *containment* et de la crédibilité de la garantie américaine. Dictature communiste et dictature militaire se disputent la légitimité de la représentation de la Chine. Un pays qui a des relations diplomatiques avec l'un ne peut en avoir avec l'autre. Tandis que la Chine communiste stagne économiquement et est prise dans les troubles politiques (grand bond en avant, révolution culturelle prolétarienne), Taiwan, grâce à ses liens avec les

économies américaine et japonaise, connaît un fort développement et devient l'un des quatre tigres asiatiques.

Estimant que la menace principale vient de l'Union soviétique et prenant en compte la brouille sino-soviétique, Nixon et Kissinger vont se rapprocher de Pékin pour établir à l'encontre de Moscou une alliance de revers. La Chine populaire va prendre la place de Taïwan à l'ONU, Pékin et Washington établissent des relations diplomatiques avec Pékin qu'ils reconnaissent comme seul représentant de la Chine, tout en rompant celles avec Taïwan. Ils maintiennent toutefois leur alliance stratégique et de défense avec l'île.

Le développement économique de Taïwan va conduire à une démocratisation du pays. Certaines forces politiques vont demander que l'île proclame officiellement son indépendance. Mais la majorité des Taïwanais la refusent estimant que ce serait agiter un chiffon rouge sous les yeux de Pékin et créent un *casus belli*. Taïwan vit dans un *statu quo*, elle ne prétend plus représenter la Chine tout entière, mais ne va pas jusqu'à réclamer l'indépendance, espérant que le temps joue en sa faveur et conforte petit à petit une indépendance de fait, dont elle se contenterait.

À partir des années 1980, la Chine populaire va à son tour connaître un fort développement économique. Pékin se réclame toujours de la politique d'une seule Chine, qu'elle représente, et considère Taïwan comme une province renégate qui doit revenir dans son giron. Son développement économique, associé à son poids stratégique, fait que la quasi-totalité des États ont établi des relations diplomatiques avec elle, rompant avec Taïwan. Les échanges économiques entre les deux nations se sont développés et le langage de la Guerre froide a été mis de côté. Pékin reste néanmoins très attentif aux débats politiques intérieurs taïwanais, notamment vis-à-vis du courant indépendantiste, et à la nature des relations que les autres pays entretiennent avec l'île. La restitution de Hong Kong, puis de Macao, a donné une nouvelle importance à Taïwan. La Chine développe l'idée « *d'un pays, deux systèmes* » qui permettrait aux Taïwanais de conserver une certaine autonomie au sein de la République populaire chinoise, à l'image de ce qui se passe pour Hong Kong. Cette autonomie n'est pas jugée suffisante par les Taïwanais qui souhaitent conserver leur indépendance de fait et un

système pleinement démocratique, qu'ils jugent préférable à ce que pourrait leur imposer Pékin. L'objectif de Pékin est toujours la réunification par la négociation mais sans exclure officiellement la possibilité de le faire par la force. Taïwan est toujours alliée aux États-Unis. L'enjeu pour Washington est celui de sa crédibilité internationale : s'ils cèdent à Pékin sur la question de Taïwan, les États-Unis ne seront plus un acteur crédible en Asie-Pacifique.

Pour Pékin, la question de la réintégration de Taïwan a une importance politique capitale. C'est un enjeu national et essentiel. Il représente la grandeur et l'unité retrouvée de la Chine, Pékin souhaite éviter une confrontation militaire qui lui coûterait cher économiquement, mais elle n'admettra jamais l'indépendance de Taïwan.

Résumé

La Chine populaire estime que l'île de Taïwan, autonome de fait depuis 1949, fait partie intégrante de son territoire, qu'il n'y a qu'une seule Chine. Pendant longtemps, la petite île compensait sa faiblesse démographique par son dynamisme économique, par opposition à la stagnation chinoise. Désormais l'argument ne vaut plus. Si Pékin veut éviter la réunification par la force, plongeant la région dans le chaos, elle n'admettra cependant jamais l'indépendance de Taïwan.

6 La Corée

La division de la Corée constitue un dernier héritage de la Guerre froide et une situation géopolitique potentiellement explosive.

Le Japon, qui occupe la Corée à partir de 1895, va y commettre de multiples exactions jusqu'à sa défaite de 1945. Soviétiques et Américains se rejoignent sur le 38^e parallèle. Comme en Allemagne, la division initialement prévue de façon provisoire va devenir durable. Chacun installe un régime qu'il contrôle. En 1950, pensant que les Américains n'allaient pas réagir, les troupes nord-coréennes franchissent le 38^e parallèle. C'est la guerre. Les États-Unis prennent la tête d'une force de l'ONU (qu'ils ont pu créer grâce à l'absence provisoire de l'Union soviétique du Conseil de sécurité) et combattent aux côtés des Sud-Coréens. La Corée du Nord est matériellement aidée par l'Union soviétique, et humainement renforcée par des « volontaires » chinois. Le conflit qui sera le plus sanglant de la Guerre froide s'achève par un retour au *statu quo ante*. Les négociations, qui débutent en juin 1951, s'achèvent par la signature d'une convention d'armistice le 27 juillet 1953. Le 38^e parallèle n'est plus qu'une ligne de démarcation provisoire mais va devenir un rideau de fer asiatique.

La Corée du Nord devient un régime communiste sous la direction de Kim Il Sung. La Corée du Sud, tout en restant liée par un accord de défense avec les États-Unis, est dirigée par une dictature militaire. Les contacts entre les deux Corée sont impossibles et interdits. Les deux Corée vont connaître des évolutions différentes. Grâce à l'accès qu'elle a au marché américain et à la priorité qu'elle a donné à l'éducation, la Corée du Sud va se développer économiquement et devenir un tigre asiatique. La Corée du Nord, qui veut vivre en autarcie, connaît une stagnation économique dans les années 1980. Le développement économique, l'ouverture sur le monde extérieur et le développement d'une société civile vont conduire la Corée du Sud à devenir une véritable démocratie. La Corée du Nord reste un régime communiste qui rejette la perestroïka de Gorbatchev et l'ouverture économique conduite en Chine. Elle reste de nature stalinienne et invente même un modèle de communiste héréditaire. En 1994, à la mort de Kim Il Sung, c'est son fils Kim Jong Il qui prend le pouvoir. L'année d'avant, un programme nucléaire militaire de grande ampleur a été découvert en Corée du Nord. Si la population de ce pays est soumise à une répression d'une autre époque (c'est le dernier pays totalitaire au monde) et souffre également de sous-alimentation, si l'économie est en quasi-faillite, la Corée du Nord devient une puissance nucléaire dotée de missiles balistiques.

En 2000, un ancien prisonnier politique, Kim Dae Jung, est élu président de la Corée du Sud. Il lance la *Sunshine Policy*. C'est l'équivalent de l'Ostpolitik pour le rapprochement des deux Allemagne. Il propose une aide économique à la Corée du Nord en pariant sur une modération de son comportement.

La Corée du Nord alterne le chaud et le froid et développe une stratégie dite d'extorsion pour obtenir une aide économique. Elle menace d'exporter ses capacités nucléaires et balistiques dans d'autres régions et de contribuer ainsi à la prolifération.

En 2008, Lee Miung Bak arrive au pouvoir et adopte une attitude plus dure à l'égard de Pyongyang, estimant que l'aide qui lui a été apportée n'a pas modifié son comportement.

Régulièrement, la tension monte entre les deux pays, pouvant aller jusqu'à des escarmouches militaires, ce qui fait craindre la reprise d'une guerre de grande ampleur qui serait catastrophique pour la région. La

situation entre les deux Corée est un casse-tête géopolitique. La réunification officiellement souhaitée par chacun serait compliquée à gérer. La Corée du Sud a vu que l'Allemagne avait eu d'énormes difficultés à gérer sa réunification, pourtant l'écart entre les deux Allemagne était bien moindre qu'entre les deux Corée et il y avait quatre Allemands de l'Ouest pour un Allemand de l'Est, alors qu'il n'y a que deux Sud-Coréens pour un Nord-Coréen. Une implosion du régime nord-coréen et une réunification rapide, imposée par les faits, risqueraient de déstabiliser la Corée du Sud. Un conflit entre les deux pays serait forcément perdu par la Corée du Nord, du fait de la différence d'équipement militaire, sans parler de l'appui que les États-Unis apporteraient à Séoul. Mais avant d'être définitivement vaincue, la Corée du Nord pourrait faire subir de terribles dégâts. Séoul n'est qu'à une cinquantaine de kilomètres de la ligne de démarcation et par ailleurs, les missiles nord-coréens peuvent atteindre toutes les villes de Corée du Sud et même Tokyo. Le dilemme sud-coréen consiste donc à éviter l'effondrement rapide de la Corée du Nord, à éviter un conflit en souhaitant qu'à terme le régime nord-coréen s'ouvre progressivement.

L'objectif du régime nord-coréen est sa survie. Kim Jong Il, malade, prévoit même de passer le pouvoir à l'un de ses fils. Son dilemme est le suivant : il a besoin de l'aide extérieure pour que son régime ne s'effondre pas, mais il ne peut pas accepter d'ouvrir son régime car il sait qu'il ne peut tenir que par la plus extrême contrainte. S'il commence une ouverture, il craint de créer une situation incontrôlable et d'être rapidement emporté.

Le Japon craint le caractère imprévisible du régime nord-coréen mais il craint également une réunification des deux Corée dont le ciment pourrait être l'hostilité au Japon. Le maintien de la division permet aux États-Unis de rester un partenaire incontournable pour la Corée du Sud. La Chine craint que l'effondrement de la Corée du Nord ne permette aux États-Unis d'avancer ses positions à sa frontière via la réunification coréenne.

Résumé

La division de la Corée a survécu à la fin de la Guerre froide ; elle oppose la Corée du Sud, ancienne dictature militaire devenue démocratie, à la Corée du Nord, restée figée comme régime stalinien. La stagnation économique de cette dernière tranche avec la prospérité de la Corée du Sud. Si l'objectif est la réunification, chacun s'accommode d'un *statu quo*, s'il permet d'éviter un conflit ou l'implosion de la Corée du Nord.

7

La République démocratique du Congo

Pays immense et doté de richesses géologiques fabuleuses, la République démocratique du Congo est un État failli.

La république démocratique du Congo (RDC) a été qualifiée de scandale géologique tant elle est riche de matières premières, minières notamment. Avec 2 300 000 km², c'est le deuxième pays d'Afrique subsaharienne par la superficie et le troisième par la population avec 67 millions d'habitants. Ce qui pourrait être l'un des pays les plus prospères du monde est un État failli avec un PNB par habitant et par an inférieur à 200 dollars, une espérance de vie inférieure à 50 ans.

Ancien Congo belge, ancien Congo, ancien Zaïre, la RDC a vu la bénédiction de ses matières premières se transformer en malédiction car celles-ci suscitent les appétits. Exploitées durant la période coloniale belge, la RDC a fait, dès son indépendance, l'objet d'une tentative de sécession dans sa partie manière la plus riche : le Katanga. Le leader progressiste, Patrice Lumumba, a été renversé et assassiné au profit d'un chef d'État pro-occidental, Mobutu. Corruption et gabegie allaient empêcher le

développement du pays. Après le génocide rwandais de 1994, des Hutus se réfugièrent dans ce qui était à l'époque le Zaïre. Disant vouloir chasser les génocidaires, mais désireux de contrôler une partie du pays pour exploiter les richesses minières, le président rwandais Kagamé lança son armée à leur poursuite. Il aide Kabila à renverser Mobutu, le premier étant, après son assassinat, remplacé par son fils adoptif.

Les événements ont conduit à ce que l'on a appelé « la première guerre mondiale africaine » qui fit près de 5 millions de morts entre 1998 et 2006. C'est le plus grave conflit depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui s'est déroulé dans une relative indifférence. Sur fond d'exactions à l'encontre de la population civile, qui ont été le fait tant de l'armée nationale que des armées extérieures et des différentes milices impliquées. Une force de maintien des Nations unies de 17 000 soldats a mis une fin provisoire aux affrontements.

L'enjeu est la reconstruction ou la construction d'un État qui pourrait mettre au service de la population les immenses richesses du pays et mettre fin aux appétits extérieurs qui l'ont mis en coupe réglée et l'ont conduit à la déchéance.

Potentiellement extrêmement riche, la République démocratique du Congo est un État failli. On calcule que même si la paix s'installait définitivement, si une croissance de 5 % par an était au rendez-vous, il faudrait attendre 2060 pour que la RDC retrouve son niveau de développement de 1960. L'immensité du territoire a desservi le pays. Le gouvernement central est trop faible pour faire respecter son autorité, les forces internationales ne pourront jamais être assez nombreuses pour y rétablir l'ordre. Le calme actuel est fragile et peut être remis en cause à tout instant. On ne peut exclure l'hypothèse d'une reprise des affrontements et pillages à cause de la soif en matières premières des pays voisins, notamment du Rwanda, et la faiblesse du gouvernement congolais.

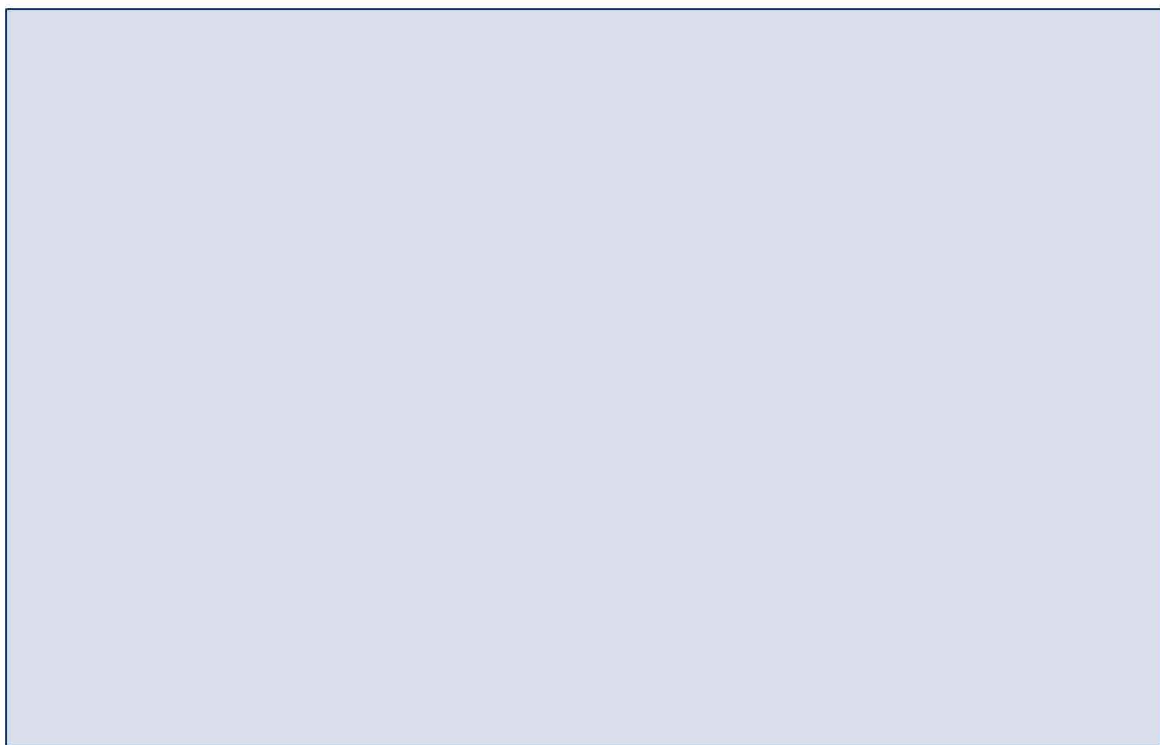
La paix ne pourra revenir véritablement qu'à condition que les protagonistes potentiels du conflit comprennent qu'ils sont sous surveillance de leurs pairs africains, de la CFI et des puissances extérieures soucieuses de voir la RDC se stabiliser et permettre un accès normal au marché. Pour le moment, la RDC est victime de ses atouts géographiques et géologiques.

Résumé

La République démocratique du Congo a été successivement victime des pillages coloniaux, de la gabegie de ses propres autorités et de l'appétit des pays voisins. Qualifiée de « scandale géologique » par l'immensité de ses richesses, la RDC a été régulièrement pillée. L'étendue de son territoire, comparée à la faiblesse de ses institutions, la fragilise encore plus.

8 Le Soudan

C'est le pays le plus étendu de l'Afrique subsaharienne, à la jonction de l'Afrique et du monde arabe. Le Soudan est en proie aux tendances sécessionnistes entre le nord et le sud du pays, puis à partir de 2003, au Darfour à l'est.



Dans les deux cas, les mouvements sécessionnistes se basent sur des différences religieuses et culturelles, la lutte contre un pouvoir trop centralisé qui délaisse les périphéries et en même temps la volonté de disposer des ressources pétrolières.

En 1983, le Sud-Soudan, chrétien et animiste, se lance dans une guerre de sécession contre Karthoum. La guerre va faire 1,5 million de morts, 4 millions de déplacés dans le pays et 600 000 réfugiés dans les pays limitrophes. Un accord signé en 2005 entre le gouvernement du Soudan et l'armée populaire de libération du Soudan mettait fin à un conflit vieux de vingt-deux ans, prévoyait un référendum d'autodétermination par le Sud du pays en janvier 2011. Celui-ci a conduit à un vote en faveur de l'indépendance du Sud-Soudan qui fut officiellement acceptée par le gouvernement central.

Le Sud détient la majorité (80 % des réserves) des puits de pétrole qui est acheminé jusqu'à Port-Soudan, au bord de la Mer Rouge *via* des pipelines qui traversent le nord du pays. Le partage des revenus du pétrole se fait jusqu'à présent à égalité entre le Nord et le Sud, selon l'accord de paix de 2005. Mais l'accord qui prévoit les modalités de ce partage a expiré à l'issue du référendum. Un nouvel accord sur le partage des revenus du pétrole doit donc être négocié.

Le Sud-Soudan est indépendant mais doit créer de toutes pièces institutions politiques et administratives et infrastructures pour l'éducation et la santé. Il n'est pas lui-même à l'abri d'une tentative de sécession ou de rattachement d'une partie de son territoire au Nord.

Le Darfour est une région grande comme la France, peuplée de 6 millions d'habitants. À partir de 2003, un conflit y éclate. La désertification a amené une concurrence pour l'accès à la terre entre les tribus nomades arabes et les populations sédentaires africaines, entre cultivateurs et éleveurs, les uns comme les autres musulmans. La région a longtemps été délaissée par le pouvoir central. Les Darfouris s'inspirent du combat mené par le Sud pour appuyer leurs revendications. Des mouvements rebelles ont pris les armes, cela a conduit le pouvoir central à réprimer avec une très grande brutalité le conflit, faisant 300 000 morts et 2 millions de déplacés.

La cause du Darfour est devenue très populaire aux États-Unis où l'on a parlé de génocide. Organisations chrétiennes et juives se sont mobilisées. Derrière les protestations sincères contre la brutalité de la répression, il y a également la volonté géopolitique d'affaiblir le Soudan, régime islamiste. Il s'agit d'empêcher le développement d'un État fort, éventuellement hostile à Israël.

En 2008, le président soudanais Omar El Bechir proclame un cessez-le-feu qui ne sera pas respecté. En 2009, il est inculpé pour crime de guerre et crime contre l'humanité par la Cour pénale internationale ; il a cependant été réélu en avril 2010 avec 68 % des suffrages.

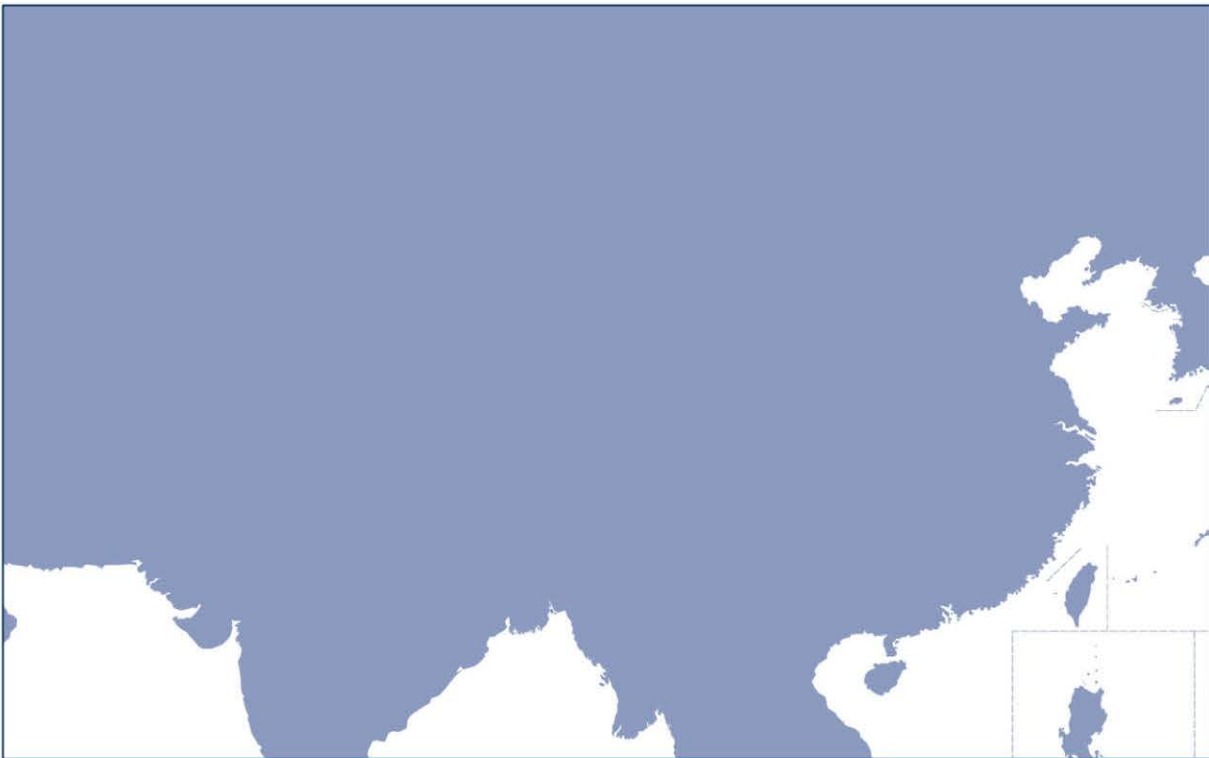
Une force des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour doit protéger la population civile et sécuriser l'acheminement de l'aide humanitaire.

En février 2010, les parties du conflit ont signé un accord de paix à Doha au Qatar. Les mouvements rebelles au Darfour sont divisés, ce qui rend l'accord difficile à appliquer. En septembre 2010, un projet d'accord est rédigé sous la direction du médiateur en chef conjoint de l'Union africaine et des Nations unies et le ministre des Affaires étrangères du Qatar, Ahmed Abdullah Al-Mahmoud, qui doit conduire à instaurer une paix durable au Darfour.

Résumé

Pays immense, doté de ressources pétrolières, le Darfour est en proie à des tensions sécessionnistes sur fond de différences interculturelles et de rivalités pour le contrôle des ressources pétrolières. L'actuel président, Omar El Bechir, est inculpé de crimes de guerre par la Cour pénale internationale.

9 Le Tibet



La question du Tibet est d'une très grande sensibilité dans le monde occidental et quasi existentielle en Chine.

Selon les Chinois, le Tibet fait partie de leur Empire depuis le ^{vii}^e siècle suite au mariage entre le roi du Tibet et une princesse chinoise. Le bouddhisme s'y répandit au ^{viii}^e siècle et culturellement le Tibet subit davantage l'influence indienne. Il va devenir au fil des siècles une véritable théocratie. Au ^{xviii}^e siècle, les lamas se reconnaissent comme vassaux de l'empire de Chine. Le Tibet n'est pas formellement rattaché à la Chine mais il ne constitue pas non plus un État indépendant. À la chute de la dynastie mandchoue en 1911, les Chinois sont chassés du Tibet, qui ne se constitue toujours pas un État. Après la prise du pouvoir par Mao Tsé Toung, en 1949, l'armée chinoise entre au Tibet et l'annexe officiellement. Il s'agit pour Mao Tsé Toung à la fois de jouer la carte nationaliste – la Chine fait désormais respecter sa souveraineté, ce qui n'était pas le cas avec l'ex-gouvernement nationaliste – et la carte politique – elle veut libérer les Tibétains du « servage » dans lequel la population était réduite au profit du clergé. L'argument n'était pas faux, la population tibétaine n'appartenant pas au clergé était privée de tout droit politique et réduite à un état de misère et de travail forcé. Pour autant, la conquête de la Chine communiste, si elle va améliorer le sort matériel des Tibétains, ne va pas leur accorder de droits politiques. En 1959, le Dalaï Lama, qui est à la fois une autorité religieuse et politique, s'enfuit du Tibet et se réfugie en Inde, à la suite d'un soulèvement populaire violemment réprimé. Il constitue un gouvernement tibétain, en exil. Lors de la révolution culturelle, toutes les activités religieuses sont interdites, des milliers de temples sont détruits. Lorsqu'il arrive au pouvoir en 1978, Deng Xio Ping va modifier la politique de la Chine à l'égard du Tibet. Jouant à la fois de la carotte et du bâton, il modernise la région, la dote d'infrastructures et permet une légère ouverture culturelle. Il organise l'installation de nombreux Chinois dans la région afin d'en modifier l'équilibre démographique. Le Dalaï Lama reçoit le prix Nobel de la paix en 1989, il est considéré comme indépendantiste par la Chine, mettant en cause de façon inacceptable l'unité nationale du pays. Il prône la voie de la non-violence et cherche à aboutir à un compromis politique en vue de l'autonomie du Tibet, non de l'indépendance. Le Dalaï Lama est très populaire dans le monde occidental. Il a le soutien de ceux qui sont culturellement tentés par le bouddhisme, de ceux qui le voient comme un leader non-violent qui s'oppose à l'oppression militaire de la Chine et de ceux qui considèrent que c'est un bon

instrument de communication politique négative à l'égard de la Chine, dont la montée en puissance les inquiète. Les autorités chinoises disent vouloir choisir le prochain Dalaï Lama, ce qui le privera d'une réelle légitimité aux yeux de la population du Tibet.

Sans être complètement insensible aux condamnations internationales, la Chine n'entend pas céder sur le Tibet. Elle considère que le Tibet fait partie de son intégrité territoriale. Les pays qui honorent trop ouvertement le Dalaï Lama s'exposent à des représailles politiques et économiques car ils sont accusés de remettre en question la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine. Le soutien au Dalaï Lama est considéré comme une ingérence inacceptable. Sa reconquête s'inscrit dans un mouvement d'ensemble de laver les affronts et les humiliations du passé.

Par ailleurs, le Tibet a une importance stratégique majeure face à l'Inde, il dispose également de vastes réserves d'eau. La modernisation économique en cours est vécue comme une politique d'acculturation par de nombreux Tibétains, présentée comme faisant partie de la modernisation globale de la Chine par les autorités chinoises. Un Tibet indépendant est donc tout à fait inconcevable, encore moins avec la montée en puissance de la Chine. Sûre de conserver la souveraineté de la région, la Chine pourrait consentir à une ouverture culturelle et politique qui pourrait également concerner le pays. Si les opinions occidentales sont très concernées par le sort du Tibet, leurs gouvernements s'accommodent très bien de la situation.

Résumé

Considérant qu'il fait partie intégrante de son territoire, la Chine n'accepte pas qu'on remette en cause sa présence ni même sa politique au Tibet. De larges secteurs de l'opinion occidentale voient dans le soutien au Dalaï Lama un combat pour les libertés et la non-violence. Mais la Chine, quelles que soient les critiques internationales, conservera le contrôle de la région.

10 L'ex-Sahara occidental

Le conflit du Sahara occidental est à la fois un vestige de la décolonisation, une guerre gelée et un conflit territorial entre le Maroc et le Front Polisario qui dit représenter le peuple sahraoui, sur fond de rivalités régionales entre le Maroc et l'Algérie.

Région désertique du Maghreb située entre le Maroc, l'Algérie et la Mauritanie, le Sahara dispose d'une façade maritime importante sur l'océan Atlantique. La région abrite la deuxième plus grande réserve de phosphates au monde et d'importantes richesses halieutiques. La découverte de pétrole et de gaz au large de la Mauritanie laisse supposer que les côtes du Sahara pourraient également en être riches.

La région a été peuplée de tribus nomades qui ont conclu des allégeances avec les sultans marocains. L'Espagne en a fait un protectorat en 1884. À partir des années 1960, elle est soumise à la pression de l'ONU pour décoloniser. Le 6 novembre 1975, le roi Hassan II du Maroc ordonne « une marche verte ». 300 000 citoyens marocains prennent pacifiquement possession des deux tiers du territoire, le sud revenant à la Mauritanie.

En 1976, le mouvement armé Front Polisario proclame la république Arabe Sahraoui démocratique grâce à l'appui politique et logistique de l'Algérie. En 1989, la Mauritanie renonce à la partie du territoire qu'il occupe. En 1991, un cessez-le-feu est signé, le Maroc occupe 80 % du Sahara occidental, le front Polisario reste sur les régions frontalières de l'Algérie et de la Mauritanie.

Depuis 1998, l'ONU a décidé que la question territoriale doit être résolue par référendum. Le problème est de déterminer le corps électoral pouvant y participer : Maroc et Polisario ne se mettent pas d'accord sur ce point. Le Front Polisario reproche au Maroc d'avoir modifié la composition de la population sahraouie en y établissant de nombreux Marocains.

Pour l'Algérie, le soutien au Polisario est un moyen d'affaiblir à moindre coût le Maroc. La constitution d'un État sahraoui lui permettrait d'avoir un accès à l'océan Atlantique. Pour le Maroc, la question touche à la définition même de l'État et fait l'objet d'un consensus national. Celui qui remettrait en cause l'appartenance du Sahara au royaume passerait pour antipatriotique. La France et les États-Unis sont proches des positions du Maroc qui est pour eux un allié stratégique.

Le maintien du conflit empêche le développement de la coopération intermaghrébine. La frontière entre l'Algérie et le Maroc reste fermée, ce qui constitue un frein au développement économique de la région.

Les résidents marocains sont estimés à 300 à 400 000 dans l'ancien Sahara occidental. Le Maroc propose un plan d'autonomie pour le Sahara.

Le conflit risque de se prolonger, ou du moins de ne pas être réglé avant longtemps. Son maintien en régime de basse intensité est supportable pour tous les protagonistes car il est d'un faible coût. À terme, le Maroc peut estimer que le temps joue pour lui, que le développement de la région et la modification de la composition de la population rendront irréversible le rapport de forces en sa faveur. Un règlement définitif ferait forcément un perdant. Il pourrait cependant constituer la condition et la base d'un rapprochement entre le Maroc et l'Algérie, mutuellement bénéfique.

Résumé

L'Algérie et le Maroc s'affrontent à propos de l'ex-Sahara occidental. La région a été conquise pacifiquement par le Maroc après le départ des Espagnols. Pour les Marocains, il fait partie intégrante de son territoire. L'Algérie aide le Front Polisario qui réclame l'indépendance. Ce conflit non réglé empêche une véritable coopération intermaghrébine.

Partie 4

Les 10 tendances structurelles

1

La fin de l'hyperpuissance américaine

Après avoir dominé le monde dans la seconde partie du ^{xx}^e siècle, les États-Unis sont confrontés à la montée en puissance de leurs concurrents et à la multipolarisation du monde.

Les États-Unis sont devenus la première puissance économique mondiale à la fin du ^{xix}^e siècle. Pour autant ils n'étaient pas encore la première puissance stratégique, rôle que tenait encore la Grande-Bretagne grâce à son empire colonial et à sa domination des mers. L'intervention américaine fut décisive pour faire déterminer le camp de la victoire dans la Première Guerre mondiale. Mais le courant isolationniste était encore trop fort pour que les États-Unis participent à l'organisation de l'ordre mondial, une fois la paix obtenue. L'attaque japonaise sur Pearl Harbor le 7 décembre 1941 montra les limites de l'isolationnisme et les plongea dans la Seconde Guerre mondiale.

Ils furent le seul pays qui sortit de la guerre plus puissant qu'il n'y était entré. Cela était dû à leur situation géographique. Le territoire des États-Unis était protégé des attaques ennemies par deux océans, à l'est

et à l'ouest. Au nord et au sud, ils partageaient les frontières avec des pays amis. Ils n'ont donc pas subi les bombardements qui ont dévasté le territoire des autres pays protagonistes de la guerre. Les populations civiles avaient été ainsi également épargnées. Les pertes humaines des États-Unis étaient bien inférieures proportionnellement à celles des autres pays grâce à cette sanctuarisation de leur territoire. Le potentiel industriel avait non seulement été épargné, mais il avait été stimulé par l'effort de guerre et la destruction de celui des autres pays. À l'issue de la guerre, leur production de charbon était égale à la moitié de la production mondiale, celle du pétrole aux deux tiers.

Vite confrontés à la menace soviétique, ils vont, selon l'expression de Truman, prendre « la tête du monde libre » ; ils sont de façon incontestée la première puissance du monde.

Cette puissance est multiforme. Elle est bien sûr stratégique. Même si les États-Unis vont rapidement perdre le monopole de l'arme nucléaire, ils seront toujours en tête dans la course aux armements, notamment d'un point de vue qualitatif. L'Union soviétique ne connaîtra qu'un bref moment la parité stratégique avec les États-Unis, du début des années 1970 (le traité SACT¹ qui consacre cette parité est signé le 26 mai 1972), au début des années 1980. Les États-Unis vont de nouveau faire la différence grâce à leur avance technologique. Le PNB américain est le premier PNB mondial. Les États-Unis ont été à l'origine de nombreuses innovations technologiques. Enfin la capacité d'attraction de la *American Way of Life*, la popularité de son cinéma, de ses universités, etc., sont autant d'atouts dans la compétition internationale qui lui permettent d'élargir son influence bien au-delà de son territoire et bien au-delà des territoires où son armée est présente.

La disparition de l'Union soviétique concomitante au développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, où les États-Unis excellent, allait leur permettre d'accroître encore leurs avances relatives. Dans les années 1990, Hubert Védrine, alors ministre des Affaires Étrangères, forge le concept « d'hyperpuissance », signifiant que celui plus ancien de « superpuissance » ne suffit plus à rendre compte de la domination américaine dans tous les aspects de la compétition internationale. Au même moment, le géopolitologue américain

Zbigniew Brzeziński estime que les États-Unis sont le premier empire de l'âge global, les empires précédents n'ayant été que des empires régionaux.

Le déclin américain avait été prédit plusieurs fois dans le passé, donc à tort. Il l'avait été lorsqu'en 1957 l'URSS avait pu lancer un Spoutnik relevant le défi de la conquête de l'espace. Il l'avait été également lorsque à partir de la fin années 1950, par la mise au point de missiles intercontinentaux, les Soviétiques pouvaient menacer le territoire américain, mettant fin à la sanctuarisation dont ce dernier bénéficiait depuis la naissance du pays. Il l'avait encore été lors de l'enlèvement de la guerre du Vietnam, puis à la fin de la convertibilité du dollar en or entre 1971 et 1973, en 1979 après l'entrée des Soviétiques en Afghanistan et le renversement du Shah en Iran, et à la fin des années 1980 lorsque les industries automobile et électronique japonaises donnaient le sentiment de tailler en pièces leurs homologues américaines. À chaque fois les États-Unis se sont relevés pour continuer à faire la course en tête.

On peut donc se demander si la nouvelle annonce d'un déclin américain ne rejoindra pas les précédentes.

Deux éléments montrent que la tendance actuelle est beaucoup plus forte structurellement que les données conjoncturelles passées.

Le premier est que, dans un monde globalisé, même la première puissance mondiale n'a pas les mains libres pour agir comme elle l'entend. La diversification et la multiplication des acteurs empêchent un seul d'entre eux de pouvoir fixer seul l'agenda et les règles. Le second est qu'il ne s'agit pas tant d'un déclin américain en tant que tel que de la montée en puissance de nombreux autres États. Il y a une multitude de pays émergents.

La croyance en l'existence de l'hyperpuissance américaine avait conduit George Bush à mener des politiques unilatérales dont la guerre d'Irak fut l'exemple le plus achevé, et qui ont conduit à accélérer l'affaiblissement relatif des États-Unis. Barack Obama a intégré la multipolarisation du monde et la fin de la suprématie américaine. C'est pour cela qu'il répète que les États-Unis ne peuvent résoudre seuls les grands défis qui se posent au monde, mais que sans les États-Unis ceux-ci ne peuvent être résolus.

Résumé

Les États-Unis ont pris le leadership mondial au sortir de la Guerre froide, avant d'être en concurrence avec l'Union soviétique. L'effondrement de cette dernière crée l'illusion de l'émergence d'un monde unipolaire, dominé par les seuls États-Unis. Mais la globalisation et l'émergence d'autres puissances, ainsi que la diversification des formes de la puissance, va faire voler en éclats cette théorie.

2 La fin du monopole occidental de la puissance

Le monde occidental est en passe de perdre le monopole dont il bénéficiait depuis cinq siècles.

Entre le ^v^e et le ^x^e siècle, l'Europe sera le lieu de passage de nombreuses invasions ou migrations. Elle va connaître une première expansion avec les croisades en Orient de 1095 à 1291.

À partir de la fin du ^{xv}^e siècle et ce que l'on a appelé « les grandes découvertes », l'Europe va se lancer à la conquête du monde. La soif de l'or et des épices va la mettre en contact avec d'autres civilisations, qu'elle va détruire par les combats et les maladies contagieuses ou réduire au servage. Le ^{xix}^e siècle va connaître une nouvelle expansion européenne, à la fois territoriale et technologique (bateaux à vapeur, chemins de fer, télégraphe). Si les États-Unis puis l'Amérique latine obtiennent leur indépendance, ils restent culturellement proches des Européens. En Amérique latine, les pouvoirs sont blancs, Indiens et métis n'ayant pas accès aux responsabilités et encore moins au pouvoir. Aux États-Unis, la ségrégation va se substituer à l'esclavage. Les WASP (white anglo-saxons protestants) ont le monopole du pouvoir politique et économique.

Cette domination européenne est en grande partie due à l'émulation que suscitent la concurrence et la fragmentation politique du continent. Jusqu'au début du ^{xix}^e siècle, la Chine représentera un tiers du PNB mondial. Mais le pouvoir est centralisé. Lorsqu'au ^{xv}^e siècle l'empereur chinois décide que les marins ne s'aventureront plus outre-mer pour des découvertes ou conquêtes, il n'est pas possible d'échapper à son autorité. En Europe, si le roi du Portugal refuse à Christophe Colomb les moyens de son expédition, ce dernier peut s'adresser au souverain espagnol.

La conquête du monde s'est faite avec des moyens militaires initialement relativement faibles. Les guerres intra-européennes vont amener les pays du vieux continent à moderniser sans cesse leurs équipements et à bénéficier d'une solide avance.

1905 constitue, si ce n'est un tournant, du moins un signal : le Japon obtient une victoire militaire aux dépens de la Russie. C'est la première défaite dans une guerre d'un pays blanc.

À la veille de la Première Guerre mondiale, Français et Britanniques sont tous deux à la tête d'un empire global. Belges, Portugais, Espagnols et Allemands, Néerlandais sont également à la tête de possessions coloniales. Les Européens dominent le monde qu'ils se sont partagés au nom de leur « *mission civilisatrice* ».

Mais la concurrence qui avait été la force de l'Europe va constituer sa perte. Elle va les conduire à la Première Guerre mondiale, qui est également présentée comme une guerre civile intra-européenne. Elle va affaiblir l'Europe économiquement et démographiquement. La Seconde Guerre mondiale sera la fin définitive de la domination européenne du monde. Vainqueurs et vaincus sont réunis dans la ruine, dominés et protégés à la fois par les États-Unis et l'Union soviétique. L'Europe n'est plus le centre du monde, elle est l'enjeu de la compétition soviéto-américaine. Les empires coloniaux sont ébranlés et vont rapidement s'effondrer. Les États-Unis prennent cependant le relais du leadership international, toujours exercé au nom du monde occidental. La concurrence soviétique existe, mais elle n'est pas de nature à renverser cette suprématie.

Si la mondialisation des années 1990 a été vue comme une américanisation de la planète, de même que celle du ^{xvi}^e siècle avait été vue comme son européanisation, les choses vont rapidement changer. Poussée démographique de l'Afrique, poussée économique de l'Asie, poussée stratégique du monde musulman, les remises en cause de la domination occidentale sont nombreuses. Les pays émergents ne peuvent être résumés aux seuls BRIC (Brésil Russie Inde Chine). Cette catégorie contient des dizaines de pays, en majeure partie, non occidentaux.

Ces derniers ne demandent pas la permission aux pays occidentaux pour se développer, ils le font par eux-mêmes. Par ailleurs, ils n'acceptent plus que le monde occidental fixe seul, au nom de l'intérêt commun ou de l'universalité de ses valeurs, l'agenda et les règles internationales. Le monde occidental, habitué à diriger la manœuvre depuis cinq siècles, connaît donc une profonde remise en cause et doit faire face à une situation inconnue depuis des dizaines de générations.

Résumé

Grâce aux grandes découvertes et aux révolutions techniques, mais aussi poussées par leurs rivalités, les puissances européennes ont dominé le monde. Les deux guerres mondiales les ont affaiblies mais les États-Unis ont pris le relais. L'émergence d'autres puissances provoque la fin de la suprématie absolue du monde occidental.

3 Les États-Unis basculent vers le Pacifique

Les États-Unis, longtemps tournés vers l'Atlantique, voient leurs intérêts se situer désormais sur les rives du Pacifique.

Depuis leur accession à l'indépendance à la seconde moitié du ^{xx}^e siècle, les États-Unis ont été repliés sur eux-mêmes et les deux continents américains. À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, pour relever le défi soviétique, ils ont mis fin à leur isolationnisme, pris en charge la défense de l'Europe occidentale et sont entrés pour la première fois dans une alliance militaire en temps de paix, l'Alliance atlantique. Si le caractère mondial de la compétition avec l'URSS leur a fait conclure des traités militaires dans la plupart des régions du monde (la pactomanie), c'est bien en Europe qu'était situé l'enjeu essentiel. Au début des années 1980, avec l'accession au pouvoir de Ronald Reagan, ancien gouverneur de Californie, on a commencé à parler d'un basculement des États-Unis vers le Pacifique. Selon cette analyse, le centre du monde, après avoir été situé en Méditerranée puis dans l'Atlantique, se trouvait désormais dans l'océan Pacifique. La montée en puissance du Japon, le développement des « tigres » asiatiques renforçaient l'attractivité économique de la zone.

Mais le Pacifique est un océan vide et ne peut donc être le centre du monde. Ce sont plus ses façades américaine et asiatique qui lui donnent son importance. La rivalité Est-Ouest restait par ailleurs la grille principale de lecture des relations internationales. La Guerre froide terminée, avec l'essor des géants indiens et chinois et le développement de l'Asie du Sud-Est, le continent asiatique allait prendre une importance inégalée. Il devrait contenir 58 % de la population mondiale et 40 % du PNB mondial en 2030.

On peut dès lors se demander si les États-Unis n'ont pas effectué ce basculement depuis longtemps annoncé, plus de l'Europe vers l'Asie que de l'Atlantique vers le Pacifique.

Barack Obama, qui a vécu à Hawaï et en Indonésie, a créé un choc psychologique dans les pays européens lorsqu'il a refusé de se rendre au sommet Union européenne/États-Unis de mai 2010. Les pays européens qui parfois se plaignaient d'un trop grand empressement des Américains à leur égard émettent la crainte d'un abandon même relatif de la part de Washington au profit de l'Asie. Dans le moment actuel des relations internationales, l'Europe n'est pour les États-Unis ni un problème ni une solution. Elle n'est pas un problème dans la mesure où les relations sont apaisées (les tensions existant à l'époque de George Bush ont disparu). Mais elle ne peut guère apporter une solution aux préoccupations majeures du président américain, qui vont de l'Iran au conflit israélo-palestinien, de l'Afghanistan à l'Irak.

Outre son importance démographique et économique, l'Asie est le continent où se trouve le pays qui se considérait comme le rival principal actuel ou à venir des États-Unis, la Chine. La relation sino-américaine est en passe de devenir la relation bilatérale la plus importante pour Washington, faite de rivalités stratégiques, de coopération et de compétition économique. Au-delà des alliances anciennes entretenues avec le Japon et la Corée du Sud, les États-Unis sont tentés de créer une alliance avec l'Inde. Elle est facilitée de par la comparaison possible faite entre les deux régimes politiques (les plus grandes démocraties du monde) ainsi que par l'existence d'une solide minorité indienne établie aux États-Unis, servant de pont entre les deux pays. Pour l'Inde, l'alliance avec Washington est le moyen d'accélérer sa reconnaissance comme sixième puissance mondiale. Pour les États-Unis, l'alliance avec

L'Inde joue un rôle équivalent par rapport au rival chinois à ce qu'avait été le rapprochement sino-américain vis-à-vis du rival soviétique. Les États-Unis se sont engagés à aider l'Inde à obtenir un siège permanent au conseil de sécurité des Nations unies. Mais le besoin de garder de bonnes relations avec le Pakistan notamment, en ayant en tête l'importance de ce pays pour régler la question afghane, constitue une pomme de discorde entre New Delhi et Washington.

L'Indonésie est également un élément important. Plus que le fait qu'Obama y ait vécu, c'est le pays musulman le plus peuplé du monde. C'est également un pays émergent du Sud où la démocratie est consolidée. C'est enfin le pays qui se vit comme l'héritier du tiers-mondisme, des principes de la conférence de Bandoeng de 1955 et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'Indonésie est courtisée à la fois par la Chine et par les États-Unis et peut rester indépendante à l'égard des deux.

Résumé

Leurs origines puis la rivalité avec l'URSS conduisent les États-Unis à se tourner principalement vers l'Atlantique. La fin de la Guerre froide et la montée en puissance des pays asiatiques les font se tourner vers le Pacifique.

4 La prolifération étatique

*Depuis 1945, le nombre d'États a quadruplé.
Le mouvement se poursuit au point que l'on peut parler de prolifération étatique.*

La prolifération nucléaire des armes de destruction massive est considérée depuis plusieurs décennies comme une des menaces majeures pour la sécurité internationale. L'augmentation du nombre d'États possédant l'arme nucléaire, depuis l'apparition de cette dernière, est cependant relativement lente (huit États ont rejoint les États-Unis depuis 1945) et extrêmement contrôlée (le régime de non-prolifération constitue une barrière difficilement franchissable).

Il est une autre augmentation plus forte, que rien ne paraît pouvoir maîtriser, celle du nombre d'États.

Il y avait une cinquantaine d'États à la création de l'ONU, ils sont désormais 192 membres de l'organisation internationale. Le nombre d'États ou d'entités politiques avait été fortement réduit au ^{xix}^e siècle, notamment du fait des unifications allemandes et italiennes. Au ^{xx}^e siècle, la dissolution des empires austro-hongrois et ottoman, après la Première Guerre mondiale, le processus de décolonisation à la suite de la Seconde, avaient augmenté le nombre d'États au nom des indépendances nationales et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La fin du clivage Est-Ouest a suscité une troisième vague avec la dissolution des empires multinationaux soviétique et yougoslave. Dans les deux exemples, on voit qu'outre l'affirmation de l'identité nationale, c'est plutôt des raisons économiques qui ont provoqué le sécessionnisme. Dans l'ex-Union soviétique ce sont les États slaves (Russie, Ukraine et Biélorussie) qui ont pensé que leur développement économique serait plus facilement assuré s'ils se débarrassaient du poids des États périphériques d'Asie centrale. Les différences nationales existaient en Yougoslavie, mais ce qui a dynamité en premier la fédération c'est la volonté de la petite Slovénie d'obtenir son indépendance parce qu'elle avait le PNB par tête le plus important de la fédération et qu'elle pensait, à juste titre, qu'indépendante elle intégrerait plus facilement l'Union européenne, ce qui accélérerait son développement économique. Dans les États de l'Union européenne, ce sont les régions les plus riches (flamands en Belgique, Padanie en Italie, Catalogne en Espagne) qui revendiquent l'autonomie ou l'indépendance. Leur identité nationale et leurs droits culturels ne sont pourtant pas bafoués mais c'est bien la répartition de la richesse qui fait la différence. Si le front de libération de l'enclave du Cabinda réclame son indépendance vis-à-vis de l'Angola, c'est parce que cette région

concentre une grande partie de la production pétrolière de la nation. En Bolivie, la région qui concentre la richesse minière du pays a également des velléités sécessionnistes. La motivation du Sud-Soudan à obtenir son indépendance, au-delà des différences religieuses, s'explique par le fait que c'est sur son territoire que se situe la majeure partie des réserves du pays en pétrole. La volonté sécessionniste est souvent la traduction d'une volonté de ne pas partager les richesses avec d'autres. Il y a la conviction que la prospérité est plus facile à atteindre au sein d'une entité réduite que perdue dans un ensemble plus vaste. Parfois la majorité cherche à se débarrasser d'une minorité jugée improductive, dans d'autres cas la minorité espère améliorer son sort en obtenant l'indépendance de la majorité.

Ces zones richement dotées de ressources naturelles ou plus développées voient l'intérêt économique qu'elles peuvent trouver dans la sécession, revendiquant la possession des ressources ou des richesses au détriment du reste du pays. Les responsables politiques, pour leur part, préfèrent être à la tête de petits pays riches que l'un des responsables d'un grand pays pauvre.

Poussé à sa logique extrême, le mouvement de sécession pourrait conduire à un émiettement du monde qui risque de le rendre encore plus difficilement gérable. Il peut déboucher sur la création d'États artificiels ou non viables, constituant autant de zones grises propices à la déstabilisation. Le risque de prolifération vient d'une dilution du sentiment de solidarité. La sécession a un effet multiplicateur. Il n'est pas problématique d'être Serbe en Croatie sous le toit commun yougoslave, mais si la Croatie devient indépendante, les Serbes vont vouloir obtenir également une sécession. Des tendances sécessionnistes ont à leur tour été suscitées dans la plupart des républiques issues de l'ancienne Union soviétique. Aujourd'hui, le phénomène sécessionniste joue sur tous les continents et concerne la plupart du temps les zones les plus riches.

Le divorce de deux lourds entre les Tchèques et les Slovaques est l'exception. Les tendances sécessionnistes se traduisent souvent par des conflits, le centre n'admettant pas l'autonomie de la périphérie et régissant par la force.

La plupart des guerres sont des guerres civiles, infra-étatiques. La grande majorité de ces conflits est motivée par des tendances sécessionnistes.

Les guerres, autrefois de conquêtes, sont désormais principalement de sécession.

Le mouvement sécessionniste peut également viser à conserver la rente constituée par les matières premières situées sur une partie du territoire. On l'isole de fait ou de droit pour en conserver le contrôle.

Résumé

Si la prolifération des armes nucléaires a été relativement contenue, l'augmentation très forte du nombre d'États et la poussée des mouvements sécessionnistes permettent de parler de prolifération étatique. Les sécessions sont principalement motivées par des raisons économiques et peuvent susciter des conflits extrêmement violents.

5 La Chine, prochaine première puissance mondiale

Connaissant une croissance à deux chiffres depuis plus de trente ans, la Chine semble promise à devenir la première puissance mondiale.

Pendant l'époque de Mao Tse Toung, la Chine faisait peur par sa masse (plus importante population mondiale), par son régime (pratiquant l'endoctrinement à grande échelle), par ses soubresauts politiques (grand bond en avant, grande révolution culturelle prolétarienne) et par sa remise en cause de l'ordre international qui lui faisait critiquer tout autant l'Union soviétique que les États-Unis. Pourtant, le sous-développement de son économie, le sous-équipement de son armée et les tumultes qui la déchiraient de l'intérieur empêchaient la Chine de pouvoir peser réellement sur les affaires du monde. À partir de 1978, avec la prise de pouvoir de Deng Xiaoping, ses quatre modernisations (industrie, technologie, agriculture et défense) et l'ouverture de son économie, la Chine allait connaître une croissance aussi forte qu'ininterrompue qui lui donnera la perspective de supplanter, au cours de ce siècle, les États-Unis comme première puissance mondiale.

Au début du ^{xix}^e siècle, la Chine faisait déjà 30 % de la population et du PNB de la planète, mais dans un monde qui n'était pas globalisé. L'Empire du milieu refusait tout contact avec les puissances extérieures, et lorsque ces dernières imposèrent à la Chine l'ouverture, ce fut pour la mettre en coupe réglée. La Chine, divisée sur le plan interne fut soumise et humiliée par les puissances européennes puis au ^{xx}^e siècle agressée par le Japon. Les blessures de l'histoire expliquent un très vif attachement de la Chine à sa souveraineté.

Depuis trente ans, la taille de l'économie chinoise a doublé tous les huit ans. En 1978, elle connaît une croissance annuelle d'environ 10 %. Les réserves de change de la Chine s'élèvent à 1,5 trillion de dollars soit 50 % de plus que le Japon qui arrive au second rang. La moitié du ciment, la moitié des grues utilisées dans le monde sont situées en Chine. Non seulement la croissance de la Chine est supérieure aux autres États mais sa dimension, son poids font que sa croissance a des répercussions mondiales bien plus importantes que celles des autres États. Le développement de la Chine a forcément un impact majeur sur les quatre cinquièmes de l'humanité qui ne sont pas chinois.

L'accession de la Chine au premier rang mondial était-il inéluctable ? Peut-il connaître l'éclatement de la bulle spéculative comme le Japon ? Plusieurs questions peuvent se poser : la Chine maintiendra-t-elle son unité ? Celle-ci n'est pas menacée pour des raisons techniques mais plutôt économiques, il y a un équilibre à trouver entre les zones côtières dont la croissance est extrêmement rapide et les campagnes où elle l'est moins. Du fait de la politique de l'enfant unique, la Chine va devoir faire face à un vieillissement de sa population, ce qui peut contribuer à freiner son dynamisme. La Chine maintiendra-t-elle son système de capitalisme d'État avec le monopole au pouvoir du parti communiste ? Tant que le système assure la croissance économique, il y a un pacte social qui unit la population et son gouvernement. Une diminution de la croissance remettrait le pacte en cause et créerait des troubles politiques. La Chine, consciente de la nécessité d'améliorer son image internationale, cherche également à améliorer son *soft power* en multipliant les instituts Confucius dans le monde ou en lançant une chaîne internationale de télévision.

La dégradation de l'environnement est aussi un défi majeur pour la Chine dont la croissance économique a jusqu'ici été peu respectueuse de l'écologie. Les Chinois doivent également se soucier du développement des inégalités sociales.

La Chine assure ne pas vouloir dominer le monde mais simplement défendre ses intérêts. Contrairement aux pays influencés par le christianisme et l'islam qui ont développé une volonté de répandre leur vision du monde et de convertir les autres peuples à leur foi, le simple fait d'être elle-même et de devenir une puissance mondiale respectée et reconnue peut suffire à la Chine.

Les Chinois disent n'avoir jamais voulu se lancer dans des conquêtes coloniales ou d'expansion territoriale, mais simplement vouloir défendre leur intégrité territoriale. C'est pourquoi la restitution de Hong Kong et de Macao, qui avaient été conquis au ^{xix}^e siècle par la Grande-Bretagne et le Portugal, a été considérée comme renfermant une parenthèse douloureuse. Désormais, l'un des objectifs géopolitiques majeurs de la Chine est la réunification avec Taïwan¹.

Résumé

Après avoir longtemps stagné économiquement sous Mao Tsé Toung, la Chine bénéficie, depuis le début des années 1980, d'une croissance exceptionnelle due à l'ouverture du pays aux capitaux étrangers. Elle est en passe de devenir la première puissance mondiale. Les Chinois affirment que leur développement est purement pacifique, mais leur poids bouleverse de toute façon les équilibres mondiaux.

1. Cf. chapitre 5, partie 3, Chine et Taïwan.

6 La montée en puissance de l'opinion publique

« Pour la première fois de l'histoire du monde, l'ensemble de l'humanité est politiquement active. »

Cette formule de Zbigniew Brzezinski rend compte de l'une des plus formidables mutations structurelles des relations internationales.

Du temps de Louis XIII, Richelieu faisait seul – et avec succès – la politique étrangère de la France. Par la suite, y compris sous les monarchies absolues de Louis XIV et Louis XV, si le roi et ses ministres décidaient seuls des grandes affaires de l'État, ils faisaient néanmoins un minimum attention à ce que le pays pouvait penser et/ou supporter, notamment par rapport au poids des guerres. Le poids de l'opinion s'est évidemment renforcé avec la Révolution française. La constitution d'armées nationales rendait encore plus nécessaire l'adhésion des opinions. Le développement des moyens d'information va susciter un regain d'intérêt pour ce qui se passe à l'extérieur des frontières. Lorsqu'il intervient en Italie, Napoléon III, tout empereur qu'il est, doit tenir compte du soutien des catholiques au pape et d'une autre partie de l'opinion à

l'unité italienne. À la fin du ^{xix}^e siècle, on se mobilise en Europe pour le sort des chrétiens du Liban, pour l'indépendance des Grecs et des Serbes par rapport à l'Empire ottoman.

La Première Guerre mondiale sera l'occasion d'une vaste mobilisation populaire et patriotique plus prompte à faire de la surenchère guerrière qu'à tempérer les ardeurs. La boucherie qu'elle fut suscita un fort courant pacifiste par la suite. La Guerre froide fut avant toute une guerre de propagande et donc une bataille pour l'opinion, qu'on défende le socialisme en dénonçant l'exploitation capitaliste, ou la démocratie en critiquant la dictature communiste.

Le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication marque une étape nouvelle avec des moyens d'information et de communication décentralisés et individualisés.

L'opinion publique pèse de son poids, évidemment dans les démocraties, mais également dans les régimes autoritaires. Mis à part la Corée du Nord, aucun régime ne peut se maintenir uniquement par la force et il est donc indispensable, si ce n'est d'avoir un soutien populaire, du moins de ne pas susciter un trop fort rejet. Même le contrôle par un régime des moyens d'information n'est pas une garantie contre la contestation. À travers Internet les sociétés civiles s'informent par elles-mêmes, échangent et se mobilisent. L'image étant devenue un élément important de la puissance, la bataille pour l'opinion en est réévaluée. L'immense supériorité militaire des Américains en Irak ou en Afghanistan n'est que d'un faible secours par rapport au rejet que suscite, dans une partie des opinions irakiennes et afghanes, leur présence militaire assimilée à une occupation. Tout gouvernement doit se battre sur deux niveaux, convaincre tout d'abord sa propre opinion qu'il mène une politique conforme à l'intérêt national et ensuite l'opinion des autres pays que son action est compatible avec l'intérêt général. Les deux ne sont pas toujours compatibles et, s'il doit faire un choix, un gouvernement jouera toujours la carte du soutien intérieur par rapport à l'approbation extérieure. Mais la réprobation internationale a un prix. Du fait de leur puissance pendant les deux mandats de George Bush, l'impopularité de leur politique extérieure avait débouché sur une très forte dégradation de l'image des États-Unis et un affaiblissement relatif de leurs positions. L'actuel gouvernement israélien jouit d'un

large soutien national et n'a pas de crainte à avoir d'un point de vue militaire vis-à-vis des Palestiniens. Pour autant la politique qu'il mène vis-à-vis de ces derniers suscite une impopularité forte au niveau international. Même des régimes qui ne sont pas des démocraties au sens classique, comme la Russie ou la Chine, se soucient de l'image que peut avoir leur politique au niveau international. Malgré leur dénégaration, ils tiennent compte à leur manière des mouvements d'opinion publique. Récemment la révolution en Tunisie qui a renversé un régime autoritaire, malgré la censure des médias, a montré la force de l'opinion y compris dans un environnement défavorable. La révolution tunisienne a provoqué une réplique en Égypte et une onde de choc dans tout le monde arabe.

Résumé

Autrefois absente des processus de décision en politique internationale, l'opinion publique a vu son poids sans cesse renforcé. Elle joue désormais un rôle considérable, non seulement dans les démocraties mais également dans les autres régimes.

7 *Le soft power*

Le pouvoir d'influencer est un instrument de puissance plus efficace que celui de contraindre.

Jo Nye a été doyen de la Kennedy school of government de l'université de Harvard, président du National intelligence council et secrétaire adjoint à la défense du président Clinton. Il définit la puissance comme la capacité d'obtenir un résultat donné et si possible d'altérer dans ce sens le comportement des autres. Il recense les éléments classiques de la puissance, population en territoire, puissance économique, force militaire qui doivent cependant être intelligemment utilisés.

La puissance, historiquement manifestée par la guerre et la conquête, donc par sa forme militaire, a aujourd'hui pris des formes plus complexes. Nye reconnaît que la puissance militaire comme toujours procure aux États-Unis des avantages au Proche-Orient en Asie, les formes classiques de la puissance permettant d'édicter des règles du jeu favorable : les classiques *hard power* ou puissance dure. Nye admet que le *hard power* américain décline relativement face à ses rivaux.

Pour autant, les États-Unis disposent d'un atout incomparable – le *soft power* ou puissance douce qui est une forme indirecte, mais extrêmement efficace, d'exercice de la puissance. C'est le pouvoir d'influence, la capacité d'attraction dont peut bénéficier un pays. Pour les États-Unis, les valeurs de liberté et de prospérité, de sociétés ouvertes, de mobilité sociale sont extrêmement attrayantes en dehors du territoire américain. Des universités américaines attirent une grande partie des élites mondiales qui reviendront chez eux avec des *a priori* favorables aux États-Unis. Nye prend comme autre exemple les pays scandinaves dont l'engagement dans des politiques d'aide au développement, ou leur implication dans des forces de maintien de la paix, leur procure un prestige et une popularité supérieure à leur potentiel militaire ou économique. Leur suprématie dans la culture de masse leur procure également des avantages certains. Hollywood fabrique certes du rêve mais aussi de l'influence par l'exportation mondiale de standards culturels d'autant plus efficaces que leur diffusion passe par l'adhésion volontaire de spectateurs et non par la contrainte.

Le *soft power* permet d'exercer une influence politique, de faciliter la conquête des marchés, etc. Si une nation parvient à persuader une autre que leurs intérêts sont communs, elle parviendra beaucoup plus facilement et plus durablement à la faire adhérer à sa politique que si elle veut obtenir ce résultat par la contrainte.

Si le *soft power* se distingue du *hard power*, une nation doit disposer des deux pour affirmer sa puissance. À la fin de la Guerre froide, l'URSS avait en grande partie perdu la guerre de l'image contre les États-Unis, apparaissant comme figée, despotique, bureaucratique et inefficace face à une société ouverte et démocratique.

Le *hard power* israélien assure une puissance stratégique inégalée au Proche-Orient, mais son *soft power* – autrefois très fort – décline et devient un sujet de préoccupation et peut à terme contribuer à l'affaiblissement de ses positions. Le *hard power* est indubitablement en faveur des Américains en Afghanistan – comme il l'était en Irak – mais leur manque de *soft power* dans ce pays fragilise au plus haut point leur présence, y compris militaire.

Le Qatar est un petit pays, mais le succès de sa chaîne de télévision Al-Jazeera lui donne un statut international équivalent.

Le Dalai Lama dispose, à l'évidence, d'un *soft power* très large. Au-delà des Tibétains et des bouddhistes, il exerce un leadership moral très développé. Il bénéficie du soutien d'une grande partie de l'opinion publique occidentale, de vedettes d'Hollywood, etc. Mais une absence totale de *hard power* explique qu'il soit en exil. La Chine, à l'inverse est très critiquée pour sa politique au Tibet, surtout d'ailleurs dans la presse occidentale, mais c'est elle qui exerce la souveraineté sur ce territoire.

La mondialisation, qui permet une circulation plus rapide et plus universelle des informations, renforce le poids de l'image dans la définition de la puissance. L'image d'un pays se joue des barrières frontalières.

Résumé

La puissance dure (*hard power*) ou pouvoir de contrainte, ne suffit plus aujourd'hui pour être une grande puissance. Le pouvoir d'influence (*soft power*) est tout aussi nécessaire. Par l'obtention d'un soutien politique sur une base volontaire, il est même plus efficace. Mais pour être une véritable grande puissance, il faut pouvoir jouer sur les deux tableaux.

8

La redéfinition de la puissance

La puissance internationale n'est plus centrée sur la force militaire ; ses formes se sont considérablement diversifiées.

Pour Morgenthau, le grand auteur classique américain sur les relations internationales, « *à l'instar de toute politique, la politique internationale est une lutte pour le pouvoir* ».

Dans sa définition classique, la puissance était caractérisée par la capacité d'un acteur à pouvoir imposer sa volonté aux autres, ou à modifier leur volonté en fonction de ses propres intérêts. L'intérêt, c'était un rapport de forces au sens classique du terme où le plus faible doit céder face au plus puissant. La puissance était avant tout déterminée par la taille de l'armée du territoire, de l'économie, de la richesse disponible, par l'importance des matières premières dont le sous-sol est riche. La conquête territoriale, source de puissance supplémentaire, de sécurité élargie et de futurs revenus, était l'objectif principal. La configuration géographique, façade maritime, enclavement terrestre, position insulaire, contrôle des voies de passage, était un élément primordial.

Ces critères peuvent être en fait à double détente. Un territoire trop grand, que l'on ne parvient pas à contrôler, est une source d'inquiétude potentielle et donc d'affaiblissement actif. C'est le cas actuellement pour la Russie. Mais dans le passé c'est la taille de son territoire qui l'a sauvée deux fois face à Napoléon et Hitler. Une population trop nombreuse à laquelle on ne peut offrir des débouchés, peut être un facteur de déstabilisation sociale. De même que l'éducation d'une population est un facteur de puissance, mais si les jeunes diplômés arrivent sur le marché du travail sans pouvoir être employés, ils deviennent un potentiel de recrutement pour ceux qui veulent renverser le régime, y compris par la force. Un pays riche qui n'aurait pas les moyens de se défendre, serait soumis, soit aux appétits extérieurs, soit à un protecteur (cf. le Koweït cible facile pour l'Irak et qui depuis doit vivre sous protection américaine). La possession de matières premières constitue un atout, mais peut également faire de celui qui en dispose une cible pour les appétits extérieurs ou intérieurs. À l'inverse, le fait d'être privé de matières premières n'a pas empêché ou peut-être a contraint le Japon et la Corée du Sud à se lancer dans la course à la technologie.

Un pays puissant militairement, mais dont l'économie est faible, est menacé d'implosion (URSS) une société multi-ethnique peut être une source de rayonnement extérieur (États-Unis) ou de conflits internes (Yougoslavie).

Un pays dont le territoire est très réduit ou la population peu nombreuse, peut jouer un rôle stratégique majeur (Israël, Cuba) ou avoir un rayonnement sans commune mesure avec sa taille (Qatar : Al Jazeera, Coupe du monde 2022).

La puissance devient plus multiforme, plus diffuse, moins basée sur la coercition que sur la conviction et l'influence. L'heure des conquêtes territoriales est terminée, c'est désormais l'attractivité du territoire (par rapport aux investisseurs étrangers, aux touristes) qui importe. La cohésion nationale, l'équilibre interne d'une société prend une importance croissante.

Pour Machiavel y était plus important d'être craint que d'être aimé. La peur que l'on suscitait, faisait partie du rapport de force.

Si le fait d'être redouté est toujours un élément de la puissance, aujourd'hui l'image, la popularité, l'attractivité, en sont également une dimension importante.

Résumé

La puissance revêt des formes diversifiées. À côté des critères classiques (armée, économie) sont apparus des critères plus subjectifs (image, attractivité). La puissance reste au cœur de la vie internationale.

9 La justice internationale

D'abord balbutiante et disposant de compétences limitées, la justice internationale tend à s'affirmer.

La Cour internationale de justice, établie comme organe judiciaire principal de l'ONU en 1945, n'est pas un véritable tribunal, dans la mesure où elle n'est compétente que pour juger des États et à condition qu'ils acceptent de lui déférer leurs litiges.

Les tribunaux de Nürenberg et Tokyo avaient jugé les criminels de guerre allemands et japonais, avec la définition du crime de génocide en 1948, il y avait un vide juridictionnel pour juger des individus coupables de tels crimes, même de crimes de guerre ou contre l'humanité. Seuls les États pouvaient le faire avec le risque de ne permettre qu'une justice des vainqueurs.

En 1993 a été établi un tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Un tribunal du même type a été créé pour le Rwanda. Dans les deux cas, il s'agit de réagir à l'événement et non pas d'exercer un effet dissuasif. Il y a donc un double reproche d'agir au coup par coup.

Un tribunal spécial pour la Sierra Leone et un tribunal spécial pour le Liban (pour le meurtre de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri) ont aussi été créés. La Cour pénale internationale a été instaurée en 1998.

Son caractère permanent et global lui permet d'avoir un rôle à la fois punitif et préventif. Peuvent être jugés uniquement les crimes commis sur le territoire par les ressortissants des États sauf si le Conseil de sécurité saisit la Cour, laquelle ne peut juger des affaires antérieures à sa création et par ailleurs ne juge que les crimes les plus graves, crimes de guerre, crimes contre l'humanité, crimes de génocide et crimes d'agression. Elle peut être saisie par un État partie au traité, le Conseil de sécurité de l'ONU ou le procureur de la Cour.

En mars 2009, la Cour a lancé un mandat d'arrêt à l'encontre du président soudanais Omar El Bechir pour crimes contre l'humanité, du fait des massacres commis au Darfour depuis 2003. Les pays africains et arabes ont dénoncé le « *deux poids, deux mesures* » de cette décision. La Cour a été saisie par le Conseil de sécurité, dont certains membres permanents ne sont pas membres à la cour. Celui-ci dénonce par ailleurs le fait que les crimes de guerre commis par Israël lors de la guerre de Gaza ne font pas l'objet de la même attention.

Depuis sa création, la CPI a également été saisie pour les crimes perpétrés en République démocratique du Congo, en Ouganda et au Kenya. Lors des événements de Côte d'Ivoire de décembre 2010, la menace d'une éventuelle saisine de la CPI avait été brandie. Les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Inde, la plupart des pays arabes et Israël ne sont pas parties au traité.

L'existence d'une Cour pénale internationale, si elle devenait réellement universelle, modifierait le paysage juridique stratégique. Il mettrait fin à une éventuelle protection territoriale de personnes inculpées.

Avant la création de la CPI, pour ne pas permettre de laisser s'instaurer un sentiment d'impunité, des États se sont dotés de législation reconnaissant le principe de la compétence universelle : la Belgique, l'Espagne, la Suisse, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie, le Danemark, Israël, etc. Ce principe permet à un État de poursuivre les auteurs de certains crimes (cela dépend de ce que la loi interne prévoit)

quel que soit le lieu où le crime a été commis, et sans égard à la nationalité des auteurs et des victimes.

De nombreuses plaintes ont été déposées en Belgique à l'encontre d'anciens responsables rwandais à propos du génocide, guatémaltèques pour l'assassinat de deux prêtres belges, d'israéliens pour les massacres des camps de Sabra et Chatila, d'américains pour la guerre d'Irak. Suite aux menaces américaine et israélienne d'isoler la Belgique, la loi sera modifiée. Les tribunaux belges étant seulement compétents si l'accusé est belge, s'il a sa résidence principale en Belgique, si la victime est belge ou résidente en Belgique depuis au moins trois ans au moment des faits.

En 1998, les juges espagnols Garzon et Castellon demandèrent l'extradition du dictateur chilien Auguste Pinochet, qui se trouvait à Londres. L'extradition sera refusée par le ministre britannique de l'Intérieur pour des raisons médicales. En 2009, la législation espagnole fut également restreinte sur la compétence universelle.

Eichmann, ancien nazi, a été enlevé en Argentine en 1960, la justice israélienne s'est déclarée compétente en raison du caractère universel des crimes commis, il sera exécuté par pendaison le 1^{er} juin 1962.

Résumé

La justice internationale a tout d'abord été exclusivement interétatique, compétente uniquement en cas d'acceptation des États. Après la création de tribunaux spéciaux répondant à des conflits d'après-Guerre froide, une Cour pénale internationale a été instaurée et joue désormais un rôle à la fois punitif et préventif.

10 La démocratie progresse

Le monde entier n'est pas régi par la démocratie, mais celle-ci étend son emprise de façon régulière.

Tous les pays ne sont pas encore démocratiques. Les démocraties existantes connaissent des imperfections, mais le mouvement général, sous l'effet du développement de l'information, de la conscience de plus en plus grande des opinions, de leur capacité de mobilisation, permet de penser que la tendance structurelle lourde est de conduire à la démocratie.

Il n'y a plus aujourd'hui qu'un seul pays réellement totalitaire, c'est la Corée du Nord. Dans les autres pays où la démocratie ne s'exerce pas, on peut parler de régimes autoritaires répressifs ou dictatoriaux, mais plus totalitaires comme dans les années 1950-1960. Si la Chine aujourd'hui a encore des progrès à faire en matière du respect des droits de l'homme, elle n'a plus rien à voir, en termes de privation de liberté collective et individuelle, avec la Chine de Mao.

La Guerre froide avait été présentée comme une lutte entre les démocraties et les systèmes totalitaires. C'était exact, même si au cours de cette période les régimes occidentaux n'ont pas hésité à soutenir des dictatures militaires ou même le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud au nom de la lutte contre le communisme. La fin de la Guerre froide n'a pas débouché sur la fin de l'histoire, comme l'avait prédit Francis Fukuyama, qui pensait que le système d'économie de marché et les démocraties occidentales se seraient imposés comme modèle universel. Cet optimisme et même cette *hubris* occidental avait conduit certains à penser que le monde occidental pouvait imposer et exporter, y compris par la force, ses règles.

Certes, avec la disparition du clivage Est-Ouest, l'Europe de l'Est s'était dotée de régimes démocratiques. Dans les années 1980, ce furent les dictatures latino-américaines qui se sont effondrées les unes après les autres. Désormais le pouvoir se gagne par les urnes et non plus par les armes. Si les espoirs d'une démocratisation globale de l'Afrique, avec l'établissement de conférences nationales dans la plupart des pays au début de 1990 ne se sont pas confirmés, il y a néanmoins un mouvement général et des *success story* démocratiques dans ce continent. En Asie, des régimes militaires dictatoriaux à Taiwan et en Corée du Sud ont laissé place à des démocraties vivantes avec des sociétés civiles puissantes.

La révolution tunisienne a montré qu'un régime répressif ne pouvait éternellement se mettre à l'abri de la contestation d'une population éduquée. Elle a créé une onde de choc dans tout le monde arabe et même au-delà.

Deux erreurs ont été communément commises par rapport à la généralisation du système démocratique. Certains responsables politiques ou intellectuels occidentaux, procédant à un relativisme culturel, estimaient que les pays asiatiques ou africains n'étaient pas éligibles à la démocratie. L'autre a été et de vouloir l'imposer de l'extérieur, y compris par la force. Ces deux approches dénotaient un sentiment de supériorité. Elles ne prenaient pas en compte le fait que l'aspiration à la démocratie est un sentiment universel, mais dont la mise en œuvre correspond à des moments politiques internes, spécifiques à chaque nation.

L'époque où les peuples étaient passifs est révolue. De plus en plus, ils prennent leur destin en main. Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de retour en arrière et que l'accès à l'information ne s'accompagne pas de tentatives de désinformation, mais globalement il y a un mouvement irréversible de prise en main de leur propre destin par les peuples.

Résumé

Sous l'effet du développement économique, de l'éducation et d'un accès plus facile à l'information, la démocratie est en progrès partout dans le monde. S'il existe encore des régimes autoritaires, il n'y a plus – ou presque – de régimes totalitaires.

Partie 5

Les 10 questionnements

1 La fin des frontières

La mondialisation, avec le développement des flux, des réseaux et des échanges, a été présentée comme signifiant la fin des territoires et des frontières qui les délimitent.

Un monde globalisé devait être un monde déterritorialisé. Les frontières étaient impuissantes à enrayer ou à stopper les transactions financières, la libre circulation des marchandises, des hommes et des idées. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication venaient les affaiblir un peu plus. Si les frontières sont devenues plus poreuses, elles ne sont en rien abolies.

On peut tout d'abord dire qu'elles se sont multipliées. L'augmentation du nombre d'États depuis vingt ans a conduit à une augmentation parallèle de l'étendue des frontières. Ces dernières sont par ailleurs loin d'être obsolètes. Il serait techniquement plus facile aujourd'hui pour Phileas Fogg de faire le tour du monde en 80 jours. Contrairement à la situation du héros de Jules Verne dont le livre a été publié en 1873, personne ne prendrait le risque de parier une importante somme

d'argent sur le fait qu'il serait impossible de faire le tour de la planète dans un délai qui paraissait si court à l'époque, qui paraît si long aujourd'hui. Mais après bien des péripéties Phileas Fogg est rentré sain et sauf. Celui qui entreprendrait le même périple aujourd'hui ne serait pas certain d'en faire autant. Par ailleurs, une simple carte de visite ne suffit plus à voyager à travers le monde, il faut aujourd'hui passeports et visas dans la plupart des pays. L'effacement des frontières ne joue pas pour tout le monde dans le même sens, il est aisé et relativement peu coûteux pour un citoyen européen de se rendre dans un pays africain pour y passer quelques jours de vacances, l'inverse n'est pas vrai. Dans la plupart des cas, un Africain qui voudrait rejoindre le continent européen, le ferait par un système de passeurs avec un voyage long, dangereux et coûteux. Il ne peut être certain de parvenir à ses fins, il peut même y risquer sa vie.

La mobilité humaine engendrée par la mondialisation est venue susciter l'édification de nouvelles barrières. Pour des raisons de conquêtes territoriales, de sécurité, pour enrayer l'immigration, des murs ont été construits par Israël sur les Territoires palestiniens, par les États-Unis à leur frontière avec le Mexique, par le Maroc au Sahara occidental, par les Européens dans les enclaves espagnoles situées au Maroc de Ceuta et Melilla.

C'est bien plus largement sur un problème de territoires et de frontières que le conflit israélo-palestinien perdure. Ce conflit, contrairement aux apparences ou à la présentation qui en est souvent faite, n'est pas un conflit religieux (le but de chacun des protagonistes n'est pas de convertir l'autre), mais il s'agit bien de savoir quel partage ou non-partage des Territoires de l'ancienne Palestine mandataire sera fait entre Arabes et juifs. Le 38^e parallèle reste entre les deux Corée un point de fixation extrêmement dangereux. Ce n'est plus l'idéologie qui sépare Pékin de Taïwan, mais bien la question de savoir s'il existe une ou deux Chine, bref de savoir si le territoire de l'île de Taïwan appartient ou non à la République populaire de Chine. Les différentes poussées sécessionnistes existant dans le monde montrent bien la volonté de nombreux acteurs politiques de contrôler en propre un territoire, et de voir ce contrôle reconnu par des frontières de fait ou de droit.

Les questions frontalières demeurent les plus sensibles sur le plan géopolitique, pour la bonne et simple raison que les États demeurent les acteurs centraux des relations internationales. De plus, la globalisation, si elle a réduit les distances, n'a pas mis fin aux rivalités, et le territoire – et ses délimitations – reste incontournable.

Résumé

Si la globalisation a modifié les notions de temps et d'espace en raccourcissant les distances, elle n'a pas fait perdre sa pertinence à la notion de territoire, de frontières et des rivalités qui s'exercent pour leur contrôle. Les frontières restent au cœur de la géopolitique, de la vie internationale et de la définition même de l'État.

2 La mondialisation universelle

La mondialisation est la formule la plus souvent employée pour qualifier l'époque actuelle. Elle n'est pourtant pas un phénomène totalement nouveau.

Une première forme avait eu lieu à partir de 1492, des grandes découvertes et de la circumnavigation. Différentes parties du monde qui n'étaient pas liées entre elles entraient en contact fût-ce pour le plus grand malheur des populations amérindiennes. Une seconde mondialisation eut lieu au ^{xix}^e siècle avec la révolution industrielle. Une série de découvertes technologiques modifiait la relation avec le temps et l'espace, comme le téléphone, le télégraphe, la machine à vapeur qui permettait de créer le chemin de fer, celui-ci bouleversant l'ordre territorial existant. Les transports (et la guerre) maritime étaient révolutionnés par la marine à vapeur. La traction automobile allait également modifier le rapport à l'espace.

Un peu plus tard, l'aviation créait également une rupture dans la relation de l'homme et l'espace, modifiant les notions de temps et d'espace.

La troisième mondialisation est caractérisée par une vague de libéralisation des échanges, des investissements et des flux de capitaux, par la formidable contraction du temps et de l'espace que procurent les moyens nouveaux de communication et l'abaissement de leurs coûts.

La mondialisation est concomitante de l'implosion de l'Union soviétique et de son Empire qui fit disparaître le rideau de fer divisant l'Europe, et du développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication. La conjonction de ces révolutions géopolitiques et technologiques va bouleverser les cartes du monde, les rapports de force et les rivalités territoriales. Les barrières politiques et techniques, autrefois infranchissables, s'effondrent en même temps.

La formule de Marshal McLuhan, selon laquelle le monde était un village global, est devenue une réalité. On peut tout connaître de ce qui se passe dans le monde comme dans un village. Il y a la création de standards culturels mondiaux.

Un éditorialiste américain conclut, dans un best-seller mondial, que « *le monde est plat* ». La révolution numérique a aboli les frontières commerciales et politiques. Ce ne sont plus les États, ni même les firmes multinationales qui entrent en relation ou en concurrence, mais les individus, qui constituent des réseaux, notamment par Internet.

Cela conclut à rendre insupportable le but d'une guerre, en raison de la rupture des échanges commerciaux qu'elle suppose.

Il ne faut cependant pas oublier qu'une grande partie de la planète n'a pas accès à Internet. La fracture numérique s'est substituée à la fracture nord/sud, et elle s'installe non seulement entre pays développés et non développés, mais également au sein de chaque nation.

De surcroît, la mondialisation n'a pas produit l'établissement de règles communes, acceptées et respectées par tous. La planète s'est rétrécie, mais les rivalités et les conflits demeurent.

Le taux de pénétration d'Internet connaît une forte expansion. Mais cette expansion est inégale : 70 % en Amérique du Nord, contre 10 % au Moyen-Orient et 4 % en Afrique. L'importance que revêt Internet rend par ailleurs encore plus important le fossé entre ceux qui en sont

équipés et ceux qui en sont coupés. Internet peut rapprocher les individus mais être aussi un outil précieux pour les groupes terroristes ou le crime organisé.

Résumé

La nouvelle vague de mondialisation a profondément bouleversé les notions de temps, d'espace et de distance. Elle n'a cependant pas eu les mêmes effets à l'échelle globale. Les territoires restent diversifiés, il n'y a pas de critères globaux s'exerçant de façon tout à fait universelle.

3

L'impuissance de la puissance militaire

La puissance militaire, si elle n'est pas devenue obsolète après la fin de la Guerre froide, a cependant des limites à l'heure de la globalisation.

La force militaire a longtemps été l'élément primordial de la puissance et de la détermination des rapports de force géopolitiques. C'est elle qui permettait de satisfaire les appétits territoriaux d'une entité politique, de déjouer ceux des puissances rivales. C'est grâce à elle que les grands empires se sont constitués, c'est sous les coups adverses qu'ils se sont délités. Dans un monde où le droit international n'existait pas, ou à peine, la puissance militaire était la condition première de survie.

Juste qu'au milieu du ^{xx}e siècle, la guerre était considérée comme un mode normal de relations entre les États. Ni illégale ni illégitime, elle était l'un des moyens tout à fait admis de la vie internationale. Avoir une armée puissante était une nécessité absolue pour la préservation de la souveraineté.

Les espoirs basés sur le triptyque paix-arbitrage-désarmement ou la Société des Nations, après la Première Guerre mondiale, n'ont pas résisté à la montée des antagonismes et au choc de la Seconde Guerre mondiale.

La rivalité Est-Ouest pour le contrôle du monde s'est tout logiquement accompagnée d'une course aux armements, entre Moscou et Washington. C'est leur supériorité militaire vis-à-vis de tous les États, y compris de leurs alliés, qui ont permis à l'URSS et aux États-Unis de prendre le leadership de leur camp respectif, et d'être considérés comme des « superpuissances ».

À la fin de la Guerre froide, le facteur militaire a de nouveau été mis en question comme critère de puissance. Tout d'abord parce que l'on a attribué à la quête effrénée de sécurité les causes de l'implosion de l'Union soviétique qui a négligé le développement économique et social interne du pays. La disparition de la menace soviétique a été assimilée dans le monde occidental à la fin de toute menace d'ordre militaire. La puissance militaire était donc perçue comme inutile (il n'y avait plus d'ennemis) et dangereuse (l'affectation prioritaire de ressources à la défense affaiblissait l'économie d'une société).

La dissipation des illusions de « la fin de l'histoire » ou « du nouvel ordre mondial » est venue mettre fin à l'espoir d'un monde où la guerre donc la puissance militaire n'aurait plus de raison d'être. La fin de la Guerre froide n'a pas été la fin de la conflictualité. Celle-ci a simplement changé de sens ; les conflits qui ébranlent la planète n'opposent plus systématiquement des protagonistes dont l'un est relié à Washington et l'autre à Moscou, et les guerres infra et internationales s'enchevêtrent.

Si on a parlé au début des années 1990 de « dividendes de la paix » avec l'espoir pour certains, la crainte pour d'autres, d'une diminution des dépenses militaires, celle-ci ne s'est en rien réalisée. Le montant des dépenses militaires mondiales a, au contraire, constamment augmenté pour atteindre aujourd'hui un montant d'environ 1 400 milliards de dollars, dont la moitié est réalisée par les seuls États-Unis. Il est tout à fait exceptionnel dans l'histoire de l'humanité qu'un seul pays fasse à lui seul la moitié des dépenses militaires mondiales.

Pour autant, la puissance militaire n'a plus la même signification aujourd'hui. Elle n'est plus un gage de sécurité absolue. Le coût des

attentats du 11 septembre 2001 qui ont si durement frappé les États-Unis a été évalué à 100 000 dollars. À l'époque, le budget militaire américain était de 280 milliards de dollars. Même en l'ayant presque triplé, les États-Unis ne se sentent pas en parfaite sécurité. S'ils ne craignent plus aucune menace étatique, ils se sentent toujours fragiles face aux menaces asymétriques et infra-étatiques.

L'hyperpuissance militaire américaine n'a guère été plus utile ni plus efficace sur des théâtres extérieurs. La guerre contre l'armée irakienne a été gagnée en quelques jours en 2003, mais l'Irak s'est rapidement transformé en borbier pour l'armée américaine. Les soldats occidentaux sont à la recherche d'une porte de sortie en Afghanistan, où après avoir facilement renversé le régime des Talibans en octobre 2001, ils se demandent combien de temps ils pourront contrer leur retour au pouvoir.

L'immense disproportion des forces entre l'armée israélienne et le Hezbollah au Liban en juillet 2006, ou le Hamas à Gaza en décembre 2008-janvier 2009, n'a pourtant pas permis à Israël de mettre hors d'état de nuire ses adversaires.

La puissance militaire peut entretenir l'illusion de la toute-puissance et de ne pas voir ses limites. Napoléon en avait déjà subi les conséquences en s'engluant en Espagne et en poussant trop loin ses troupes en Russie. Hitler a eu l'illusion qu'il pouvait se battre sur deux fronts à l'est et à l'ouest.

La puissance militaire est un moyen qui doit être mis au service d'une fin politique, faute de quoi ses limites apparaissent rapidement.

Le critère militaire reste cependant un élément fongible à la puissance. Un pays qui dépend d'un autre pour sa sécurité, ou qui se sent sous le coup d'une menace militaire, verra ses marges de manœuvre politique diminuées. Le fait que l'Arabie saoudite (et les pays du Golfe en général) ou le Japon soient dépendants des États-Unis pour leur sécurité donne aux Américains un réel ascendant politique.

La puissance militaire ne permet plus d'assurer le contrôle territorial. La résistance à la présence de forces armées étrangères peut être contenue mais pas vaincue sur le long terme. Même des troupes initialement considérées comme étant de libération sont rapidement vécues comme des troupes d'occupation.

Résumé

À l'issue de la Guerre froide, certains ont cru que la puissance militaire avait perdu de sa pertinence. La disparition de l'URSS n'ayant pas signifié la fin des rivalités et des conflits, on s'est rapidement aperçu que la force militaire demeurait un élément indispensable de la souveraineté. L'occupation militaire d'un territoire et d'un peuple est néanmoins de plus en plus l'objet de rejets qui la rendent coûteuse et difficile à maintenir à terme.

4 Les NTIC : transparence démocratique ou nouveau totalitarisme ?

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication bouleversent la relation entre le citoyen et le pouvoir.

Les NTIC suscitent des réactions mitigées. Elles permettent un accès à la connaissance et à la diffusion de l'information beaucoup plus répandu. Cette dernière n'est plus réservée à une élite mais peut être accessible à un plus grand nombre de citoyens. Wikileaks a pu porter à la connaissance du monde entier des télégrammes diplomatiques, réservés à quelques responsables politiques et diplomates. Certains ont salué ceux-ci comme le triomphe des citoyens sur les diplomaties secrètes, accusées d'être porteuses de coups tordus à l'encontre des intérêts des peuples. D'autres ont protesté contre le coup porté à la diplomatie. Dévoilées sur la place publique, les négociations peuvent rapidement échouer. Le temps diplomatique ne peut pas aller au même rythme que le temps médiatique, l'opinion étant toujours pressée. Un argument plus fort était qu'une totale transparence avait un caractère totalitaire. Si plus rien n'est secret, l'individu n'est-il pas mis en danger ?

Les technologies actuelles donnent un éventuel pouvoir totalitaire, les moyens de surveiller de façon plus efficace les populations que ce qu'avait imaginé George Orwell dans son livre *1984*, écrit en 1948. Les défenseurs de Wikileaks disent que leur objectif est de permettre, non pas un contrôle des citoyens par le gouvernement, mais exactement l'inverse.

Internet, le téléphone portable sont des facteurs de liberté et de mobilité mais permettent en même temps de suivre les mouvements et les goûts à la trace. L'embrigadement et le conditionnement ne se font plus par des métiers de masse, comme au début du ^{xx}e siècle, mais par un suivi individualisé de chaque citoyen consommateur.

Un pays peut néanmoins bloquer la transmission de certains messages au moyen de mots-clés qui portent sur les matières politiques sociales ou de sécurité. Quatorze pays ont une telle politique : la Birmanie, la Chine, l'Éthiopie, l'Iran, Oman, la Syrie, la Thaïlande, la Tunisie, les Émirats arabes unis, l'Ouzbékistan, le Vietnam, le Pakistan, l'Arabie saoudite, le Soudan et le Yémen. Il y a donc toujours une éventuelle limite territoriale au flux d'informations sans frontières qu'est Internet. Mais un pays qui limite l'accès de ses citoyens aux NTIC en subit les conséquences en termes de modernisation et de développement technologique.

Internet permet de créer des mobilisations sans grands moyens. Les téléphones portables sont à même de filmer des scènes de répression et de les faire connaître même s'il n'y a pas la présence initiale de journalistes étrangers.

Les NTIC sont basées sur la décentralisation de la décision, la responsabilité des individus. Elles sont difficilement compatibles avec des systèmes politiques qui se méfient de l'autonomie des citoyens et de leur liberté d'action.

L'implosion de l'URSS, du fait des difficultés de sa modernisation économique, est largement due au fait qu'elle a été incapable de faire face à cette révolution technologique, alors qu'elle avait réussi dans les années 1950 sa révolution industrielle. En 1987, il y avait seulement cent mille ordinateurs personnels en URSS contre une production annuelle de cinq millions aux États-Unis.

La révolution de Jasmin de janvier 2011 en Tunisie a montré l'importance d'Internet et des réseaux sociaux dans la mobilisation politique. Dans un pays où la presse était soumise à une censure sévère, où la contestation politique était interdite, Internet a permis à la population de s'informer, d'échanger des idées et de se mobiliser. Dans un pays de 11 millions d'habitants comptant 4 millions d'internautes, il était impossible de priver la population d'informations de l'extérieur et de l'empêcher de faire des comparaisons.

De même, le fait que la Chine compte 300 millions d'internautes modifie le rapport de force entre les citoyens et le pouvoir. La règle générale est une plus grande méfiance des pouvoirs en place et des institutions face à la liberté et à la souplesse que donnent les nouvelles technologies d'information et de communication, et un enthousiasme largement répandu chez les citoyens ordinaires. De fait gouvernement et institutions s'adaptent en recourant eux-mêmes aux NTIC.

Si leur développement suscite un débat sur des abus éventuels, sur les dangers d'un système où l'absence de secret déboucherait sur l'absence de vie privée, il y a une tendance structurelle lourde à la transparence, à la plus grande circulation des informations, à la diffusion plus large des savoirs et connaissances.

Résumé

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) apparaissent à la fois comme un possible instrument de contrôle et donc d'asservissement des populations et un formidable moyen de liberté d'information et de communication. Elles joueront un rôle croissant à l'avenir et modifient déjà la relation entre les citoyens et le pouvoir. Un mouvement structurel vers plus de transparence et de pouvoir des citoyens semble inéluctable.

5 L'ingérence

L'ingérence a été le thème de l'un des débats géopolitiques les plus vifs à la fin du ^{xx}e siècle faisant l'objet d'analyses contradictoires.

C'était un sujet géopolitique par excellence puisque l'ingérence s'opposait à la souveraineté et remettait donc en cause le principe du contrôle total de son territoire et de sa population par un gouvernement.

Pour ses promoteurs, l'ingérence était une façon de faire échec à l'impunité des dictateurs et constituait un droit de regard de l'humanité sur les affaires intérieures de l'État. Pour ses opposants, c'était le masque d'une volonté néocoloniale des pays occidentaux de venir limiter, fût-ce sous le prétexte de principes humanistes, une indépendance nouvellement et chèrement acquise par les pays du Sud.

Les principes de souveraineté et d'ingérence peuvent tous les deux être pris comme des héritages de la Seconde Guerre mondiale. La souveraineté est là pour protéger les États faibles des appétits des États puissants et empêcher les forts d'imposer leur volonté aux faibles, l'ingérence existe pour empêcher qu'un régime criminel (donc fort) puisse

s'en prendre impunément à sa population (plus faible face à l'État) ou à d'autres pour commettre des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou des génocides.

L'ingérence est un effet secondaire de la mondialisation puisqu'elle est le produit conjugué du rôle croissant des ONG sur la scène internationale, du poids grandissant et de l'influence réciproque qu'elles exercent l'une sur l'autre, des médias, des opinions publiques et de la réduction des distances qui permettent à la fois une meilleure information et de plus grandes possibilités d'intervention extérieure. Poussée jusqu'à son extrême logique, l'ingérence vient donc effacer les frontières et considérer comme la preuve d'une générosité le souci de se préoccuper du malheur des autres, le refus de l'indifférence ou du cynisme face à des catastrophes naturelles ou politiques lointaines.

Mais pour certains, elle n'est que la redéfinition de l'intervention d'humanité qui, au ^{xix}^e siècle, permettait aux pays européens de se lancer dans des opérations militaires unilatérales à l'étranger au nom de la protection des nationaux ou des coreligionnaires.

Plusieurs ambiguïtés subsistent en effet sur l'ingérence. Elle ne peut en fait être mise en œuvre que par des puissances fortes par rapport à des pays plus faibles, elle a donc eu très longtemps un aspect nord-sud inégalitaire. Qui pouvait décider que l'ingérence soit ou non légitime et qui pouvait la mettre en œuvre ? Il ne pouvait pas y avoir d'ingérence des pays du Sud à l'encontre des pays du Nord. Par ailleurs, elle pouvait également être à géométrie variable. On s'ingérait lorsqu'il y avait des violations des droits de l'homme. Mais celles-ci étaient plus fermement ressenties lorsque les pays qui les commettaient étaient des rivaux ou des adversaires des pays occidentaux, lesquels fermaient les yeux lorsqu'elles étaient le fait de pays amis. Ceci explique que l'ingérence était très populaire parmi les opinions publiques des pays du Nord et extrêmement impopulaire dans les pays du Sud, qu'ils soient d'ailleurs démocratiques ou non. L'opposition au droit d'ingérence dans les pays du Sud, qui venaient d'acquérir leur indépendance n'était pas simplement le fait, comme une présentation rapide le laissait penser, de dictateurs s'opposant à l'extension de la démocratie mais de pays qui, ayant acquis leur souveraineté, pensaient à la défendre.

Le droit d'ingérence devrait remporter moins de succès à l'avenir sous l'effet de trois phénomènes. Tout d'abord les excès auxquels il a conduit, qui sont venus mettre en doute l'intérêt de ce concept. C'est bien au nom d'une certaine forme d'ingérence que la guerre d'Irak était conduite et que les catastrophes qu'elle a suscitées (et les mensonges qui l'ont accompagnée) sont venues ternir les secteurs qui lui étaient le plus favorables dans les opinions publiques occidentales. Le second phénomène est la perte du monopole de la puissance du monde occidental, liée à l'émergence des autres nations. De ce fait le monde occidental n'est plus aussi libre qu'auparavant pour agir à sa guise sur l'ensemble de la scène internationale. Enfin le troisième élément est lié à l'affirmation de la justice internationale qui vient, de façon beaucoup plus universelle, remettre en cause l'impunité des dictateurs, et apparaît moins partielle que l'ingérence.

Résumé

L'ingérence est considérée comme un devoir moral d'intervention par les pays du Nord, afin de ne pas être insensibles au malheur des autres, mais elle est perçue comme une tentative de domination néocoloniale par les pays du Sud. Pouvant obligatoirement n'être mise en œuvre que par des puissances fortes, elle est remise en cause et devrait s'effacer devant les normes plus universelles de la justice internationale.

6 L'obsolescence des États

L'État a perdu le monopole de l'action internationale, il en reste cependant l'acteur central.

L'analyse géopolitique classique est centrée sur les États. La géopolitique étant l'analyse des rivalités pour le contrôle de territoires, l'État a longtemps été son sujet principal, si ce n'est unique. Ce sont les États qui contrôlent des territoires. Ceux qui échappent à une souveraineté étatique sont d'ailleurs appelés des *terrae nullius*. Dans la géopolitique classique, les États sont considérés comme les seuls acteurs internationaux. Les guerres se font pour conquérir des territoires nouveaux. Les frontières sont modifiées en fonction des victoires et des défaites.

Lorsque Raymond Aron publie en 1962 son grand traité de relations internationales *Paix et guerres entre les nations*, il écrit que les relations internationales sont par définition « *des relations entre nations. Dans la formule "relations internationales", la nation équivaut à n'importe quelle collectivité politique territorialement organisée, disons provisoirement que les relations internationales sont les relations entre unités politiques. Les relations entre États comportent par essence l'alternative de la guerre et de la paix* ».

C'est la logique d'un monde « westphalien » en référence au traité de Westphalie de 1648 qui a mis fin à la guerre de Trente Ans et reconnaît comme principe suprême de l'organisation internationale la souveraineté des États.

Ben Laden, Bill Gates, Julian Assange, le Cio, Amnesty international, Médecins sans frontières, Boeing, Hollywood, sont autant d'exemples qui montrent que l'on peut avoir une action internationale significative sans pour autant être un État. Si le Dalaï Lama est un homme qui compte dans le monde, c'est plus en tant que chef spirituel que leader politique en exil du Tibet.

La mondialisation, le développement des flux et des réseaux, l'effacement des frontières sont venus remettre en cause la toute-puissance étatique.

Mais s'il n'a plus le monopole de l'action internationale, l'État en reste l'acteur central. C'est en sa direction que se tournent les autres acteurs. Les ONG ont une très forte capacité de mobilisation, d'expertise et d'influence sur le débat public, mais seuls les États peuvent signer un traité de lutte contre le réchauffement climatique ou une convention interdisant certaines catégories d'armes. Si plusieurs multinationales ont un chiffre d'affaires supérieur au PNB de nombreux États, elles ne peuvent néanmoins, contrairement à certaines caricatures, leur dicter leur comportement. Au-delà de sa rhétorique, l'objectif central, et la préoccupation majeure de Ben Laden, est bien l'Arabie saoudite. Si Wikileaks a eu un tel impact, c'est parce qu'il permettait au public d'accéder à ce qui était considéré comme des secrets d'État.

La constitution de fonds souverains montre, entre autres exemples, que les États ne sont pas totalement démunis face aux marchés. Et si une régulation financière sévère n'a pas été mise en place après la crise de 2008, c'est bien parce que les États ont volontairement décidé de ne pas le faire.

Résumé

L'État a longtemps été le seul acteur international et possédait le monopole de la puissance. Si d'autres acteurs (organisations internationales, ONG, firmes multinationales, groupes terroristes, etc.) viennent le concurrencer sur la scène internationale, il en occupe toujours le centre.

7 La privatisation de la guerre

Les anciens mercenaires ont été remplacés par des firmes militaires privées, sous-traitants officiels des États.

Les monarchies employaient régulièrement des régiments étrangers des pays alliés. Pendant la guerre de Cent Ans, les grandes compagnies agissaient pour leur propre compte et vivaient sur le dos de la population sans leur apporter aucune protection, bien au contraire.

À partir de la Révolution française et l'exemple symbolique de Valmy, la mobilisation pour sauver « la patrie en danger », l'idée que l'on pouvait se battre, donner et recevoir la mort pour la défense de la nation s'est imposée. Elle a conduit à des mobilisations générales, la constitution d'armées nationales débouchant sur des guerres beaucoup plus coûteuses en hommes avec l'apogée dramatique de la Première Guerre mondiale. L'abondance de la main-d'œuvre militaire et l'industrialisation de la guerre expliquaient l'augmentation exponentielle du nombre de morts. L'engagement pour la patrie occultait et dévaluait les autres formes de mobilisation militaire. Après les guerres d'indépendance

des années 1960 sont apparus des mercenaires ou « soldats perdus ». Le mercenaire est défini par les conventions de Genève comme « une personne spécialement recrutée dans un pays ou à l'étranger pour combattre dans un conflit armé prenant une part directe aux hostilités en vue d'obtenir un avantage personnel, une rémunération supérieure à celle payée aux combattants de la force armée de cette partie et qui n'est pas ressortissant d'une partie au conflit ». De nos jours, l'image de mercenaires est liée aux activités clandestines et délictueuses ainsi qu'aux coups tordus visant à entraver le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

À partir des années 1990 ont surgi des compagnies militaires privées, nouvelle forme de mercenariat ou de force supplétive, baptisée également mercenariat entrepreneurial. La différence avec les mercenaires des années 1960 n'est pas l'articulation de leur activité avec les États – c'était déjà le cas avant – mais le caractère public (et non plus clandestin) de leur existence et l'ampleur de leur développement. Il s'agit de sociétés officielles traitant directement avec les ministères de la défense des pays occidentaux, principalement des États-Unis, et réalisant pour leur compte des tâches autrefois dévolues aux armées. Cela conduit à une privatisation de la guerre qui accompagne un vaste mouvement de privatisation des services publics. L'impact en est bien sûr différent parce que le pouvoir militaire est au cœur même de la souveraineté. Le recours à ce type de structure s'explique par la multiplication de conflits lointains dans lesquels la sécurité nationale n'est pas directement en jeu et par les réticences de l'opinion vis-à-vis du nombre de morts. Le recours à des forces privées permet de ne pas engager directement la responsabilité étatique.

Néanmoins, il pose de nombreux problèmes comme le contrôle démocratique sur l'utilisation de la force, l'ampleur de la délégation de souveraineté, le recours à des personnels moins encadrés, moins formés et moins soumis à la chaîne hiérarchique étatique, pouvant ouvrir plus facilement le feu de façon incontrôlée.

Les sociétés militaires privées peuvent apparaître comme des menaces pour la sécurité globale parce qu'elles dépendent d'intérêts privés et peuvent tirer avantage de la prolongation des conflits pour maintenir leur rentabilité. Le complexe militaro-industriel, qui dispose déjà d'un

rapport de forces favorable à l'État, serait renforcé au détriment de l'intérêt national.

Les missions de ces firmes peuvent être les suivantes : soutien logistique à des déploiements ou des opérations militaires, entretien des systèmes d'armes, protection des locaux, protection rapprochée des personnes, formation des forces militaires et de police sur le territoire national ou à l'étranger, collecte et analyse de renseignements, garde et interrogatoire de prisonniers. Elles peuvent même aller jusqu'à la participation aux combats.

Les firmes privées s'affranchissent des règles de droit de la guerre (cependant souvent bafouées par les armées régulières également). Le marché mondial pour les sociétés militaires privées est estimé à 100 milliards de dollars, dont plus de la moitié pour les États-Unis, les dépenses militaires mondiales étant estimées à 1 400 milliards dont 700 pour les États-Unis. En Afghanistan et en Irak, les contingents des sociétés militaires privées sont les deuxièmes par le nombre, après les forces armées américaines et avant les alliés européens.

La privatisation a cependant des limites. Dans les opinions, l'activité des firmes privées est liée directement à l'État commanditaire qui ne peut s'affranchir si facilement de ses responsabilités politiques et du jugement de l'opinion.

Dans la mesure où son contrôle est plus lâche, il peut être confronté à la difficulté d'avoir une responsabilité engagée avec un pouvoir de décision pourtant affaibli.

Résumé

Les firmes militaires privées occupent une place de plus en plus importante, surtout aux États-Unis dans les opérations militaires. Le recours à ces sociétés est motivé par des raisons pratiques (souplesse, moindre implication de l'État), mais ces firmes posent toutefois des problèmes de contrôle, de formation et de responsabilité. Elles peuvent avoir des conflits d'intérêts délicats, y compris avec l'État qui a recours à elles.

8 Les matières premières

La possession de matières premières, qu'elles soient agricoles ou minières, a toujours été un élément constitutif de la puissance.

C'est la volonté de les acquérir qui a été à l'origine des grandes découvertes à la fin du ^{xv}^e siècle et au début du ^{xvi}^e. L'autosuffisance agricole était un critère déterminant de puissance. Napoléon a tenté d'asphyxier la Grande-Bretagne en instaurant un blocus. La production de charbon a été un élément décisif de l'ascension britannique au ^{xix}^e siècle. Au début du ^{xx}^e, sur les douze plus grandes entreprises américaines, dix exploitaient des ressources naturelles. Tous les pays qui se sont enrichis au ^{xix}^e siècle et au début du ^{xx}^e disposaient d'importantes ressources naturelles.

La fin de la Guerre froide et la mondialisation sont venues remettre en question la possession de ressources naturelles comme critère décisif de puissance. Tout d'abord parce que l'Union soviétique, qui disposait de stocks diversifiés et parmi les plus importants du monde, a néanmoins implosé, la possession de matières n'a pas enrayé sa chute. À l'inverse le

Japon qui en est presque totalement dépourvu, disposait néanmoins du deuxième PNB mondial et apparaissait au même moment comme étant en route pour une ascension que rien ne pourrait arrêter.

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication, tout ce qui ressortait du domaine de la connaissance, de la maîtrise technologique paraissait devoir se substituer comme critère décisif de la puissance à la possession de matières. Elles avaient par ailleurs l'avantage de n'être pas localisées territorialement à l'avance et de pouvoir se développer partout où l'on saura organiser leur accueil et leur développement. On ne peut pas changer la localisation d'un gisement de pétrole ; la Silicon Valley, elle, n'a pas de prédestination géographique.

Ce déclassement des matières premières et ressources naturelles n'a pas duré très longtemps. L'augmentation de la population mondiale, mais surtout l'émergence économique de nombreux pays et la raréfaction relative de ces matières allaient leur redonner une importance capitale. L'accès aux produits de base redevenait vital et la concurrence reprenait de plus belle pour le contrôle des matières premières énergétiques, des produits alimentaires, des minerais rares indispensables pour la fabrication des produits de haute technologie qui ne sont pas immatériels.

C'est grâce à sa production pétrolière et gazière que la Russie a, en grande partie, restauré son rang international et son économie. Les États pétroliers du Golfe, surtout ceux à faible population, ont tiré profit de la hausse du pétrole et du gaz pour racheter des entreprises aux États-Unis et en Europe occidentale.

L'Afrique est un continent délaissé au sortir de la Guerre froide et de nouveau courtisé aujourd'hui par les puissances extérieures grâce à ses ressources pétrolières et minières. La Chine est particulièrement gourmande et intervient dans le développement des pays africains à travers la construction d'infrastructures, en échange desquelles ils obtiennent des droits d'exploitation.

Pour autant, la possession de matières premières peut être tout autant une bénédiction qu'une malédiction. Sur les 53 pays riches en ressources naturelles (ceux qui tirent plus du quart de leurs recettes budgétaires de l'activité extractive), de nombreux figurent parmi les pays les plus pauvres de la planète. La richesse en matières premières peut conduire

à la mauvaise gestion des revenus qui en sont tirés par les dirigeants. La corruption, la gabegie et le syndrome hollandais (les recettes d'exportation ont pour effet l'appréciation de la monnaie nationale et font souffrir les autres secteurs d'exportation soumis à la concurrence internationale qui perdent leur compétitivité) affectent de façon négative les pays riches en matières premières. Ils peuvent surtout être la source de nombreux conflits internes. Des groupes armés rebelles ou des guérillas dégénérées continuent leur activité militaire non pas dans un but politique, mais pour profiter de la rente minière, qui par ailleurs constitue leur source de financement. Le Zaïre, avec la République démocratique du Congo qui était qualifiée de « scandale géologique » tant elle est riche en ressources minières, est l'un des pays les plus sous-développés de la planète à cause de la gabegie de ses dirigeants, de l'exploitation par des groupes armés internes et des puissances extérieures de ses richesses géologiques.

Résumé

Facteur primordial de la puissance, du ^{xix}^e au début du ^{xx}^e siècle, les matières premières ont vu leur importance stratégique diminuer à la sortie de la Guerre froide et avec l'apparition de nouvelles technologies de l'information. L'émergence économique de nombreux pays a recréé un intérêt très vif pour elles, même si pour certains pays les appétits qu'elles nourrissent deviennent des malédictions.

9 Les compétitions sportives mondialisées

Coupe du monde de football et Jeux olympiques, devenus des compétitions sportives mondialisées, ont créé un nouvel espace de rivalités géopolitiques.

Lorsque le baron Pierre de Coubertin voulut recréer les jeux olympiques, il n'avait pas seulement en tête la promotion de la paix par le sport. Il s'agissait également de redonner aux jeunes Français le goût de la culture physique, afin qu'ils soient mieux préparés militairement, face à l'Allemagne. Très rapidement on put mesurer l'impact politique et géopolitique des Jeux olympiques, puis de la Coupe du monde. Les pays vaincus furent exclus des Jeux olympiques après la Première Guerre mondiale. En France, c'est le ministère des Affaires étrangères qui décidait des nations que pouvait rencontrer l'équipe de football. En 1904, pour les Jeux olympiques de Saint-Louis, la majorité des compétiteurs étaient Américains ; en 1930, pour la première Coupe du monde, seules quatre nations européennes acceptèrent de faire le déplacement en Uruguay pour y participer. Mussolini, en 1934, voulut faire de la Coupe

du monde en Italie un instrument de propagande en faveur de son régime. Hitler suivit son exemple pour les Jeux olympiques de 1936, attribués à l'Allemagne avant son accession au pouvoir, pour manifester la réintégration de ce pays dans la communauté internationale. Mais dans les deux cas, l'organisation de l'événement suscita également des articles critiques sur les régimes fascistes et nazis.

La Guerre froide que se livrèrent Soviétiques et Américains se déroula dans la recherche d'alliés et d'appuis stratégiques sur les cinq continents, dans le décompte des chars, avions et armes nucléaires, mais également dans celui des médailles olympiques. Les victoires étaient la manifestation de la supériorité du régime concerné. Malgré sa relative faiblesse démographique, l'Allemagne de l'Est chercha par tous les moyens, y compris par le recours à un dopage massif, à damer le pion à sa cousine de l'Ouest dans l'obtention des médailles. Après l'échec de la France aux Jeux de Rome de 1960, le général de Gaulle, pourtant peu sensible aux compétitions sportives, décida d'organiser au niveau étatique le sport de haut niveau. Il estimait qu'il en allait du prestige de la France. La fin du clivage Est-Ouest, s'il a mis fin à la compétition idéologique au niveau mondial, n'a pas clos le champ des rivalités nationales. Les compétitions sportives mondialisées sont toujours une affaire de prestige et de rivalités de puissances. Il était important pour la Chine d'obtenir la victoire en nombre de médailles d'or lors des Jeux organisés chez elle en 2008.

L'importance stratégique de ces compétitions, notamment les deux plus importantes d'entre elles, les Jeux olympiques et la Coupe du monde de football, s'explique par deux facteurs. Leur attractivité sollicite un nombre sans cesse plus grand de personnes. La télévision permet de créer un stade mondial virtuel où chacun peut prendre place. La finale de la Coupe du monde de football est l'événement télévisé le plus suivi au niveau planétaire. Par ailleurs, la redéfinition de la puissance, où l'image, le prestige et le *soft power* occupent une place de plus en plus importante, donne une importance nouvelle aux victoires sportives. Le champion est un ambassadeur dont le rayonnement dépasse les frontières et qui est bien plus populaire que le chef de l'État.

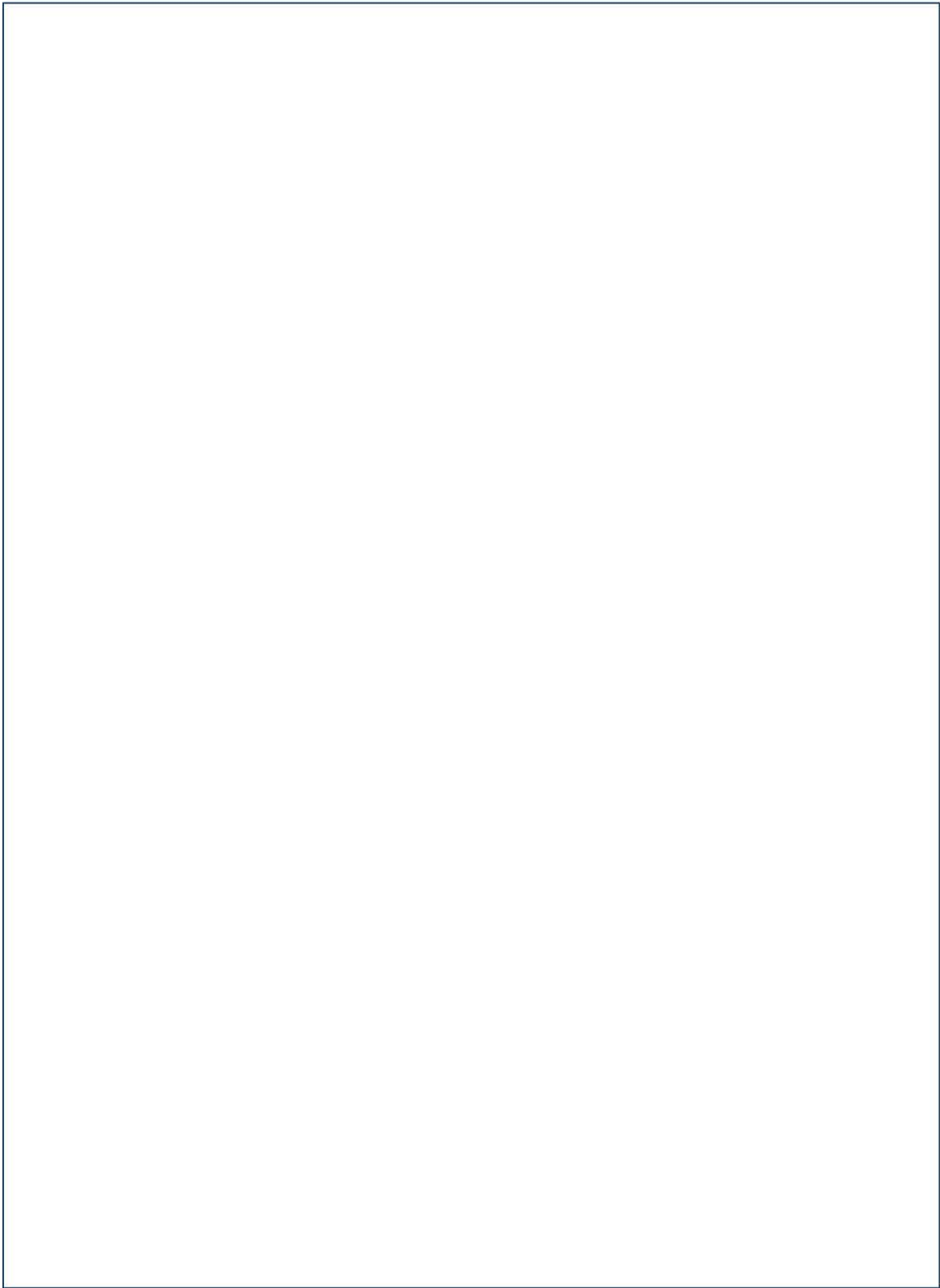
L'organisation de ces événements fait également l'objet d'une compétition acharnée. C'est l'occasion d'être au centre du monde, tant lors

de l'attribution de la compétition que lors de son déroulement. C'est une vitrine rare pour un pays. Le Comité international olympique tout comme la Fédération internationale de football association veulent contribuer à écrire l'histoire géopolitique par leur décision. En attribuant les Jeux à Tokyo en 1964, on clôtura la Seconde Guerre mondiale pour ce qui concerne le Japon. Il en ira de même pour l'Allemagne en 1972. L'attribution des Jeux à Moscou en 1980, décidée en pleine période de détente, a donné lieu à un boycott des pays occidentaux suite à la nouvelle Guerre froide. Le choix de Séoul accompagnait la démocratisation et le développement de ce pays. 2008 était la reconnaissance de l'émergence de la Chine comme grande puissance, les mêmes raisons conduisant à l'attribution des Jeux au Brésil pour 2016. L'attribution de la Coupe du monde à l'Afrique du Sud en 2010, à la Russie pour 2018 et au Qatar pour 2022 participent à ce même mouvement.

En 2010, il s'agissait de montrer que l'Afrique n'était pas exclue de la mondialisation et qu'elle pouvait relever le défi de l'organisation d'un événement de cette importance. Pour la Russie, il s'agissait de saluer son retour à un statut de grande puissance après son fort déclin des années 1990. Enfin le Qatar sera le premier pays arabe et le premier pays musulman à être l'hôte d'une compétition sportive mondialisée.

Résumé

Les compétitions sportives ont toujours servi de relai de la rivalité entre puissances, la victoire permettant de conforter le prestige de la nation. Avec la mondialisation, et surtout l'expansion de la télévision, ce phénomène s'est fortement accentué. La montée en puissance du *soft power* renforce cette tendance. L'enjeu, pour être symbolique, n'en est pas moins réel et important.



10 Défense anti-missile et sanctuarisation

Face à la menace des missiles s'affranchissant des frontières, Moscou et Washington ont voulu recréer une protection de leur territoire.

Confrontés à la menace des missiles balistiques adverses, qui permettent de frapper un territoire sans avoir de frontières avec lui, les deux superpuissances ont voulu se protéger.

Les premiers projets d'un système de missile antimissile avaient été élaborés par les Soviétiques dans les années 1960, les Américains les avaient immédiatement suivis. Sous l'impulsion de Kissinger, les deux superpuissances s'étaient mises d'accord pour conclure qu'il n'y avait pas d'avenir dans ce dispositif. Vouloir protéger entièrement leur territoire aurait conduit à un déploiement que même les superpuissances ne pouvaient pas se permettre. Pour dissuader un adversaire, il suffit qu'il craigne qu'un seul missile adverse puisse l'atteindre. Pour se protéger d'une attaque adverse, il faut que le système de défense arrête tous les missiles adverses. Par ailleurs, Kissinger avait théorisé que la vulnérabilité mutuelle était un gage de sagesse et de retenue sur le

plan international. Un pays qui aurait eu l'illusion d'être à l'abri d'une attaque adverse aurait pu être tenté par un aventurisme stratégique aux conséquences incalculables. Il ne fallait donc pas chercher (par ailleurs de façon illusoire) à sanctuariser le territoire des superpuissances et ceci dans le but même de renforcer leur sécurité. C'est pour cela que le traité SALT 1, outre un plafond pour les missiles offensifs, en avait fixé un autre pour les missiles antimissiles.

Ronald Reagan avait, en 1983, lancé son programme Initiative de défense stratégique (IDS), rebaptisé rapidement *Star wars*. Il s'agissait de déployer dans l'espace et sur terre, grâce aux nouvelles technologies, un système de défense qui se voulait totalement hermétique à une éventuelle attaque nucléaire. Une fois encore, on s'est aperçu que le coût initial du projet avait été largement sous-estimé et son efficacité potentielle démesurément surestimée. Renforcer le bouclier américain n'aurait eu de toute façon pour effet que de développer le programme soviétique. Le projet fut donc une nouvelle fois mis de côté. Il ressortit à la fin des années 1990, sous le titre de *National missile defense*. L'URSS n'existait plus mais c'était pour contrer une menace nord-coréenne que le projet était censé exister. Les Américains expliquaient qu'à très court terme leur territoire serait à la portée des missiles nucléaires nord-coréens et qu'il fallait donc se protéger. À l'époque, le chancelier allemand Gerhard Schröder s'était opposé à ce projet en disant qu'il n'avait pour effets que de relancer la course aux armements et d'antagoniser la Russie. C'était d'ailleurs la première fois qu'un chancelier allemand s'opposait à un programme stratégique américain majeur depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le projet fut de nouveau mis aux oubliettes.

George Bush fils allait relancer ce type de programme en le justifiant par la menace iranienne. Il avait, pour pouvoir le mettre en place, dénoncé le traité SALT 1 en vigueur depuis 1972. Ce qui fait que, à ce jour, les deux seuls pays à avoir dénoncé un accord de désarmement sont les États-Unis pour ce traité et la Corée du Nord pour le traité de non-prolifération. Il avait prévu de déployer une partie de ce système en République tchèque et en Pologne. Moscou considérait que ce projet, loin d'être purement défensif, pouvait être offensif à son encontre. Obama y a renoncé. Il estimait qu'il y avait mieux à faire que de crispier Moscou,

dont il avait besoin de la coopération, notamment sur le dossier iranien. Par ailleurs, un de ses plus proches conseillers avait déclaré : « *Pourquoi dépenser un argent que nous n'avons pas pour des technologies qui n'existent pas encore, et afin de contrer une menace dont on perçoit mal la réalité ?* »

En 2010, sous une forme à nouveau amendée, le projet ressurgit. Une fois encore on nous dit que cette fois-ci la technologie a fait des progrès qui le rendent crédible. Une fois encore on s'apercevra que le coût a été extrêmement minoré et son efficacité restera sujette à caution. L'analyse de la menace qui justifie ce programme est pour le moins rapide.

Les pays de l'OTAN se préparent à mettre en place un système de défense antimissile. Ce système n'a pourtant rien de nouveau. Cela fait plus de cinquante ans que ce type de projet est régulièrement présenté. Cet énième avatar montre que les systèmes de défense sont davantage basés sur des impératifs industriels que sur l'état réel de la menace, et que l'OTAN, vingt ans après la disparition de la menace soviétique, continue à poursuivre une course aux armements dont on a du mal à mesurer la rationalité.

En apparence, un système de défense antimissile pourrait satisfaire les opinions publiques. N'est-il pas en effet plus logique de se défendre en détruisant les missiles adverses que de menacer de se venger en répliquant à une attaque par une contre-offensive plus forte ? Protéger les territoires des pays de l'OTAN, par un système d'interception qui les mettrait à l'abri d'une attaque extérieure, devrait susciter l'adhésion de l'opinion.

Résumé

Les deux superpuissances ont voulu recréer une protection de leur territoire menacé par les missiles intercontinentaux adverses, avec l'édification d'un système de missile antimissile. L'objectif était de recréer un bouclier qui resanctuariserait leur territoire. Mais à chaque fois le coût a été sous-évalué, et l'efficacité du système surévaluée. Le plus sûr résultat est de relancer la course aux armements.

Bibliographie

FOUCHER Michel, *Fronts et frontières : un tour du monde géopolitique*, Fayard, 1991.

GAUCHON Pascal (dir.), *Le monde : manuel de géopolitique et de géoéconomie*, PUF, « Major », 2008.

HAUSHOFER Karl, *De la géopolitique*, Fayard, 1986.

LACOSTE Yves, *Géopolitique : la longue histoire d'aujourd'hui*, Larousse, 2009.

LACOSTE Yves, *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, Éditions La Découverte, « Fondations », 1985.

LASSERRE Frédéric, GONON Emmanuel, *Manuel de géopolitique, Enjeux de pouvoir sur des territoires*, Armand Colin, « U. Géographie », 2008.

MACKINDER Halford, *Le pivot géographique de l'Histoire*, 1904.

MAHAN Alfred, *The Interest of America in Sea Power, Present and Future*, 1897.

MOREAU DEFARGES Philippe, *La géopolitique pour les nuls*, Éditions First, « Pour les Nuls », 2008.

NAZET Michel, *La géopolitique pour tous*, Ellipses, 2010.

RATZEL Friedrich, *La géographie politique, Les concepts fondamentaux*, Fayard, 1987.

VICTOR Jean-Christophe, RAISSON Virginie, TÉTART Franck, et LERNOUX Frédéric, *Le Dessous des Cartes : Atlas géopolitique*, Tallandier et Arte Éditions, 2006.